

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 24 octobre 2016

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, ~~Mme L. DEDONDER~~, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, ~~Mmes M.-C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE~~, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, ~~D. SMETTE~~, B. MAT, ~~Mme H. CLEMENT-COUPLET~~, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, ~~G. HUEZ~~, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 13 octobre 2016.

1. Communications.

* Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 40 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance du 19 septembre 2016 en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

* Le conseil communal prend ensuite connaissance des documents mis en annexe :

- le jugement rendu le 7 octobre 2016 par la cour d'appel de Mons au sujet de la régie communale autonome du stade Luc Varenne.

Cet arrêt donne raison à la Ville sur la question principale de la qualification du contrat qui lie la régie au royal football club de Tournai (RFCT) : la Cour considère, en effet, qu'il ne s'agit pas d'une location immobilière, mais d'une prestation de services soumise à TVA. La Cour rejette en conséquence les prétentions de l'administration fiscale à réclamer le paiement de la TVA déduite en amont par la régie.

En revanche, sur la question secondaire se rapportant au paiement des intérêts intercalaires du fait du paiement et de la déclaration tardive de la TVA, la Cour ordonne une réouverture des débats au motif que les factures invoquées ne figurent pas dans le dossier de pièces à la disposition du tribunal.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, se dit très heureux de l'épilogue de ce dossier. Il remercie Monsieur le Conseiller communal cdH, Jean-Marie

VANDENBERGHE, sur qui, dit-il, il a pu compter pendant toutes les années où l'intéressé était échevin des finances et membre de la régie communale autonome du stade Luc Varenne.

Monsieur le Conseiller communal MR, Jean-Louis CLAUX, se félicite également de cette bonne nouvelle, qui fera, selon lui, jurisprudence. Il souligne l'intérêt qu'il a porté à ce dossier, en particulier à partir de 2012.

Monsieur le Conseiller communal cdH, Jean-Marie VANDENBERGHE, nuance les propos de Monsieur le Conseiller communal Jean-Louis CLAUX. Selon lui, les représentants de la minorité d'avant 2012 n'ont guère soutenu ce dossier.

Pour conclure ces échanges, le président Rudy DEMOTTE remercie celles et ceux qui ont contribué à ce succès.

- l'arrêté ministériel du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2016 de la Régie foncière de Tournai votée par le conseil communal en séance du 30 mai 2016.

* Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que deux questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

1) "Achat par la Ville d'une maison rue du Curé Notre-Dame à Tournai", déposée par Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE.

2) "Projet de 67 kots et 19 emplacements de parking à la rue des Carmes", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID.

Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin, Robert DELVIGNE.

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. 7500 Tournai, rue du Logis, 12 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue du Logis, 12 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue du Logis à Tournai, face au n°12, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6 m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Logis, 9 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue du Logis, 9 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue du Logis à Tournai, face au n°9, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Warchin, rue de l'Hôpital, 39 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue de l'Hôpital, 39 à 7548 Warchin;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant qu'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées existe face au n°41 de cette même rue et que cet emplacement sera prolongé de 6 mètres;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue de l'Hôpital à Warchin, face au n°39, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'une flèche montante "12 m" à hauteur du n°41 (emplacement déjà existant). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Gaurain-Ramecroix, place et rue de la Fontaine : mise en sens unique limité.

Monsieur l'Echevin V. BRAECKELAERE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le projet "Tournai, commune pilote Wallonie cyclable";

Considérant le plan communal cyclable tel qu'il a été approuvé en séance du 19 septembre 2011;

Attendu que ce plan reprend comme action la mise en oeuvre de sens uniques limités dans l'entité, dont le district de Gaurain;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la place de Gaurain à Gaurain-Ramecroix, la circulation se fait à sens unique. Ce règlement reste d'application excepté pour les cyclistes pour lesquels la circulation peut se faire dans les deux sens.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'additionnels M2 et M4 en conformité avec le croquis joint.

Article 2 : dans la rue de la Fontaine à Gaurain-Ramecroix, la circulation se fait à sens unique. Ce règlement reste d'application excepté pour les cyclistes pour lesquels la circulation peut se faire dans les deux sens.

Cette mesure sera matérialisée par les additionnels M2 et M4 en conformité avec le croquis joint.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue As-Pois : suppression d'une interdiction de stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 28 janvier 1991 interdisant l'arrêt et le stationnement sur le côté gauche de la rue As-Pois à Tournai, à hauteur du n°15 jusqu'à la rue du Ballon;

Considérant que cette interdiction avait été instaurée à l'époque où l'entreprise COMENNE était implantée du côté opposé;

Considérant que cette entreprise a cessé ses activités depuis un certain nombre d'années et que l'interdiction de stationnement, qui était définie entre le n°15 et la rue du Ballon, n'a plus lieu d'être.

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue As-Pois à Tournai, l'interdiction de stationnement entre le n°15 et la rue du Ballon est supprimée.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation.

7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Bruxelles : suppression des limitations de la durée de stationnement à 15 minutes.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 4 juillet 1988 limitant la durée de stationnement des véhicules à 15 minutes à la chaussée de Bruxelles, à hauteur des immeubles portant les n° 29, 31, et 33;
Vu la décision du conseil communal du 12 septembre 1988 limitant la durée de stationnement des véhicules à 15 minutes à la chaussée de Bruxelles, à hauteur des immeubles portant les n° 24, 24 bis et 26;
Considérant qu'à ces endroits, il n'existe plus de signalisation ni de marquage matérialisant ces mesures et que celles-ci n'ont plus lieu d'être;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la chaussée de Bruxelles à Tournai, face aux n° 24, 24 bis et 26, la limitation de la durée de stationnement à 15 minutes est supprimée.

Article 2 : dans la chaussée de Bruxelles à Tournai, face aux n° 29, 31 et 33 la limitation de la durée de stationnement à 15 minutes est supprimée.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai et Kain, chemin 34.
Réglementation de la circulation. Modification.**

Monsieur l'Echevin V. BRAECKELAERE rentre en séance.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, intervient d'emblée comme suit :

"Lors de la modification du règlement de la circulation de cette portion de route, pourquoi n'a-t-on pas pensé aux problèmes de cet agriculteur qui ne sait pas sortir par le chemin 34 avec ses engins parce que cette voirie est trop étroite ?

Même remarque pour le plan de la circulation autour de la chapelle de Kain. Il y a eu des modifications, mais elles ne sont pas passées par le conseil communal. Certaines passent et d'autres ne passent pas. Je ne comprends pas toujours la logique."

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, lui répond comme suit :

"Toutes les modifications au règlement communal de police sont votées par le conseil communal en séance publique. Je vais donc vérifier ce que vous dites. Pour le chemin 34, nous n'aurions pas pu prendre en compte le fait que l'agriculteur ne savait pas sortir parce que les policiers, à l'initiative de ce rapport, pensaient qu'il sortait par la rue Guillaume Charlier.

Je précise, par ailleurs, que l'agriculteur ne sera pas le seul à pouvoir bénéficier de ces dispositions. Les riverains pourront également en tirer parti."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 23 novembre 2015 interdisant la circulation dans le chemin 34 à Tournai à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis la rue de l'Union à Kain à et vers la rue du Crampon à Tournai;

Considérant qu'il apparaît que ces nouvelles règles mettent un agriculteur local dans l'impossibilité de sortir le charroi lourd de ses parcelles, en raison de l'étroitesse du chemin 34 à son extrémité et qu'il en est de même pour la rue de l'Union;

Considérant qu'il y a donc nécessité de modifier le règlement en restaurant le double sens de circulation à partir de l'immeuble 24, ce qui permettra aux engins agricoles d'emprunter le même parcours pour l'accès et la sortie (vers la rue du Crampon);

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans le chemin 34 à Tournai et Kain :

- le sens interdit existant est supprimé

- la circulation est interdite à tout conducteur, sauf pour les cyclistes, depuis la rue de l'Union à et vers l'immeuble n°24.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel M2 et F19 avec panneau additionnel M4.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

9. Programme CO3 (gestion quotidienne et stratégique des ressources humaines). Charte d'engagement avec le conseil régional de la formation et la Région wallonne (DGO5). Ratification.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014 ayant défini dans l'objectif stratégique 10 "Etre une administration orientée vers une gestion des ressources humaines de qualité" (volet interne), la volonté de valoriser le capital humain que représente le personnel communal, ses connaissances, son expertise;

Considérant que le conseil régional de la formation et la direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé du service public de Wallonie [Direction générale opérationnelle 5 (DGO5)] ont lancé un nouvel appel à participation pour le programme CO3;

Considérant que ce programme vise à aider les entités demandeuses dans la gestion quotidienne, mais aussi stratégique de leurs ressources humaines;

Considérant que le programme CO3 est accessible gratuitement à l'ensemble des pouvoirs locaux et provinciaux de Wallonie;

Considérant que l'objectif est de faire bénéficier les entités participantes d'un soutien et d'un accompagnement tout au long des trois phases du programme CO3 :

- consultation de chaque entité pour dresser un état des lieux et identifier au mieux ses besoins
- élaboration de conseils individualisés et de plans d'action personnalisés
- coaching pour répondre aux attentes décelées;

Considérant que l'entité doit témoigner de sa motivation à intégrer le programme via :

- la démonstration par l'entité de son intérêt pour les ressources humaines et pour un ou plusieurs domaines retenus dans le cadre du programme CO3 (démarche stratégique, organisation des services, recrutement, description de fonction, évaluation, formation et développement personnel, bien-être et motivation)
- la démonstration par l'ensemble des acteurs de l'entité de leur motivation à prendre part activement à l'ensemble du programme CO3
- la démonstration par l'entité de l'intérêt que représente sa participation au programme CO3 en vue d'avancer et de progresser;

Considérant que l'entité sélectionnée doit s'engager à respecter les conditions suivantes :

- garantir la disponibilité de ses acteurs : idéalement, chaque entité sera représentée par le directeur général et le gestionnaire des ressources humaines
- participer activement au programme;

Considérant que le collège communal, en séance du 10 juin 2016, a décidé de se porter candidat au programme et a désigné :

- la personne chargée de coordonner la participation au programme
- le mandataire politique en charge du suivi du programme
- le directeur général (ou son délégué) ainsi que le chef de division au service du personnel (ou son délégué) afin de participer aux réunions prévues;

Considérant que la table ronde d'information et de lancement s'est tenue le 6 septembre 2016 à Namur;

Considérant que, préalablement à la phase de consultation, les entités sélectionnées ont été invitées à matérialiser leur engagement par la signature d'une charte;

Considérant qu'un questionnaire était également à compléter pour aider le CRF à cerner les priorités et besoins en ressources humaines;

Considérant que la phase de consultation a débuté dès que l'entité a transmis au CRF la charte signée et le questionnaire complété, et ce au plus tard pour le *7 octobre 2016*;

Considérant qu'une fois le questionnaire complété et transmis, une date de rencontre avec les accompagnateurs du programme a été fixée et se déroulera dans les locaux du CRF à Jambes en poursuivant un triple objectif :

- organiser un premier contact individuel et personnel entre l'entité et les accompagnateurs du programme
- s'assurer de la bonne compréhension des réponses apportées au questionnaire
- identifier, préciser et approfondir, voire confirmer, les besoins et priorités en ressources humaines;

Considérant que la ratification de cette charte d'engagement réciproque est de la compétence du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

RATIFIE

les termes de la charte d'engagement réciproque entre la Ville, le conseil régional de la formation et la direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé (DGO 5) du service public de Wallonie :

"Le programme CO³ est un programme d'accompagnement et de soutien initié par le conseil régional de la formation en partenariat avec la direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé (DGO 5) du service public de Wallonie. Son objectif est de soutenir les entités participantes dans la gestion quotidienne mais aussi stratégique des ressources humaines et des compétences.

CO³ comporte 3 grandes phases :

- CONSULTER de manière individuelle pour dresser un état des lieux et identifier au mieux les besoins.*
- CONSEILLER individuellement et proposer un plan d'action personnalisé.*
- Pour répondre aux attentes décelées, COACHER sur différents thèmes : formation, compétences, descriptions de fonction...*

Votre entité s'est manifestée durant l'appel à participation et a été retenue en vue de prendre part au programme CO³. Le conseil régional de la formation et ses partenaires s'en réjouissent. Chacun fera en sorte que cette expérience soit riche et de grande qualité.

Pour ce faire, la présente charte fixe les engagements de l'entité et du conseil régional de la formation.

Engagement du conseil régional de la formation

Le CRF s'engage à communiquer à l'entité toutes les informations utiles en vue de faciliter et d'optimiser la participation au programme.

Le CRF s'engage à accompagner l'entité dans les préparatifs de la participation au programme.

Pour ce qui le concerne, le CRF s'engage à répondre aux demandes de l'entité.

Le CRF s'engage à participer aux différentes rencontres composant le programme.

Le CRF s'engage à consulter ses partenaires en fonction des besoins émis par l'entité.

Le CRF s'engage à ce que l'interlocuteur désigné assure un contact régulier avec les représentants de l'entité.

Le CRF s'engage à assurer la gratuité du programme CO³ ainsi que sa confidentialité, en ce compris les informations échangées avec les partenaires.

Engagement de l'entité

L'entité s'engage à communiquer de la manière la plus complète possible les informations utiles à la réalisation du programme.

L'entité s'engage à participer très activement à toutes les étapes du processus.

L'entité s'engage à respecter le planning préalablement fixé.

L'entité s'engage à respecter la confidentialité des informations tant à l'égard des partenaires que des autres entités participantes.

Les personnes ressources identifiées par l'entité pour prendre part au projet s'engagent à consacrer le temps nécessaire à la préparation, à la participation et au suivi des réunions auxquelles elles sont conviées.

Pour la Ville de Tournai,

Le Directeur général, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS

*Pour le conseil régional de la formation,
Pierre PETIT, Directeur – Conseiller à la formation*

*Pour la direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé (DGO
5) du service public de Wallonie
Françoise Lannoy – Directrice générale".*

10. ASBL Maison des sports. Convention de concession de gestion avec la Ville. Modifications. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant qu'aux termes d'une convention de gestion intervenue en mai 1998, la Ville de Tournai a concédé à l'ASBL maison des sports de Tournai la gestion de l'immeuble dit "hall des sports", sis à Tournai, avenue de Gaulle, 2, cadastré section K, n°316c4/pie1 (bâti);

Considérant qu'afin de permettre à l'ASBL maison des sports de développer ses activités, la Ville de Tournai et l'ASBL précitée ont convenu d'étendre l'utilisation et l'exploitation confiées à l'ASBL sur les parcelles cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section K, n°316a3/pie2, 316c4/pie2, 316w3/pie2, 316v3/pie2, 316x3/pie2, correspondant au terrain de baseball, au terrain de football américain, au terrain synthétique, à l'espace fitness extérieur et à une parcelle non encore aménagée destinée à accueillir différentes activités sportives;

Considérant qu'en date du 13 février 2015, il a été décidé par le collège communal, sous réserve de l'accord du conseil communal :

- du principe de conclure un avenant à la convention de gestion initiale intervenue en mai 1998 entre la Ville de Tournai et l'ASBL maison des sports, portant sur les installations sportives sises à 7500 Tournai, avenue de Gaulle, 2, lequel aurait pour but de confier à ladite ASBL la gestion des différents terrains sportifs établis sur les parcelles cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section K, n°316a3/pie2, 316c4/pie2, 316w3/pie2, 316v3/pie2, 316x3/pie2, aux mêmes conditions que celles fixées dans la convention initiale;
- de marquer son accord sur le plan de mesurage levé et dressé par le géomètre communal en date du 16 janvier 2015, délimitant les nouvelles parcelles concédées en gestion à l'ASBL maison des sports (d'une contenance mesurée de 6ha 37a 31ca), sur lesquelles sont établis les différents terrains sportifs;

Considérant également la décision du collège communal du 22 mai 2015 :

- d'implanter le futur roller park, sous la forme d'un aménagement d'espace public (structure en béton pouvant être surmontée d'une toile), d'une superficie de +/-1.000m² et d'un coût de +/-370,00€/m², sur l'espace compris entre la maison de la culture et le hall des sports (déduction faite de la piste d'accès réservée au service d'incendie);
- de compléter la modification budgétaire présentée au conseil communal du 1er juin 2015 par un amendement de 70.000,00€ au budget extraordinaire, destiné à financer le marché de service relatif à l'étude technique du roller park; de passer le marché en 2015; de solliciter les subsides ainsi qu'une procédure d'urgence auprès du pouvoir subsidiant, de manière à ne pas hypothéquer le calendrier de réalisation du projet Technicité, partiellement financé par des fonds européens;

Considérant, par ailleurs, la volonté de régulariser une situation de fait en ce qui concerne la gestion des infrastructures sportives du stade Jules Hossey (sises à Tournai, rue Aimable Dutrieux, 57) par l'ASBL Maison des sports, notamment dans la perspective de la création d'un centre sportif local;

Considérant que la gestion des infrastructures du stade Jules Hossey a été confiée à l'époque à l'ASBL Omnisports, laquelle a été dissoute en juin 2006;

Considérant que, depuis la dissolution de cette ASBL, la gestion de celles-ci est de facto revenue à l'ASBL maison des sports;

Considérant qu'au vu de la volonté de régularisation dont question ci-avant et de la perspective de création d'un centre sportif local, il apparaît opportun de confirmer la gestion des infrastructures du stade Jules Hossey par l'ASBL maison des sports dans le cadre d'une convention;

Considérant que, compte tenu des diverses extensions relatives à l'objet de la concession de gestion exposées ci-avant par rapport à la convention d'origine de mai 1998 conclue entre la Ville et l'ASBL maison des sports, il convient d'adapter la convention d'origine en vue de confier à l'ASBL, outre l'usage et l'exploitation du hall sportif, l'usage et l'exploitation des lieux suivants :

- les différents terrains sportifs établis sur les parcelles cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section K, n°316a3/pie2, 316c4/pie2, 316w3/pie2, 316v3/pie2, 316x3/pie2, correspondant au terrain de baseball, au terrain de football américain, au terrain synthétique, à l'espace fitness extérieur, et à une parcelle non encore aménagée destinée à accueillir différentes activités;
- le futur roller park qui sera établi sur les parcelles cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section K, 316C4/pie2 et 316X3/pie2;
- les installations sportives du stade Jules Hossey établies (à 7500 Tournai, rue Aimable Dutrieux, n°57) sur les parcelles cadastrées 3ème division, section K, n°129E et n°129F (partie);

Considérant, par ailleurs, l'existence d'une convention de mise à disposition à titre précaire conclue le 20 mai 2009 entre la Ville de Tournai et l'ASBL Club canin de la Wallonie picarde, en vertu de laquelle la Ville a autorisé ledit club canin à occuper une aire de 16 a 7 ca prise dans l'une des parcelles (cadastrée 3ème division, section K, n°129F) correspondant partiellement au stade Jules Hossey;

Considérant qu'il y a lieu, dès lors, d'exclure cette aire de 16a 7ca de la portée de la nouvelle convention de concession de gestion, l'ASBL maison des sports n'ayant pas à gérer cette parcelle;

Considérant la convention de concession d'usage et d'exploitation d'origine signée en mai 1998 entre la Ville de Tournai et l'ASBL maison des sports (mise en annexe);

Considérant qu'en égard à l'extension des infrastructures tombant dans le cadre de la gestion par l'ASBL maison des sports, il convient de remodeler le contenu de la convention dont question ci-avant;

Considérant qu'il convient de préciser que l'essentiel des nouveautés se situe aux articles suivants de la nouvelle convention :

- article 1 relatif à l'objet : celui-ci est étendu, dans la mesure où davantage de biens tombent désormais dans le champ d'application de la convention;
- article 7 relatif aux règlements d'ordre intérieur : pour plus de facilité, il est proposé que ces règlements soient soumis au collège communal et non plus au conseil communal;
- article 11 relatif aux réparations et à l'entretien : l'article est étoffé et des précisions sont apportées pour les parkings, les plantations, les surfaces de jeux, la protection contre l'incendie et les systèmes d'alarme anti-intrusion;
- article 18 relatif au personnel de l'ASBL;
- article 21 relatif aux parkings;
- article 24 relatif à l'utilisation des beer coolers;
- article 25 relatif aux occupations exceptionnelles par la Ville;
- article 26 relatif aux servitudes;
- article 27 relatif au droit des voisins;
- article 28 relatif à l'interdiction de fumer;

Considérant qu'en séance du 20 juin 2016, le conseil d'administration de l'ASBL maison des sports a marqué son accord de principe quant à ce projet de convention remaniée;

Considérant qu'en séance du 16 septembre 2016, un accord de principe a été donné par le collège communal quant à ce projet de convention remaniée;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- de confirmer la gestion des infrastructures du stade Jules Hossey ainsi que celle des infrastructures du hall des sports de Tournai par l'ASBL maison des sports de Tournai;
- d'approuver le plan de mesurage levé et dressé en date du 14 avril 2016 par le géomètre communal;
- d'approuver la nouvelle convention de concession de gestion, dont les termes suivent:

"PREAMBULE :

Par convention de concession de gestion conclue en mai 1998 entre la Ville de Tournai et l'ASBL maison des sports, l'ASBL précitée a obtenu en gestion l'immeuble du hall des sports de Tournai. Afin de permettre à l'ASBL de développer ses activités, la Ville de Tournai et l'ASBL ont convenu d'étendre à de nouvelles parcelles l'utilisation et l'exploitation confiées à cette dernière. Par décision du collège communal du 13 février 2015, il a ainsi été décidé du principe de conclure un avenant à la convention de gestion initiale.

En séance du 22 mai 2015, le collège communal a, par ailleurs, décidé d'implanter un roller park sur un terrain situé à proximité du hall des sports.

Vu l'extension progressive des infrastructures sportives entrant dans la sphère de gestion de l'ASBL maison des sports, la convention initiale datant de 1998 n'est plus adaptée.

Il est proposé de la remplacer par une nouvelle convention, plus ajustée aux réalités actuelles.

Il est également proposé d'inclure dans cette nouvelle convention, parmi les infrastructures gérées par l'ASBL maison des sports, celles attenantes au stade Jules Hossey sis à Tournai. En effet, celles-ci sont, de facto, déjà gérées par l'ASBL maison des sports (depuis la dissolution de l'ASBL Omnisports en 2006) et il convient de régulariser cette situation de fait.

Article 1. Objet

La Ville concède à l'ASBL maison des sports qui accepte l'usage et l'exploitation des biens désignés ci-après :

- Les parcelles cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section K, numéros 316c4/pie1 (à l'exception du parking), 316c4/pie2, 316a3/pie2, 316w3/pie2, 316v3/pie2, 316x3/pie2 sur lesquelles sont implantés l'immeuble bâti du hall des sports, le terrain de baseball, le terrain de football américain, le terrain synthétique, l'espace fitness extérieur, et une parcelle non encore aménagée destinée à accueillir différentes activités sportives,

selon le plan de mesurage levé et dressé en date du 14 avril 2016 par le géomètre communal et annexé à la présente,

ci-après dénommé "hall des sports de Tournai";

- les parcelles cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section K, n°129 E (d'une contenance de 32a 50ca) et N°129 F/partie (d'une contenance de 1ha 11a 45ca), correspondant respectivement aux installations sportives et au terrain de sport du stade Jules Hossey, à l'exception d'une surface de 16a 7ca, sise sur la parcelle cadastrée section F, n° 129 F, mise à la disposition par la Ville à l'ASBL club canin de Wallonie picarde,

tels que décrits respectivement dans l'état des lieux et dans l'inventaire annexés aux présentes.

L'inventaire et l'état des lieux seront contresignés par les deux parties.

Cet inventaire et cet état des lieux seront complétés dans les mêmes formes chaque fois que des compléments ou transformations seront apportés aux biens.

Article 2. Durée

La concession est consentie pour une durée indéterminée prenant cours dès la signature de la convention.

Chacune des parties pourra à tout moment mettre anticipativement fin à la concession moyennant un préavis d'un an notifié par voie recommandée à l'autre partie. Ce préavis prend cours le 1er janvier qui suit sa notification.

Article 3. Gratuité - Boni d'exploitation

La concession est consentie gratuitement sous réserve du droit pour la Ville d'exiger que tout ou partie du boni d'exploitation lui soit reversé.

Article 4. Affectations

L'ASBL ne pourra donner aux biens désignés à l'article 1er que les affectations reprises ci-après :

- pour l'immeuble sis sur la parcelle cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section K, n°316 C4/pie 1 : hall sportif;
- pour les parcelles cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section K, n°316a3/pie2, 316c4/pie2, 316w3/pie2, 316v3/pie2, 316x3/pie2 : terrain de baseball, terrain de football américain, terrain synthétique, espace fitness extérieur, roller park, parcelle non encore aménagée destinée à accueillir différentes activités sportives.

L'ASBL pourra toutefois modifier les affectations dont question ci-avant, moyennant accord exprès du collège communal.

L'affectation doit être assurée de telle manière que les finalités poursuivies par l'objet social de l'ASBL soient atteintes et ce, dans le respect de ses statuts en vigueur le jour de la signature des présentes.

La gestion de l'ensemble des infrastructures sportives devra, le cas échéant, être conforme aux critères définis par la législation et instructions ministérielles en vigueur en vue d'obtenir un subventionnement.

Article 5. Affectations - Suite

Pendant toute la durée de la concession, l'ASBL devra maintenir les affectations dont il est question à l'article 4 et s'engage à exploiter les biens concédés pendant toute la durée de la concession de manière continue et régulière dans le respect de son caractère de service public.

Article 6. Accès aux biens

Pendant toute la durée de la concession, l'ASBL accordera l'accès aux biens désignés à l'article 1er en vue d'une utilisation conforme aux affectations dont il est question à l'article 4 et au(x) règlement(s) d'ordre intérieur dont il est question à l'article 7, à toute personne physique ou morale sans qu'aucune discrimination, quelle qu'elle soit, puisse avoir lieu conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Article 7. Règlement(s) d'ordre intérieur

L'ASBL soumettra sans délai, à l'appréciation du collège communal, tout règlement d'ordre intérieur lié à la gestion des infrastructures visées à l'article 1er de la présente convention ainsi que toute

modification, sans préjudice de leur entrée en vigueur immédiate. Elle s'engage à rencontrer les avis et suggestions que formulerait la Ville à leur égard.

Article 8. Projet de budget.

Chaque année et au plus tard le 31 octobre, l'ASBL soumettra à l'approbation du conseil communal le projet de budget spécifique aux biens visés à l'article 1er pour l'exercice à venir, accompagné d'une note d'intention et d'explication et du tarif pratiqué. Le conseil communal dispose de 60 jours à dater de la réception de son projet pour statuer. L'ASBL s'engage à rencontrer les avis et suggestions que formulerait la Ville et à respecter les mesures de gestion que la Ville est en droit de lui imposer en vue d'assurer une saine gestion des biens concédés.

Article 9. Comptes

Chaque année et au plus tard le 1er mars, l'ASBL soumettra à l'approbation du conseil communal les comptes pour l'exercice écoulé, accompagnés d'un rapport d'activités et de gestion financière.

Article 10. Droit d'inspection

Chaque fois qu'elle le jugera utile, la Ville se réserve le droit d'inspecter ou de faire inspecter les biens désignés à l'article 1er en présence d'un responsable et après information de l'ASBL sauf urgence.

Article 11. Réparations - Entretien

1. Généralités

L'ASBL sera tenue aux réparations locatives et au menu entretien tels qu'ils résultent de l'article 1754 du Code civil.

La Ville renouvellera, dans les limites de ses disponibilités budgétaires, les équipements après usure normale.

Elle supportera toutes les autres réparations et, notamment, les travaux de protection contre l'incendie, dans la mesure précisée ci-dessous.

2. Spécificités

1. Parkings

Le parking situé sur le pourtour de l'infrastructure sportive du hall des sports de Tournai n'étant pas donné en gestion, son entretien incombe à la Ville (voir article 21 de la présente convention).

Le parking situé à l'avant de l'infrastructure sportive dite stade Jules Hossey étant donné en gestion à l'ASBL, son entretien incombe à cette dernière (voir article 21 de la présente convention).

2. Plantations

En ce qui concerne l'entretien des plantations extérieures agrémentant les biens visés à l'article 1er de la convention, celui-ci pourra, à titre dérogatoire, être effectué par les services communaux, contre facturation, moyennant accord exprès et préalable du collège communal.

3. Surfaces de jeux

L'entretien des surfaces de jeux (terrains) demeurera à charge de l'ASBL.

4. Protection contre l'incendie

La Ville supportera tous les travaux de protection contre l'incendie, sous les réserves exposées ci-après.

En ce qui concerne la présence de détecteurs d'incendie, le placement demeurera à charge de la Ville, tandis que le contrôle et la maintenance appartiendront à l'ASBL.

Quant aux extincteurs, l'installation, le contrôle, la maintenance et le remplacement de ceux-ci demeurera à charge de l'ASBL, laquelle s'engage à équiper les biens donnés en gestion d'extincteurs adaptés, à faire effectuer le contrôle et la maintenance de ceux-ci par une entreprise agréée et à

procéder à leur remplacement ou à leur remise en état conformément aux recommandations de cette entreprise.

5. Système d'alarme anti-intrusion

Le cas échéant, le placement et le renouvellement d'un système d'alarme anti-intrusion incombent à la Ville.

L'entretien du système ainsi que les frais d'abonnement – ligne téléphonique incomberont à l'ASBL.

Article 12. Modifications - Transformations

L'ASBL ne pourra apporter aucune modification, transformation, ni aménagement aux biens sans le consentement écrit et préalable du collège communal. A défaut d'écrit, la Ville peut exiger que les lieux soient remis dans leur état initial.

Au cas où des modifications, transformations, aménagements étaient autorisés, ceux-ci resteront acquis de plein droit à la Ville sans indemnité compensatoire.

Article 13. Responsabilité

Pendant la durée de la convention, l'ASBL occupe et gère les infrastructures données en gestion à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque. La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des lieux donnés en gestion, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'ASBL, à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'ASBL déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 14. Assurances

La Ville déclare que lesdits biens sont couverts en assurance "Incendie et périls connexes" avec une clause "Abandon de recours".

L'ASBL s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes :

- assurance "Incendie et périls connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des tiers);
- assurance "responsabilité civile" (couvrant la responsabilité de l'association pour tous les faits en rapport avec la gestion des biens).

A toute demande de la Ville, l'ASBL justifiera du paiement régulier des primes.

Article 15. Gestion

L'ASBL s'engage à assurer le bon fonctionnement des biens concédés et les gérera en bon père de famille. Elle maintiendra les lieux en parfait état de propreté et d'entretien.

En particulier, elle prendra toutes les mesures nécessaires pour aboutir à une gestion non déficitaire dans le respect des lois applicables et le but social poursuivi.

Il est bien entendu que l'obligation d'aboutir à une gestion non déficitaire constitue une obligation de moyen.

Article 16. Recettes et frais de gestion. Impositions

L'ASBL percevra les recettes de gestion des biens concédés et supportera la totalité des frais de gestion à l'exception de ceux à charge de la Ville en application de l'article 11.

L'ASBL supportera toutes les impositions établies sur les biens concédés soit ordinaires soit extraordinaires.

Article 17. Incessibilité

La concession est incessible en tout ou en partie.

Tout contrat, qui concernerait l'exploitation d'une cafétéria sise dans l'un des biens visés à l'article 1, doit recevoir l'accord écrit préalable de la Ville.

L'ASBL veillera/les exploitants veilleront à ce que les personnes affectées à l'exploitation de la/des cafétéria(s) détiennent les autorisations communales d'exploiter un débit de boissons. Ces dernières doivent être d'une tenue irréprochable et faire preuve de la plus grande correction.

Article 18. Personnel de l'ASBL

Les membres, qui sont, le cas échéant, engagés par l'ASBL, se comportent avec la plus stricte correction et la plus grande serviabilité tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public. Ils sont d'une tenue irréprochable et font preuve de discrétion.

Article 19. Manquements - Résolution

Tout manquement d'une des parties à l'une quelconque des obligations résultant pour elles des présentes dispositions entraînera la résolution de la concession de plein droit et sans sommation, ce sans préjudice du droit pour l'une des parties de réclamer s'il échet des dommages et intérêts. En ce qui concerne l'ASBL, le non-respect de son objet social et de ses statuts entraînera la résolution de la concession de plein droit.

Article 20. Fermeture

L'ASBL ne pourra faire valoir aucun droit à dédommagement en cas de fermeture temporaire ou définitive des biens concédés, que cette fermeture résulte de l'exécution de travaux ou de toute autre cause.

Article 21. Parkings

- La Ville conserve la gestion du parking situé sur le pourtour du hall des sports de Tournai, tout en permettant aux occupants des infrastructures sportives gérées par l'ASBL de l'utiliser.
- L'ASBL gère en bon père de famille le parking situé à l'avant de l'infrastructure sportive dite stade Jules Hossey, à propos duquel l'ASBL s'engage à accepter toute demande d'occupation formulée par la Ville pour l'organisation de manifestations ponctuelles ou en cas de force majeure.

En cas d'occupation par la Ville, l'ASBL veillera à ne pas programmer des activités poursuivies dans le même environnement qui perturberaient la réalisation des activités et des obligations de la Ville.

Article 22. Déficits - Bonis

Dans le but d'aider au développement des activités des biens désignés à l'article 1er, la Ville s'engage dans les limites de ses disponibilités budgétaires, à couvrir, s'il échet, les éventuels déficits de gestion tels qu'ils apparaîtront au compte de l'exercice écoulé.

Il est bien entendu que les éventuels bonis d'activités reportés des années antérieures seront affectés à la diminution des pertes.

Toutefois, cette obligation de couvrir les déficits mis à charge de la Ville ne sortira ses effets que si l'ASBL a correctement rempli les obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention. L'éventuel boni d'exploitation revient à la Ville qui peut en exiger à tout moment le versement en tout ou en partie sur son compte.

Article 23. Comité de concertation

Un Comité de concertation composé des trois délégués du collège communal et de trois délégués de l'ASBL se réunira au moins trois fois l'an à des dates déterminées de commun accord.

Le rôle de ce comité est de veiller à ce que toutes les dispositions soient prises pour éviter tout "dérapage" budgétaire par rapport au budget approuvé par le conseil communal.

A cette fin, les délégués de l'ASBL ont l'obligation de renseigner les délégués du collège communal sur la situation financière exacte des biens concédés et en particulier d'avertir en temps utile la Ville chaque fois qu'il s'avère que les prévisions budgétaires ne pourront pas être respectées.

L'ASBL tient à la disposition des délégués du collège communal toute pièce comptable et leur donne tous les renseignements souhaités relativement à la gestion des biens concédés.

L'ASBL est tenue d'appliquer les mesures de gestion que la Ville est en droit de lui imposer en vue de juguler les éventuels déficits financiers "non budgétisés".

A l'issue de chacune des réunions du comité de concertation, un procès-verbal sera dressé et signé par toutes les parties.

En cas de contestation, le procès-verbal fera foi que l'ASBL a correctement respecté son obligation de renseignement telle que précisée ci-avant.

Article 24. Utilisation des "beer cooler"

L'ASBL s'engage à ce que les installations de type "beer cooler" servent uniquement et exclusivement au débit de produits dont le partenaire commercial désigné par la Ville de Tournai dans le cadre d'un accord commercial détient les marques en licence, étant entendu qu'il s'agit, à l'heure actuelle, de la société INBEV BELGIUM.

En cas de changement de partenaire commercial, la Ville s'engage à communiquer à l'ASBL toutes données utiles dans les plus brefs délais.

L'ASBL s'engage à communiquer à la Ville le nom du dépositaire de l'approvisionnement des boissons INBEV BELGIUM.

L'ASBL s'engage à communiquer, via son dépositaire, dans le mois de septembre de chaque année, à l'administration communale, les statistiques de ventes des boissons INBEV couvrant l'année écoulée (période du 1er septembre d'une année au 31 août de l'année suivante).

Article 25. Occupations exceptionnelles par la Ville

L'ASBL s'engage à satisfaire aux demandes d'occupation gratuite des infrastructures introduites ponctuellement par la Ville.

En cas d'occupation par la Ville, l'ASBL veillera à ne pas programmer des activités poursuivies dans le même environnement qui perturberaient la réalisation des activités et des obligations de la Ville.

Durant cette occupation par la Ville, l'ASBL veillera tout particulièrement à collaborer avec les services de la Ville. La Ville et l'ASBL veilleront à s'échanger toutes les informations utiles avant l'occupation et en vue de la programmation.

Article 26. Servitudes

L'ASBL doit conserver les biens donnés en gestion dans les limites et bornes. La Ville informe l'ASBL que ceux-ci ne sont grevés d'aucune servitude, active ou passive. L'ASBL s'interdit d'en laisser établir.

Article 27. Droit des voisins

L'ASBL s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans les infrastructures données en gestion ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

L'ASBL s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

Article 28. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans les biens donnés en gestion.

L'ASBL s'engage à faire respecter cette interdiction.

Article 29. Respect des lois et conventions internationales en vigueur

L'ASBL sera seule responsable du respect des lois et des conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

Article 30. Abrogation des conventions antérieures

La présente convention abroge et remplace toutes les conventions antérieures entre les parties portant sur le même objet.

Article 31. Frais, droits d'enregistrement, amendes

Les frais, droits d'enregistrement et amendes généralement quelconques résultant de la présente convention seront supportés et payés par l'ASBL.

Article 32. Litige

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Hainaut – division Tournai."

11. Eurométropole tour 2016. Arrivée à Tournai. Convention avec l'ASBL circuit franco-belge. Ratification.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"Nous sommes plusieurs dans l'opposition à déplorer le fait que nous devons souvent ratifier des conventions pour des événements qui se sont déjà déroulés. Je voudrais dès lors comprendre pourquoi les choses ne changent pas !"

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, intervient à son tour :

"Une nouvelle fois c'est une ratification qui arrive après l'évènement. A un des derniers conseils communaux, des conventions sont passées avant l'évènement. On croyait que le bon système était remis sur les rails. Force est de constater que ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. C'est regrettable d'autant plus qu'à la fin de ladite convention, sous le titre "date d'effet de la présente convention", il est indiqué qu'"elle prendra effet à la date de signature par les parties" ! Le document ne contient pas de date. A quoi cela sert-il de la signer maintenant, car la convention n'aura plus de but ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, poursuit :

"Comme l'a rappelé Madame la Conseillère communale Monique WILLOCQ, une convention doit être soumise au conseil communal. En principe, on ne peut pas signer la convention tant qu'elle n'est pas passée au conseil communal. Tant qu'elle n'est pas passée, elle n'a pas été décidée. J'en conclus que Monsieur le Conseiller communal COUSAERT, qui vient de sortir, va signer la convention la semaine prochaine, puisque officiellement cette convention va être validée par le conseil communal. Je n'en doute pas un seul instant. Seulement dans la convention, il y a toute une série d'obligations que l'organisateur a dû respecter il y a quelques semaines. Comme la convention ne pouvait pas être signée et n'était donc pas d'application, si ces personnes sont de mauvaise volonté, elles ne sont pas obligées d'appliquer les obligations de la convention puisqu'elles n'existent pas au moment de course. Comment procède-t-on dans ce cas ?"

Le **directeur général** répond à ces interventions comme suit :

"Pourquoi ce dossier est-il soumis ce soir au conseil communal et pas lors de la précédente séance ? Tout simplement parce que le texte de départ présentait un certain nombre d'imperfections. En âme et conscience, j'ai estimé que le projet de convention préparé par les services, présentait un tel degré d'imperfection qu'il ne pouvait pas être soumis en l'état, raison pour laquelle il est soumis à votre sanction a posteriori."

Il poursuit ses explications en précisant qu'il s'agit ici d'une proposition de ratification, le texte ayant été soumis préalablement à l'accord du collège communal.

Le **président** d'assemblée conclut comme suit :

"Nous comprenons que la méthode est peu orthodoxe. Nous demandons à l'administration à l'avenir de venir avec des conventions qui précèdent l'évènement, ce qui faciliterait la vie à tout le monde."

Par 29 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. WILLOCQ, M. X. DECALUWE

Monsieur le Conseiller communal L. COUSAERT sort de séance.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'organisation de l'arrivée finale de l'Eurométropole tour 2016 le dimanche 2 octobre 2016 à Tournai;

Considérant que la compétition s'est déroulée entre Poperinge et Tournai avec diffusion en direct par la radio télévision belge francophone (RTBF) et que plusieurs circuits locaux passaient par le Mont-Saint-Aubert, la ligne d'arrivée se situant comme d'habitude au boulevard des Nerviens - plateau de la gare - place Crombez à Tournai;

Considérant que la contribution financière de la Ville s'élève à 35.000,00€ et que les aides indirectes ont été estimées à 2.628,40€;

Considérant qu'en vue de préciser les modalités de cette organisation et de fixer les obligations réciproques des parties, une convention a été conclue avec l'ASBL circuit franco-belge;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 septembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 29 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE

de ratifier la convention conclue avec l'ASBL circuit franco-belge ainsi que le guide technique-cahier des charges, dont les termes suivent :

Entre, d'une part :

L'ASBL circuit franco-belge représentée par :

MM. Louis COUSAERT et Jean-Marie ORLANDI de l'organisation, habilités à l'effet des présentes.

et, d'autre part :

La Ville de Tournai représentée par :

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général, Thierry LESPLINGART, agissant au nom du conseil communal, ci-après dénommée "La Ville de Tournai".

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

1°) sous licence du Royal Cazeau Pédale de Templeuve, club inscrit sous le matricule 735 à la Royale ligue vélocipédique belge (R.L.V.B.), l'ASBL circuit franco-belge organise l'Eurométropole tour, compétition inscrite à l'union cycliste internationale en catégorie "UCI Europe Tour" qui se déroulera le dimanche 2 octobre 2016.

2°) en sa qualité d'organisateur, l'ASBL circuit franco-belge développe des relations privilégiées de partenariat avec les collectivités locales ou les sociétés d'accueil de l'Eurométropole tour, auxquelles elle apporte, outre son expérience et son savoir-faire technique, des possibilités de promotion et de communication appréciables.

En contrepartie, préalablement à l'acceptation de sa candidature par l'ASBL circuit franco-belge, la Ville de Tournai s'engage à :

- a. fournir des prestations de qualité conformes à la réputation et à l'image de l'Eurométropole tour et répondant aux exigences d'une compétition sportive de haut niveau international;
- b. prêter son concours actif à l'ASBL circuit franco-belge pour la préparation et le déroulement de la manifestation, notamment en mettant à sa disposition les locaux, installations et matériel nécessaires;
- c. régler la contribution financière d'un montant de 35.000,00€ (toutes taxes comprises) à l'ASBL circuit franco-belge au compte BE93 1715 0001 8123 ou BE43 00167191 1501. Cette somme sera imputée via l'article budgétaire 76401/332-02;
- d. et, de façon générale, observer et faire observer les dispositions de toute nature arrêtées d'un commun accord avec les représentants habilités de l'ASBL circuit franco-belge, spécialement lorsqu'elles visent le site d'arrivée.

3°) La Ville de Tournai a, en connaissance des exigences de l'ASBL circuit franco-belge ci-dessus rappelées, posé sa candidature pour accueillir l'Eurométropole tour, compte tenu :

- a. de l'impact médiatique que représente une arrivée de l'Eurométropole tour par l'intermédiaire de la presse écrite et surtout télévisée;
- b. des retombées économiques pour le commerce local;

4°) de la renommée grandissante de l'Eurométropole tour et de son statut "UCI Europe Tour" décerné par l'Union cycliste internationale, qui entraînent un nombre croissant de candidatures de villes désireuses d'accueillir cette manifestation sportive.

D'autre part, l'ASBL circuit franco-belge souhaite rester fidèle aux communes qui lui ont témoigné leur confiance depuis de nombreuses années.

Afin de planifier la répartition des villes d'une façon objective et efficace dans les éditions futures, l'ASBL circuit franco-belge propose à toute commune qui souscrit un partenariat de s'engager pour plusieurs années en ce qui concerne la mise sur pied d'un départ, d'une arrivée ou d'un contre-la-montre.

Arrivée à Tournai le dimanche 2 octobre 2016.

La Ville de Tournai étant intéressée par cette proposition, les parties se sont en conséquence rapprochées pour préciser les conditions de leur partenariat.

CECI EXPOSE ET QUI FORME LA BASE DU PRESENT ACCORD, LES PARTIES ONT ENSUITE CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1. Objet

L'ASBL circuit franco-belge accepte, selon les clauses, charges et conditions figurant aux présentes, que la Ville de Tournai accueille l'arrivée de l'Eurométropole tour à Tournai, le dimanche 2 octobre 2016.

Dès que le parcours de l'Eurométropole tour aura été rendu public par l'ASBL circuit franco-belge, la Ville de Tournai pourra, dans sa communication, faire état de qualité de ville site d'arrivée finale.

Les dispositions fixées ci-après définissent les obligations réciproques des parties durant la durée de la présente convention.

Article 2. Obligations générales des parties

2.1. L'ASBL circuit franco-belge s'attachera en tant qu'organisateur à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour offrir à la Ville de Tournai et au public présent un événement sportif de haute qualité.

A cet égard, elle s'engage dès à présent :

- à obtenir, pour le prochain Eurométropole tour, la participation des meilleures équipes cyclistes d'élite avec contrat (Pro Team et UCI Continentales Pro)

- à permettre à la Ville de Tournai :

- * d'assurer sa promotion, notamment par l'intermédiaire des nombreux médias présents sur l'épreuve

- * de mettre en place diverses animations pour les personnalités invitées, comme précisées à l'article 4 ci-après

- * au fait que l'étape du jour se termine par minimum 3 circuits locaux de 15 à 20km empruntant de larges routes sans franchissement de passage à niveau.

2.2. de son côté, la Ville de Tournai s'engage, en ce qui la concerne :

2.2.1. à fournir à l'ASBL circuit franco-belge :

- toutes les informations indispensables pour organiser sa promotion avec les supports de communication idoines de l'Eurométropole tour 2016

- toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives et autres, nécessaires à l'organisation de l'événement

2.2.2. à prendre ou à faire prendre toutes les mesures de police :

- pour interdire la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies urbaines empruntées par l'épreuve 1 heure avant le passage des coureurs et pour les réglementer sur les voies adjacentes. La

sécurité sera assurée par la police aidée de signaleurs placés par le Royal Cazeau pédale de Templeuve.

Les frais de police sont à la charge de la Ville de Tournai :

- pour préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation
- pour garantir la sécurité des concurrents et des spectateurs, spécialement sur le site d'arrivée
- pour interdire la pose de banderoles et de panneaux autres que ceux mis en place par l'organisateur, ainsi que les ventes sauvages sur le site d'arrivée
- pour assurer à l'ASBL circuit franco-belge et à ses représentants toute liberté de manœuvre pendant la préparation et le déroulement de la manifestation

2.2.3. à assurer la gratuité des accès au public sur le site d'arrivée et, plus généralement, sur les lieux de passage de l'Eurométropole tour

2.2.4. à prendre les dispositions nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées sur le site d'arrivée et, en particulier, pour que le public puisse y disposer d'installations sanitaires, mobiles de préférence

2.2.5. à définir en collaboration avec l'organisation le point de passage obligé (PPO) ainsi que l'évacuation et la dérivation générale des véhicules.

Article 3. Compétences exclusives de l'ASBL circuit franco-belge

Il est expressément reconnu que l'ASBL circuit franco-belge est seule compétente :

- pour traiter des questions liées directement à l'organisation sportive de l'épreuve et, notamment, pour choisir le parcours et le site d'arrivée en commun accord avec la Ville de Tournai;
- pour coordonner les opérations techniques de mise en place du site d'arrivée, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle de la ville d'accueil.

Il est également admis que l'ASBL circuit franco-belge est libre du choix des partenaires commerciaux sur l'épreuve et sur les lieux où celle-ci se déroule.

Article 4. Relations publiques

Sur le site d'arrivée et dans la grande salle de l'école du Château, sera prévue à 17 heures la réception du 76ème anniversaire. Elle sera à charge de l'ASBL circuit franco-belge. Il y a lieu de prévoir un discours du responsable local et du président de l'organisation.

L'organisateur de l'Eurométropole tour s'engage à assurer lui-même diverses prestations destinées aux invités pour leur permettre, notamment, d'organiser leurs relations publiques :

- invitation du collège et du conseil communal à la présentation officielle de l'épreuve qui sera prise en charge par l'organisateur (conférence de presse, présentation des villes étapes sur écran et repas dînatoire) et organisée le mardi 27 septembre 2016, à 11 heures, à l'Eurometropolitan e-Campus, 15 rue du Progrès à 7503 Froyennes;
- le jour de l'épreuve :
 - * sur le site de départ, un espace VIP accessible uniquement aux détenteurs d'un laissez-passer de l'organisation;
 - * sur le site d'arrivée, un espace VIP accessible uniquement aux détenteurs d'un laissez-passer de l'organisation;
 - * quatre panneaux ou banderoles publicitaires sur le site de départ;
- invitation de Monsieur le Bourgmestre ou de son représentant à participer au repas super vip et à suivre l'étape dans un véhicule de la direction
- 25 invitations au repas VIP du départ avec possibilité pour 10 invités de participer au repas super VIP et de suivre la totalité de l'étape
- 20 invitations supplémentaires pour accéder au village VIP d'entrée

- mise à disposition d'un garden (stand personnalisé) pour l'accueil des invités de la Ville au repas VIP
- sur le podium d'arrivée, réservation d'une place pour Monsieur le Bourgmestre ou son représentant
- aux abords de la ligne d'arrivée, possibilité de prévoir des emplacements pour buvette et/ou marchands ambulants sous réserve de l'accord écrit préalable de l'ASBL circuit franco-belge
- mise à disposition d'un encart publicitaire dans le road-book distribué à tous les invités (environ 3.000 exemplaires)

Article 5. Assurances

L'ASBL circuit franco-belge déclare que les risques, dont elle assume la responsabilité en tant qu'organisateur de l'Eurométropole tour, sont couverts par la police suivante :

Assurance de la Fédération cycliste Wallonie-Bruxelles (FCWB) pour la responsabilité civile pendant la course et celle complémentaire de l'épreuve :

Contrat AG Insurance n° 99-557-641 souscrit par la FCWB pour le compte des organisateurs de l'Eurométropole tour.

GUIDE TECHNIQUE - CAHIER DES CHARGES

Charges liées à l'organisation technique et sportive d'arrivée :

1. A charge de l'ASBL circuit franco-belge

De façon générale, l'ASBL circuit franco-belge fournit les installations, matériel et personnels nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité de la ville d'accueil détaillées au point 2.

L'ASBL circuit franco-belge se charge de la fourniture, du montage et du démontage des équipements suivants :

- du fléchage des accès au site d'arrivée;
- de l'installation du portique d'arrivée au boulevard des Nerviens;
- de l'arche gonflable annonçant le dernier kilomètre installée à la chaussée de Renaix (Tournai);
- de l'arche gonflable annonçant les trois derniers kilomètres à la chaussée de Renaix (Rumillies);
- des installations du camion-portique pour la photo-finish;
- des installations pour le contrôle antidopage;
- du podium protocolaire destiné à la remise des maillots (16m x 8m) + locaux interviews;
- du bus super VIP de 80 places (16,50m x 6,50m);
- de l'installation du bar mobile à l'intention des VIP (15 tables hautes);
- de la nacelle TV et de l'installation pour la télévision;
- de la prestation du speaker officiel Daniel MANGEAS et son installation sur la ligne d'arrivée;
- de l'organisation de plusieurs passages de la ligne d'arrivée (quatre fois minimum);
- de la fourniture des affiches annonçant l'évènement.

2. A charge de la VILLE DE TOURNAI

- de prendre les mesures nécessaires d'information auprès du service des TEC pour les déviations éventuelles;
- d'assurer la sécurité tout au long du circuit local (zone de police);
- de l'installation de 100m de barrières Heras selon les plans;
- de l'installation de 800m de barrières Nadar selon les injonctions du responsable du site d'arrivée;
- du respect du guide technique par rapport à la publicité de la ville d'accueil;
- du tracé de la ligne d'arrivée (quelques jours avant l'épreuve, changement d'endroit de la ligne) selon les normes obligatoires + la ligne des photographes;
- du montage d'une tribune destinée aux porteurs de laissez-passer officiel (une centaine de places);

- de l'apport d'électricité via coffret forain disponible dès à déterminer lors de la réunion
- de l'apport d'électricité (groupe électrogène) pour les camions des régies de la R.T.B.F.;
- de l'apport d'eau potable à proximité;
- de prévoir les poubelles à l'arrière des espaces VIP et pour le public;
- d'organiser une ou deux réunions préparatoires avec tous les services compétents;
- de prévoir des vestiaires au hall des sports de 13 heures 30 à 17 heures 30;
- de mettre à disposition les locaux accessibles dès le matin à l'école du Château après accord de son directeur;
- de l'installation temporaire d'une ligne ISDN avec Wi-Fi libre d'accès dans la salle de presse située à l'école du Château + 15 prises 2A ainsi que des boissons et sandwiches pour 15 personnes;
- de déléguer la gestion des parkings et la dérivation au responsable de la ligne d'arrivée de l'ASBL circuit franco-belge en collaboration avec la zone de police;
- de prévoir des endroits de stationnement pour les motos, voitures, bus, camions jusque 20 heures en collaboration avec la zone de police;
- de communiquer au responsable du protocole les coordonnées des 4 personnalités "locales" qui auront accès à la cérémonie protocolaire selon les modalités prévues dans le guide technique;
- de la mise en place de ballots de paille (40) pour sécuriser les endroits dangereux;
- de l'installation de la roulotte "toilettes mobile";
- de la mise à disposition de personnel gardien de la paix afin de garantir la sécurité;
- de la mise à disposition d'un bus de la Ville de Tournai, départ de la gare de Tournai à 9 heures vers Poperinge, destiné au transport des invités durant la journée du 2 octobre 2016 (Poperinge - Tournai);
- de prévoir un chapiteau (place dans le parc communal de la Place Crombez) avec scène 6/4 m, +/- 250 chaises et tables, ainsi que la tribune de la Ville pour le site d'arrivée;
- de la libération du parking du plateau de la gare;
- de l'enlèvement des New-Jersey - boulevard des Nerviens - en venant du Viaduc (moyennant information préalable du S.P.W.), changement du sens des tours du circuit. Les coureurs viendront de la rue du Viaduc vers la porte Morel.

DATE D'EFFET

La présente convention prendra effet à la date de signature par les parties.

Fait à, le.....

Pour la Ville de Tournai Pour l'ASBL Circuit franco-belge

Le Directeur général , L'Echevin délégué à Le Président, Le Secrétaire,
la fonction maïorale,

T. LESPLINGART PO. DELANNOIS L. COUSAERT JM ORLANDI."

Les aides indirectes s'élèvent à 2.628,40 €, réparties comme suit :

800 m de barrières NADAR	(à titre gratuit pour la sécurité)
100m de barrières HERAS	(à titre gratuit pour la sécurité)
Tribune mobile, montage et transport	415,00 €
Podium 6/4, montage et transport	250,00 €
250 chaises et 30 tables et transport	579,00 €
Chapiteau, montage et transport	500,00 €
Roulotte sanitaire + installation	140,00 €

Coffret électrique + installation	70,00 €
2 conteneurs 110 L	20,00 €
Présence de 3 ouvriers pendant 6 heures pour le déplacement des barrières	360,00 €
Bus (kms, heures du chauffeur et carburant)	354,40 €

12. Contrat pour la mise en dépôt d'œuvres. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal L. COUSAERT rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le service de gestion culturelle et muséale est parfois sollicité pour des mises en dépôt de pièces ou d'œuvres à destination des locaux de l'administration communale;

Considérant qu'il convenait de prévoir un contrat-type dans ce cadre;

Considérant l'avis favorable du service juridique;

Considérant qu'en séance du 26 août 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'approuver ce contrat-type, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les termes du contrat-type pour la mise en dépôt de pièces ou d'œuvres à destination des locaux de l'administration communale:

"Article 1. OBJET – GRATUITE

Le déposant (.....) souhaite confier au depositaire (la Ville de Tournai) qui l'accepte (objet) (détails/photographies en annexe). Le dépôt est gratuit.

Article 2. DUREE – RESTITUTION

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Le déposant peut à tout moment demander la restitution de l'objet confié à condition d'informer le depositaire au moins 3 mois à l'avance. Le depositaire peut également mettre fin à la convention moyennant préavis de 15 jours.

Article 3. DESTINATION

Le déposant marque son accord pour que l'objet confié au depositaire soit exposé (endroit à définir entre les deux parties). Tout déplacement est soumis à l'accord préalable et écrit du déposant.

Article 4. ETAT DESCRIPTIF

Les parties établiront un état descriptif contradictoire de l'objet confié lors de sa remise au depositaire et lors de sa restitution au déposant.

Article 5. TRANSPORT

2 options possibles, à convenir entre les différentes parties :

- SOIT le déposant effectue lui-même le transport à ses propres frais.
- SOIT le dépositaire prend en charge l'emballage et le transport de l'objet confié (enlèvement et restitution à l'endroit convenu entre les deux parties).

Article 6. ENTRETIEN

Le dépositaire prendra toutes les précautions requises pour conserver dans un état inchangé l'objet confié. Tout autre traitement que nécessitera l'objet pendant la durée du dépôt sera réalisé par le déposant à ses frais.

Article 7. ASSURANCE

Le dépositaire s'engage à conclure, sur base des valeurs communiquées par le déposant sous son entière responsabilité, une police d'assurance «Tous risques exposition» couvrant l'objet confié.

Article 8. RESPONSABILITE

Le dépositaire ne peut être rendu responsable de tout dégât consécutif au vice propre ou à toute dégradation lente et naturelle de l'œuvre. Il s'engage à avertir le déposant si l'œuvre nécessitait, en tout ou en partie, un traitement de conservation ou de restauration.

La responsabilité du dépositaire ne pourra être engagée en cas de perte de chose par cas fortuit.

Article 9. LEGENDE - COMMUNICATION

Le dépositaire fera installer à proximité de l'objet confié une légende informant les visiteurs de l'identité du déposant et/ou de son propriétaire. Elle mentionnera également la provenance de l'œuvre dans toute communication à son sujet.

Article 10. REPRODUCTIONS PHOTOGRAPHIQUES

Le dépositaire est autorisé à reproduire l'objet confié sur des photographies. Cette autorisation est soumise à la condition suivante : une légende devra préciser l'identité du déposant et/ou de son propriétaire.

Article 11. DISPOSITIONS LEGALES APPLICABLES

Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent contrat, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales du code civil régissant le dépôt volontaire (articles 1921 à 1948 du code civil).

Article 12. CLAUSE DE JURIDICTION

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Hainaut - division Tournai seront seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution, ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai en deux exemplaires, le (date).

Signature du propriétaire/déposant :

(Précédée de la mention "lu et approuvé")

Prénom NOM

Fonction

Signatures des dépositaires :

(Précédées de la mention "lu et approuvé")

Le Directeur général
Le Bourgmestre ou son délégué

Formulaire pour la mise en dépôt

Déposant	Nom			
Fonction				
Institution				
Adresse				
Téléphone		Fax		
E-mail				
Propriétaire	Nom	<i>Le cas échéant préciser le nom du propriétaire si celui-ci est différent du déposant</i>		
Objet de la mise en dépôt	Artiste			
Titre de l'œuvre				
Année				
Technique				
Dimensions avec cadre				
Dimensions sans cadre				
Numéro d'inventaire				
Valeur d'assurance				
Etat de l'œuvre	<i>(voir document de constat d'état de l'œuvre en annexe)</i>			
Durée du dépôt	<i>(Par défaut : Durée indéterminée - restitution sur demande introduite 3 mois au préalable)</i>			
Dépositaire	Nom	Ville de Tournai		
Adresse	Administration communale de Tournai Rue Saint-Martin, 52 - 7500 Tournai			
Destination				
Adresse				

Modalités	Assurance	Coordonnées assureur	Type d'assurance	Période de couverture
Transporteur				
Lieu d'enlèvement de l'œuvre				
Lieu de retour de l'œuvre				
Conditions de transport				
Conditions de conservation de l'œuvre				
Crédits				

13. Convention de jumelage avec la ville de Mogi Das Cruzes (Brésil). Approbation.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, intervient d'emblée comme suit :

"Cette demande, datant du 27 mai 2015, vient du maire de cette localité, suite à une visite ministérielle dans sa ville (pour info, le maire est déjà venu à Tournai en 2004). Cette convention, approuvée par le collège le 20 novembre 2015, sera signée le 17 novembre 2016, suite à la visite protocolaire.

Le but est que "cette action pourra aussi s'inscrire dans une dynamique de jumelage".

Peut-on nous expliquer le terme "dynamique" car nous ne la retrouvons pas dans les quatre autres jumelages (Troyes, Villeneuve d'Ascq, Tarija en Bolivie et Bethléem) ? A moins que l'on ne connaisse pas tout. Il serait intéressant d'en savoir plus."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVI**D, prend la parole à son tour :

"A priori, nous sommes évidemment pour l'ouverture de Tournai à d'autres cultures, à d'autres réalités sociales et économiques. Mais nous avons plusieurs questions sur ce dossier.

Pourquoi Mogi Das Cruzes s'est-elle rapprochée de Tournai ? On voit une visite du maire en novembre 2014 et 6 mois plus tard une visite de Monsieur DEMOTTE au Brésil. Mais nous ne voyons nulle part ce qui a initialisé ce rapprochement. Ensuite, il est indiqué que la coupe du monde de football a permis aussi des rapprochements. Mais davantage avec la Belgique qu'avec Tournai j'imagine.

Quel va être l'objet concret de ce jumelage ? On parle d'échange économique et que des entreprises se sont déjà montrées intéressées. Pouvez-vous me dire quelles entreprises ? Quel va être le rôle de l'AWEX dans tout cela ? On parle d'échanges autour de l'éducation. Pouvez-vous m'en dire plus ? Et puis comment les Tournaisiens vont-ils avoir connaissance de ce jumelage et comment pourront-ils se sentir concernés par celui-ci ?

D'autres jumelages existent déjà à Tournai, comme celui avec la Ville de Troyes. Pouvez-vous nous dire où en est ce projet ?"

Le **président** d'assemblée apporte les précisions suivantes :

"Mogi Das Cruzes est une ville de taille nettement plus importante que Tournai, d'un demi-million d'habitants. Elle se trouve dans les faubourgs de Sao Paulo. C'est donc une ville à très fort potentiel de développement économique. C'est une des villes du Brésil les plus dynamiques sur le plan économique. Elle a accueilli l'équipe belge lors de la coupe du monde de football et a pris de l'intérêt pour la Belgique. Sur cette base, le maire de cette ville a fait de la prospection et a eu des contacts pour savoir s'il y avait un intérêt pour des jumelages. Lorsque je me suis rendu dans cette ville, j'ai rencontré le maire, qu'on appelle un préfet. Il a montré un intérêt pour le modèle de Tournai en tant que ville inscrite dans l'eurométropolisation. Ce qui l'intéressait, c'était en effet le phénomène de métropolisation, Sao Paulo et Mogi Das Cruzes vivant des phénomènes un peu semblables de connexions interurbaines.

Sur le plan entrepreneurial, des entreprises tournaisiennes ou de la région ont déjà montré de l'intérêt ou ont déjà des contacts avec la région de Sao Paulo et de Mogi Daz Cruzes. C'est le cas par exemple d'une firme de Tournai développant de la logistique dans le domaine du transport de moyens d'énergie renouvelable.

Au Brésil, il y a de fortes demandes pour la mise en place de tels moyens.

Autre exemple, nous avons une entreprise qui travaille sur le développement de logiciels pour l'apprentissage des langues et qui a également des relations bilatérales avec la région de Mogi Das Cruzes et de Sao Paulo en général.

A propos de l'information à la population, nous allons conclure une charte de partenariat qui va définir de manière précise les domaines de collaboration et qui fera l'objet d'une communication pour que chacun sache comment il peut s'inscrire dans ces projets. Pour les personnes intéressées, il y aura quelques illustrations de ce qui se fait là-bas et de ce qui pourrait nous intéresser. A l'inverse, nous avons aussi une communication dans l'autre sens vers les citoyens de cette ville qui attendent que nous leur faisons part de nos propres expériences.

Autre élément, nous allons recevoir les autorités de Mogi Das Cruzes. Les médias seront invités, ce qui permettra de définir de manière plus précise quel est le champ et la portée de ce jumelage.

A propos des jumelages en cours, on peut se poser la question de leur utilité.

Un jumelage est toujours un élément d'une diplomatie active des villes.

Avec la ville de Troyes, des échanges se poursuivent en matière touristique. Avec Bethléem, il y a eu des échanges autour de la personne handicapée mais également des soutiens à la fois de la Ville et de la Province à l'hôpital de Bethléem l'an dernier. A propos de Cové, l'an dernier, une délégation de la Ville s'est rendue sur place et a soutenu des projets de développement associatif et venant en aide notamment à l'enfance. Pour Shumen, j'ai moins d'indications.

L'AWEX est évidemment intéressée. Dès lors que des entreprises montrent un intérêt et souhaitent entreprendre des démarches commerciales avec la région de Mogi Das Cruzes, l'AWEX, présente sur place, nous facilite le travail.

C'est déjà elle qui au départ avait noué les premiers contacts en essayant de définir le profil type des villes qui pourraient être intéressées par Mogi Das Cruzes.

Tout n'est pas écrit aujourd'hui. Le conseil communal, ayant connaissance de ce projet, pourra l'enrichir de propositions diverses.

Tout ne doit pas partir exclusivement du collège, mais aussi d'initiatives citoyennes, associatives et du conseil communal lui-même."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le programme de politique générale de la législature 2012-2018, et plus spécifiquement l'article 6, *"agir pour valoriser notre situation géographique: solidarité européenne et internationale; "Tournai jouera un rôle dans la sensibilisation des citoyens à la problématique de la solidarité et du développement des pays du Sud. Cette sensibilisation permettra la mise en œuvre de partenariats efficaces, utiles et réalistes à destination des populations locales en menant une politique de coopération cohérente avec toutes les associations impliquées dans des projets de solidarité internationale à Tournai. (...) Cette action pourra aussi s'inscrire dans une dynamique de jumelage."*;

Considérant la décision du collège communal du 20 novembre 2015 d'approuver le principe de jumelage entre les villes de Tournai et de Mogi Das Cruzes (Brésil);

Considérant la visite informelle de Monsieur le Maire de la Ville de Mogi Das Cruzes à Tournai le 3 novembre 2014;

Considérant la visite de retour de Monsieur le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles à la Ville de Mogi Das Cruzes le 27 mai 2015;

Considérant le courrier transmis le 27 mai 2015 par le Maire de la Ville de Mogi Das Cruzes à Monsieur le Bourgmestre en titre de la Ville de Tournai: *"Cher Monsieur Rudy DEMOTTE, c'est un grand plaisir de vous accueillir, ce jour, dans notre Ville de Mogi Das Cruzes, et ce après notre venue en novembre dernier à la Ville de Tournai. Je pense qu'au-delà de leur amitié, les deux villes ont beaucoup en commun. Par conséquent, nous aimerions débiter des échanges avec la Ville de Tournai et, si possible, sceller un jumelage entre les deux villes. Afin de sceller cette alliance, nous envisageons de baser nos échanges sur la conscientisation de la culture de l'autre. Au-delà de ces premiers échanges modestes, nous espérons que ce partenariat débouchera durablement sur des échanges éducatifs, économiques et professionnels. Ainsi, nous attendons avec impatience les possibilités "illimitées" de cette relation. Je souhaite vraiment que la Ville de Tournai et la Ville de Mogi Das Cruzes puissent être de bon partenaires, et ce dans un esprit enrichissant pour les deux parties."*;

Considérant la volonté d'un rapprochement durable entre les deux villes dans le cadre d'un serment de jumelage puis d'une convention de jumelage;

Considérant les liens nombreux entre la Belgique et le Brésil sur le plan économique, culturel et académique;

Considérant les liens qui se sont créés entre la Belgique et la ville de Mogi Das Cruzes à l'occasion du séjour de l'équipe nationale de football belge lors de la Coupe du Monde 2014;

Considérant les défis communs et la collaboration potentielle en matière d'enseignement, de recherche et d'innovation dans les secteurs des villes intelligentes et de l'environnement;

Considérant que d'un point de vue économique, l'agence wallonne pour l'exportation (AWEX) a pour mission d'accueillir, au travers de son welcome office basé à Tournai, des entreprises venant du continent sud-américain;

Considérant l'intérêt manifesté par plusieurs entreprises tournaisiennes pour travailler avec le Brésil;

Considérant l'importance de débiter cette collaboration dans deux domaines: le développement socio-économique et l'enseignement;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver la convention de jumelage avec la Ville de Mogi Das Cruzes (Brésil), dont les termes suivent :

"CONVENTION DE JUMELAGE ENTRE LES VILLES DE TOURNAI ET DE MOGI DAS CRUZES

Article 1 : la commune de Mogi Das Cruzes et la ville de Tournai vont développer leurs relations sur base des principes d'égalité, de la compréhension, du profit et du respect mutuel.

Article 2 : les parties soussignées conviennent d'encourager et de contribuer à l'établissement de relations entre les entreprises, les coopératives et sociétés commerciales ayant leur siège sur leur territoire.

Article 3 : chaque partie encouragera les développements touristique et culturel entre les deux villes.

Article 4 : les parties soussignées encourageront la conclusion d'accords directs entre les institutions culturelles et d'éducation, afin de favoriser les échanges entre les acteurs et citoyens des deux villes, notamment au travers de la mise en place d'une plate-forme d'échanges entre les deux villes.

Article 5 : les parties soussignées vont encourager les échanges dans le domaine des villes intelligentes et de l'environnement.

Article 6 : les clauses de la présente convention ne portent aucune atteinte aux obligations des parties soussignées envers des tiers et ne sont nullement orientées au détriment de tiers.

Article 7 : les visites de délégation s'effectueront après une coordination préalable entre les parties, les frais de séjour étant toujours pris en charge par la partie d'accueil.

Article 8 : la présente convention entrera en vigueur après avoir été approuvée par les conseils municipaux des parties soussignées.

Article 9 : la présente convention vaut pour une période de trois ans. Passé ce délai, la convention poursuivra ses effets tacitement. L'une des deux parties pourra, au moyen d'un écrit adressé à l'autre partie, renoncer à son engagement dans la présente convention.

La présente convention est signée à Tournai, le 17 novembre 2016, en deux exemplaires, en portugais et en français, chacun des textes ayant la même vigueur.

Pour la ville de Mogi Das Cruzes, Pour la ville de Tournai,
Marco Aurélio BERTAIOLLI Le Directeur général, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS ".

<p>14. Association des villes belges à patrimoine mondial (AVBPM). Adhésion de la Ville. Statuts. Approbation.</p>

Monsieur le Conseiller communal C. MICHEZ sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le programme de politique générale de la législature 2012-2018, et plus spécifiquement l'article 6, Marketing territorial: l'image de marque de la ville : *"Agir pour valoriser notre situation géographique; (...) " il s'agit d'organiser l'Office du Tourisme en le faisant fonctionner dans le cadre d'un partenariat à définir avec la Maison du Tourisme dans une structure neuve mobilisée autour de l'objectif d'augmenter l'attractivité de la Ville. "*

Considérant les décisions prises par le collège communal en séance :

- du 24 avril 2015 relative à la participation de la Ville à une réunion préparatoire à laquelle sont conviées les villes belges comptant au moins un site UNESCO sur leur territoire;

- du 3 juillet 2015 relative à l'organisation d'une journée d'étude ayant pour thème "inscription sur la liste du patrimoine mondial UNESCO : nouvelles perspectives pour le développement local";
- et du 16 septembre 2016 relative au changement de date pour l'organisation de l'assemblée générale constitutive et du premier conseil d'administration de l'association des villes belges à patrimoine mondial, portant sur le projet de Monsieur Geoffrey COOMANS de BRACHENE, Echevin de l'urbanisme et du patrimoine de la ville de Bruxelles, vice-président de l'organisation des villes du patrimoine mondial, de réunir au sein d'une association nationale les villes belges comptant au moins un site UNESCO sur leur territoire;

Considérant le projet de statuts de l'ASBL «l'Association des villes belges à patrimoine mondial» proposé par la ville de Bruxelles en date du 28 septembre 2016;

Considérant que la création de cette association a pour buts de :

- créer et développer un réseau constitué des villes belges avec du patrimoine mondial culturel et naturel et /ou du patrimoine inscrit sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité;
- optimiser la coopération et l'expertise concernant la gestion du patrimoine en question;
- promouvoir la valeur universelle exceptionnelle du patrimoine en question auprès d'un large public;
- contribuer ainsi à la mise en oeuvre de la convention UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (Paris, 1972), de la convention UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel Immatériel (Paris, 2003), et de la charte ICOMOS pour la sauvegarde des villes historiques (Washington, 1987);

Considérant que l'association vise en particulier les objectifs suivants :

- l'échange d'informations, d'expériences et de connaissances concernant la gestion du patrimoine mondial et du patrimoine inscrit sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité;
- promouvoir collectivement ce patrimoine en développant une offre touristique et culturelle adaptée;
- développer une stratégie de communication (site internet,...) et organiser des moments d'échange (congrès, expositions, ateliers,...);
- recherche de fonds, mécénat, sponsoring;
- sensibilisation des habitants et des commerçants entre autres par projets pilotes (formation du personnel des restaurants et des magasins,...);
- collaboration avec les instances compétentes du patrimoine mondial auprès de la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale;
- collaboration avec les autres organisations poursuivant des objectifs analogues;

Considérant qu'il est proposé à la Ville d'être membre fondateur de cette association;

Considérant qu'aux termes du projet de statut, chaque ville membre fondateur effectif de cette association serait représentée par son bourgmestre, ou, en son absence, par le représentant dûment mandaté par le collège communal;

Considérant que le montant maximal de la cotisation s'élève à 1.000,00€;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

de marquer son accord sur l'adhésion de la Ville à l'association des villes belges à patrimoine mondial et ce, en qualité de membre fondateur, et d'approuver les statuts qui suivent :

TITRE I - DÉNOMINATION, SIÈGE SOCIAL

Article 1. Dénomination sociale

Il est constitué une association sans but lucratif dont la dénomination est «Association des villes belges du patrimoine mondial», en abrégé «AVBPM», ainsi dénommée ci-après. Les dénominations complètes ou abrégées peuvent être utilisées ensemble ou séparément.

Article 2. Siège social

Son siège social est établi dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, à l'hôtel de ville de Bruxelles sis Grand Place, 1000 Bruxelles.

Article 3. Langue officielle

Les deux langues officielles de l'AVBPM sont le français et le néerlandais dans toute communication écrite ou orale.

Article 4. Durée

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

TITRE II - BUT ET OBJET

Article 5. But

La création de cette association a pour buts de :

- créer et développer un réseau constitué des villes belges avec du patrimoine mondial culturel et naturel et /ou du patrimoine inscrit sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité;
- optimiser la coopération et l'expertise concernant la gestion du patrimoine en question;
- promouvoir la valeur universelle exceptionnelle du patrimoine en question auprès d'un large public;
- contribuer ainsi à la mise en œuvre de la convention UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (Paris, 1972), de la convention UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (Paris, 2003), et de la charte ICOMOS pour la sauvegarde des villes historiques (Washington, 1987).

L'association vise en particulier les objectifs suivants :

- l'échange d'informations, d'expériences et de connaissances concernant la gestion du patrimoine mondial et du patrimoine inscrit sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité;
- promouvoir collectivement ce patrimoine en développant une offre touristique et culturelle adaptée;
- développer une stratégie de communication (site internet,...) et organiser des moments d'échange (congrès, expositions, ateliers...);
- recherche de fonds, mécénat, sponsoring;
- sensibilisation des habitants et des commerçants entre autres par des projets pilotes (formation du personnel des restaurants et des magasins,...);
- collaboration avec les instances compétentes du patrimoine mondial auprès de la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale;
- collaboration avec les autres organisations poursuivant des objectifs analogues;

L'association peut accomplir tous les actes et/ou activités se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou permettant de réaliser ou de faciliter la réalisation de son objet social. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet social ou pouvant y concourir.

TITRE III - MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Article 6. Catégories de membres

L'association est composée de membres effectifs et adhérents. L'ASBL compte au moins 3 membres effectifs qui disposent de tous les droits accordés aux membres visés dans la loi sur les ASBL. Les membres adhérents n'ont pas de droit de vote.

Peuvent devenir membres effectifs :

- les villes belges avec du patrimoine mondial culturel;
- les propriétaires et le(s) gestionnaire(s) de patrimoine belge mondial culturel ou naturel;
- les associations qui s'occupent du patrimoine belge sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Peuvent devenir membres adhérents :

- les associations liées au patrimoine, à la culture et au tourisme.
- Les villes belges avec du patrimoine mondial naturel ou du patrimoine sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Article 7. Membres fondateurs

Les membres fondateurs sont la ville de Bruxelles (Grand Place, 1000 Bruxelles), la ville de Bruges (Burg 12, 8000 Brugge) et la ville de Tournai (rue Saint-Martin 52, 7500 Tournai). Chacune des villes est membre fondateur effectif et sera représentée par son bourgmestre ou, en son absence, par la personne désignée par le bourgmestre.

Article 8. Membres observateurs

La Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale ont un statut d'observateur et sont représentées par leurs points focaux (personnes de contact pour la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial UNESCO) ou, en leur absence, par leur représentant.

Article 9. Admission des membres effectifs et adhérents

Pour adhérer à l'association en tant que membre effectif ou adhérent, il faut adresser une demande écrite comprenant nom, prénom et adresse. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social doivent être précisées dans la demande et un extrait du procès-verbal des décisions de son organe décisionnel doit y être joint.

La candidature est soumise au conseil d'administration. Le conseil d'administration examine la candidature lors de sa plus prochaine réunion. Sa décision est portée à la connaissance du candidat par lettre ordinaire. Elle est sans appel et ne doit pas être motivée.

Article 10. Démission et exclusion de membres

L'affiliation prend fin lors du retrait ou de l'exclusion du membre. Tout membre (effectif ou adhérent) peut se retirer à la fin d'un exercice en respectant un délai de préavis de six mois. Le retrait immédiat est possible avec l'accord du conseil d'administration. Les cotisations de l'exercice en cours doivent être réglées intégralement.

La qualité de membre se perd :

- par le non-paiement de la cotisation qui lui incombe dans le mois du rappel qui lui est adressé par recommandé;
- par la disparition de la personne morale ou de l'organisme gestionnaire ou par la perte de sa fonction de gestionnaire ou représentant;
- par l'exclusion prononcée par l'assemblée générale;
- par la perte de l'un des critères d'adhésion fixés par les statuts.

Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa décision par écrit au secrétaire et au président du conseil d'administration.

TITRE IV - FINANCES

Article 11. Cotisation annuelle

Tout membre s'engage à régler une cotisation annuelle, à respecter les statuts et les décisions prises conformément à ceux-ci. Le montant ainsi que la date et les modalités de paiement sont fixés par l'assemblée générale. Le montant de la cotisation annuelle ne peut dépasser 1.000,00€ et dépendra de la nature du membre.

Les Régions comme membres observateurs ont un rôle de conseil et sont exonérées de cotisation annuelle.

Article 12. Ressources de l'association

Les fonds de l'association se composent :

- des cotisations des membres ;
- de subventions octroyées par tout pouvoir ou collectivité public;
- de dons (mécénat).

L'association réaffecte les excédents comptables à l'accomplissement des actions menées par l'association.

TITRE V – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 13. Composition

L'association est dirigée par un conseil d'administration composé d'au moins trois membres nommés uniquement parmi les membres effectifs (ou leurs représentants) par l'assemblée générale, pour un terme de 4 ans. Les administrateurs sont rééligibles au maximum trois fois consécutives.

Article 14. Vacance d'un mandat d'administrateur et nomination d'un administrateur provisoire

En cas de vacance au cours d'un mandat, un administrateur provisoire peut être nommé par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 15. Fonctionnement

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président et deux vice-présidents. Les deux vice-présidents pourront exercer chacun en plus, pour le premier, la fonction de secrétaire général et pour le second, la fonction de trésorier. Dans un souci de représentativité, le président et les vice-présidents devront respectivement être issus d'une commune/ville de chacune des 3 régions du pays. En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président présent le plus âgé et en cas d'absence des deux vice-présidents, par le plus âgé des autres administrateurs.

Article 16. Délibération

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an, sur invitation du président, ou sur demande motivée de la moitié des membres.

Le conseil d'administration délibère valablement dès que la moitié des membres est présente ou représentée. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées. En cas de partage des voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner, par écrit ou courrier électronique, à un autre administrateur, délégation pour le représenter aux réunions du conseil d'administration. Chaque administrateur ne peut disposer de plus d'une procuration. Le déléguant est dans ce cas réputé présent.

Les décisions sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire. Les extraits à en fournir, en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou deux administrateurs. Ces extraits sont délivrés à des tiers qui doivent justifier l'intérêt qu'ils ont à demander ces extraits. Si tel n'est pas le cas, l'ASBL peut légitimement refuser d'accéder à leur demande.

Tout membre du conseil, qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Article 17. Pouvoirs

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour administrer l'association dans les limites de son objet, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Le conseil d'administration définit les orientations majeures de l'association et peut nommer un administrateur pour en assurer la gestion quotidienne.

Article 18. Représentation en justice

Les actions judiciaires, tant au demandant qu'au défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration.

Article 19. Représentation

Sans préjudice de ce qui est prévu ci-dessus, sous l'article 16, il suffira, pour que l'association soit valablement engagée ou représentée vis-à-vis des tiers, des signatures conjointes de trois administrateurs, sans que ceux-ci aient à justifier d'aucune délibération, autorisation ou pouvoir spécial.

Article 20. Responsabilité

Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont tenus responsables que de l'exécution de leur mandat.

TITRE VI - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 21. Composition

L'assemblée générale est composée de tous les membres, fondateurs, observateurs, effectifs et adhérents.

Article 22. Pouvoirs

L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence :

- 1) la modification des statuts et des règlements intérieurs éventuels;
- 2) la nomination et la révocation des administrateurs;
- 3) l'approbation des budgets et des comptes;
- 4) la fixation annuelle du montant des cotisations;
- 5) la dissolution volontaire de l'association;
- 6) l'exclusion de membres.

Article 23. Fréquence de la réunion de l'assemblée générale

L'assemblée générale annuelle a lieu à l'endroit fixé lors de la précédente assemblée à une date fixée par le conseil d'administration. Tous les membres doivent y être convoqués.

Chaque membre effectif dispose d'une voix délibérative lors des votes de l'assemblée générale à condition qu'il ait acquitté le montant annuel de la cotisation. Les membres adhérents et les membres observateurs ont voix consultative.

Article 24. Convocation et ordre du jour de l'assemblée générale

L'avis de convocation à toute assemblée générale est envoyé par écrit à tous les membres. Cet avis est expédié par courrier et/ou par courrier électronique et porte l'adresse inscrite au livre de l'AVBPM au moment de l'envoi. L'envoi doit être effectué au moins un mois avant la date fixée pour l'assemblée. L'ordre du jour est mentionné dans la convocation.

Article 25. Présidence de l'assemblée générale

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration et à défaut par le vice-président présent le plus âgé ou par l'administrateur présent le plus âgé.

Le président désigne le secrétaire de la réunion de l'assemblée générale parmi les membres effectifs présents.

Article 26. Votes et procurations

Chaque membre a le droit d'assister et de participer à l'assemblée générale, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un membre dûment mandaté par lui. Chaque membre ne peut être titulaire que d'une procuration. A l'assemblée, le conseil d'administration décide souverainement à la majorité simple si les procurations transmises par lettre ou par courrier électronique et acceptées par les mandataires institués peuvent être considérées comme constitutives de mandats valables.

Les votes des membres effectifs se feront obligatoirement au scrutin secret, à moins que l'assemblée ne décide à la majorité simple, de procéder à un autre mode de vote.

Article 27. Quorum et majorité

En règle générale, l'assemblée est valablement constituée quel que soit le nombre des membres effectifs présents ou représentés; ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix émises. En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les décisions de l'assemblée générale comportant modification aux statuts, exclusion de membres ou dissolution volontaire de l'association, ne sont prises que moyennant des conditions spéciales de présence, de majorité et éventuellement d'homologation judiciaire régulièrement requises par les articles 8, 12 et 20 de la loi du 27 juin 1921 et leurs modifications subséquentes :

a. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés.

Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, la modification, qui porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et adopter les modifications aux majorités prévues à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 3. La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

b. L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

c. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association que si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés. Elle ne peut prononcer la dissolution de l'association qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et prononcer la dissolution à la majorité prévue à l'alinéa 2.

La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

Article 28. Procès-verbaux

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire ainsi que par les membres qui le demandent. Les extraits à en produire en justice et ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs. Ces extraits sont délivrés à des tiers qui doivent justifier l'intérêt qu'ils ont à

demander ces extraits. Si tel n'est pas le cas, l'ASBL peut légitimement refuser d'accéder à leur demande.

TITRE VII – COMPTABILITE ET COMPTES ANNUELS

Article 29. Exercice comptable et règles d'évaluation comptable

L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre. Le conseil d'administration arrête les règles qui président aux évaluations dans l'inventaire de fin d'exercice.

Article 30. Comptes annuels, budget et rapport d'activités

Un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, le conseil d'administration arrête, en vue de les soumettre pour approbation à cette assemblée :

1. les comptes annuels de l'exercice écoulé,
2. le budget de l'exercice suivant et
3. le rapport d'activités de l'exercice écoulé.

Les comptes annuels sont établis conformément à la loi.

Le budget s'articule de la même manière que les états comptables composant les comptes annuels.

Le rapport d'activités comprend notamment un commentaire sur l'activité associative, la récolte des fonds, l'affectation des ressources et les comptes annuels.

Article 31. Décharge

L'approbation des comptes par l'assemblée générale vaut décharge pour le conseil d'administration.

TITRE VIII – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 32. Règlement d'ordre intérieur

Un règlement d'ordre intérieur pourra être établi par le conseil d'administration qui le fera approuver par l'assemblée générale. Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts et à préciser les modalités de leur application.

Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale statuant à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Article 33. Dissolution de l'association

L'association peut être dissoute en tout temps par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises par l'article 20 de la loi du 27 juin 1921 et ses modifications subséquentes. En cas de dissolution volontaire, l'assemblée générale désignera un ou plusieurs liquidateurs et déterminera leur pouvoir.

L'actif social, après apurement des dettes et charges, sera affecté par l'assemblée générale à un organisme qui s'intéresse à l'objet de l'association.

Article 34. Lois applicables

Tout ce qui n'est pas prévu explicitement par les présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 et ses modifications subséquentes.

15. Office du tourisme et académie des Beaux-Arts. Organisation d'un concours. Règlement. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal C. MICHEZ rentre en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"Très belle initiative, comme celle mise en place avec l'école Saint-Luc sur le site Cherequefosse. C'est à la fois l'occasion de valoriser des compétences locales, de créer une dynamique artistique et de

création et de permettre aux étudiants de se mettre dans des situations réelles de projet. Et pour couronner le tout, l'opération semble positive d'un point de vue financier aussi."

Le **président** d'assemblée précise qu'il ne s'agit pas de profiter de nos écoles mais de mobiliser celles et ceux qui ont envie de s'investir dans notre ville.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient ensuite comme suit :

"Sur le principe, nous sommes d'accord. Nous trouvons que l'office du tourisme a besoin de plus de visibilité et qu'il y a du travail à faire pour améliorer cela.

Nous nous réjouissons de cette collaboration avec les écoles, notamment avec l'académie des Beaux-Arts. C'est une excellente initiative, d'autant plus que cela peut être intégré dans un projet pédagogique.

Mais nous nous étonnons que cette fois-ci, l'institut Saint-Luc n'ait pas été associé à la démarche d'autant que certaines de ses sections auraient pu intégrer ce concours à leur projet pédagogique. C'est dommage. Je sais que la direction s'en étonne. D'autant plus que dans d'autres projets, l'école a été associée, parfois avec l'académie des Beaux-Arts. Pourquoi ne pas avoir ouvert cette possibilité d'intégrer l'institut Saint-Luc à cette démarche ? Cela aurait pu être profitable pour tout le monde. Nous aimerions avoir des explications à propos de ce choix unilatéral. Ce n'est pas une critique pour autant."

Le **président** d'assemblée explique que ce choix est une simple question de congruence et de proximité géographique. Il rappelle que l'an dernier, l'institut Saint-Luc a été sollicité pour réaliser les cartes de voeux.

L'échevin de l'enseignement PS, **Philippe ROBERT**, ajoute que les panneaux décorant les entrées des écoles communales fondamentales sont réalisés alternativement par l'académie des Beaux-Arts et l'institut Saint-Luc, selon le choix des directions.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, demande qu'à l'avenir, la Ville associe les deux institutions à ce type de projet.

Le **président** d'assemblée conclut comme suit : "une émulation fait toujours du bien à tout le monde".

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le programme de politique générale de la législature 2012-2018, et plus particulièrement l'article 3: "*Marketing territorial, l'image de marque de la Ville : (...) " Il s'agit d'organiser l'office du tourisme en le faisant fonctionner dans le cadre d'un partenariat à définir avec la maison du tourisme dans une structure neuve mobilisée autour de l'objectif d'augmenter l'attractivité de la Ville. L'office du Tourisme sera le point central d'information de la Ville. (...) "*

Considérant qu'en séance du 24 mars 2016, le collège communal a donné son accord de principe sur le partenariat entre la Ville, via son office du tourisme, et l'académie des Beaux-Arts, dans l'objectif d'améliorer l'accueil des touristes;

Considérant qu'environ 35.000 visiteurs ont franchi les portes de l'office du tourisme en 2015 et qu'il importe d'accroître ce chiffre chaque année;

Considérant que l'office du tourisme doit être le reflet de l'image de marque de la Ville;
Considérant que le nouvel office offre un hall d'accueil spacieux ainsi qu'une multitude de services;
Considérant que la présentation du site pourrait être optimisée et que les objectifs à atteindre sont les suivants :

- renforcer l'image de marque de la Ville sur le site de l'office et ses abords
- répondre au besoin d'une identité visuelle forte; rappels visuels constants pour renforcer la «marque» Tournai
- compléter la signalétique intérieure de l'office afin d'identifier facilement les multiples services offerts
- accentuer la présence des conseillers en séjour (agents d'accueil)
- valoriser la gamme de souvenirs et d'ouvrages par des espaces plus commerciaux (focus sur le merchandising, packaging, la présentation visuelle des agents...)
- intégrer la place Paul-Émile Janson dans la réflexion pour avoir une vue d'ensemble cohérente;

Considérant qu'un concours sera lancé auprès des étudiants des ateliers de communication visuelle et graphique et d'architecture d'intérieur de l'académie des Beaux-Arts, qui mettront à profit leurs connaissances et leur créativité pour relever les objectifs à atteindre et proposer des idées innovantes, des concepts décalés, des suggestions d'amélioration modernes et adaptées au site;
Considérant que le concours sera lancé dans le cadre des cours suivis par les étudiants et sera donc pleinement intégré dans leur travail scolaire;

Considérant que chaque étudiant travaillera sur un projet, en parfaite concertation avec son professeur, et utilisera les techniques de son choix (montages photo, maquettes, dessins...);
Considérant qu'un jury sera constitué afin de désigner les lauréats et pourra être composé des représentants suivants :

Pour l'académie des Beaux-Arts

- des représentants du corps enseignant, en ce compris, le professeur de l'atelier de communication visuelle et graphique et celui de l'atelier d'architecture d'intérieur.

Pour la Ville

- Des représentants du collège communal
- des membres du personnel de l'office du Tourisme (front et back-office)
- des responsables de services communaux impliqués et/ou intéressés par les thématiques ciblées (exemple : ingénieur-architecte, service urbanisme, conseiller en énergie...)

Pour les partenaires extérieurs

- un designer graphique et/ou autre spécialiste invité par l'académie afin d'apporter un regard professionnel extérieur sur les projets proposés
- un représentant de l'agence intercommunale de développement (IDETA);

Considérant que les meilleurs projets seront récompensés par un prix qui représentera un coup de pouce pour les étudiants dans leurs frais d'études;

Considérant que trois prix ont été définis :

- le prix du jury pour les élèves de l'atelier de communication visuelle et graphique d'un montant de 300,00€
- le prix du jury pour les élèves de l'atelier d'architecture d'intérieur d'un montant de 300,00€.

Le troisième prix, le «prix des visiteurs», d'un montant de 100,00€, sera issu du choix des touristes qui seront invités à voter pour le projet qu'ils apprécient le plus. Les projets seront exposés à l'office du tourisme durant la saison touristique 2017 (dates d'expositions à définir) et les visiteurs pourront voter sur la base d'un feuillet à déposer dans une urne située à l'accueil de l'office du tourisme. Au terme de l'exposition, les responsables de l'académie et de l'office du tourisme se réuniront pour le dépouillement et la remise du «prix des visiteurs»;

Considérant qu'il conviendra, par conséquent, de prévoir le montant de 700,00€ au budget 2017 (à répartir en trois prix de 300,00€, 300,00€ et 100,00€) sous l'article 562/331-01;

Considérant qu'au moins deux réunions du jury seront nécessaires pour l'analyse des projets (estimés à une trentaine) et que ces réunions ainsi que la remise des prix seront organisées à l'office du tourisme;

Considérant que les projets des étudiants seront exposés à l'office du tourisme durant la saison touristique 2017;

Considérant le projet de règlement du concours présenté ci-après, réalisé en parfaite concertation avec l'académie des Beaux-Arts, et approuvé par le collège communal du 23 septembre 2016, sous réserve de l'accord du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le règlement du concours réalisé conjointement par l'office du tourisme et l'académie des Beaux-Arts de Tournai, et dont les termes suivent:

REGLEMENT DU CONCOURS ORGANISE PAR L'OFFICE DU TOURISME ET L'ACADEMIE DES BEAUX-ARTS

PRÉAMBULE

L'office du tourisme et l'académie des Beaux-Arts collaborent pour contribuer au développement des projets suivants :

- poursuivre les aménagements de l'espace intérieur de l'office du tourisme en optimisant les différents espaces et les services offerts, en visant le merchandising, le packaging, en renforçant la «marque» Tournai et en donnant une identité forte au lieu.
- conférer une meilleure visibilité extérieure à l'office et à la place Paul-Emile Janson.

Le présent concours implique les étudiants de l'académie des Beaux-Arts qui, après une période de réflexions, d'échanges et d'analyses, réaliseront des projets concrets sur différents types de supports (dessins, maquettes, montages photo...).

Les meilleurs projets seront récompensés par un jury dont le choix s'appuiera sur des critères précis. Au terme du concours et dans la mesure de ses possibilités, l'équipe du tourisme s'inspirera, en tout ou en partie, des projets récompensés pour améliorer la visibilité de l'infrastructure intérieure et extérieure. Cette mise en œuvre dépendra des budgets à prévoir, de la faisabilité des réalisations et des autorisations à recevoir, notamment aux niveaux pratique et sécuritaire.

Afin de cerner le contexte dans lequel le concours s'inscrit, les étudiants devront s'informer des tendances touristiques, des attentes des visiteurs et devront prendre conscience de la concurrence grandissante entre villes à vocation touristique et du défi qui s'impose chaque jour de donner à l'office du tourisme, en tant que reflet de l'image de marque de la Ville, le meilleur standing qui soit. Le secteur du tourisme est un pourvoyeur de richesses et d'emplois et, pour cette raison, il importe de solliciter les forces vives du territoire afin d'améliorer la qualité des infrastructures touristiques.

1. PARTENAIRES

La Ville de Tournai, via son office du tourisme

L'académie des Beaux-Arts de Tournai et plus précisément les professeurs et étudiants de:

- l'atelier de communication visuelle et graphique
- l'atelier d'architecture d'intérieur.

2. SITES CONCERNES

L'office du tourisme place Paul-Emile Janson

Le nouvel office du tourisme a ouvert ses portes en juin 2013 dans le quartier cathédral. Les équipes ont intégré un bâtiment entièrement restauré et adapté à l'accueil des visiteurs.

Situé au numéro 1 de la place Paul-Emile Janson, le bâtiment comporte :

- un espace d'accueil adapté aux groupes et aux personnes à mobilité réduite (PMR) (desk accueil adapté aux PMR — banquettes intégrées – écran de diffusion situé à l'entrée)
- un miroir pixellisé de 6 mètres de hauteur. Œuvre d'art permanente aux reflets changeants, il décline les facettes des 5 clochers de la cathédrale
- un vaste espace boutique présentant des souvenirs et des ouvrages sur l'histoire de la Ville
- une zone d'accès Wi-Fi (gratuit) avec deux tablettes (iPad) consultables
- un auditorium de 76 places (avec accès PMR) dans lequel sont diffusés deux films de ± 20 minutes sur Tournai et sa cathédrale
- une salle de réunion d'une quarantaine de places dans laquelle sont exposés les tableaux du peintre tournaisien Joseph Lacasse.
- une cave médiévale, lieu d'expositions temporaires. Un ascenseur permet aux personnes moins valides d'y accéder
- présence d'étagères contenant les brochures dans le hall d'accueil.

L'ouverture de l'office du tourisme a coïncidé avec le lancement de la nouvelle charte graphique et du nouveau logo de la Ville de Tournai.

L'office est ouvert 7 jours sur 7. En basse saison touristique, le site est fermé le dimanche matin.

Le bâtiment se dresse au pied de la cathédrale, à quelques pas de l'entrée du centre piétonnier et de son «dépose-minute» (halte bus pour autocaristes).

En projet : un service de location de vélos

La place Paul-Émile Janson

Les travaux de rénovation du cœur de ville (quartier cathédral) touchent à leur fin et les habitants et visiteurs réinvestissent progressivement les lieux. Lors des beaux jours, des chaises colorées sont disposées au beau milieu de la place Paul-Emile Janson afin d'encourager la population à se réapproprier l'espace public. En outre, depuis l'été 2016, le départ du train touristique s'effectue sur la place Paul-Emile Janson, face à l'entrée principale de l'office.

3. OBJECTIFS DU CONCOURS

Les étudiants devront tenir compte des besoins suivants :

- nécessité de compléter la signalétique intérieure de l'office du tourisme pour permettre aux visiteurs d'identifier facilement les multiples services offerts, donner un sens aux différents espaces, accentuer la présence des conseillers en séjour (agents d'accueil) et valoriser la gamme de souvenirs et d'ouvrages via le packaging, le merchandising...
- répondre au besoin de rappels visuels pour renforcer la «marque Tournai»
- répondre au besoin d'une identité visuelle forte sur le site même de l'office [intérieur – extérieur (façade et vitrines)] et de ses abords sur la place Paul-Emile Janson.
- la communication via les réseaux sociaux (site internet visittournai.be, comptes facebook, twitter, instagram de l'office) doit être encouragée visuellement sur le site de l'office du tourisme.

4. CONTRAINTES

- dépenses limitées pour la réalisation.
- le mobilier doit être modulable, car de nombreux événements sont organisés à l'office et nécessitent bien souvent de disposer de tout l'espace du rez-de-chaussée.
- respect de la charte communale d'embellissement des façades.
- conserver les critères de la charte graphique «Tournai».

5. JURY

Un jury sera constitué afin de déterminer les lauréats du concours. Ce jury sera composé comme suit :

Pour l'académie des Beaux-Arts

des représentants du corps enseignant, en ce compris, le professeur de l'atelier de communication visuelle et graphique et celui de l'atelier d'architecture d'intérieur.

Pour la Ville

- des représentants du collège communal
- des membres du personnel de l'office du tourisme (front et back-office)
- des responsables de services impliqués et/ou intéressés par les thématiques ciblées (par exemple : ingénieur-architecte, service urbanisme, conseiller en énergie...).

Pour les partenaires extérieurs

- un designer graphique ou autre spécialiste invité par l'académie afin d'apporter un regard professionnel extérieur sur les projets proposés
- un représentant de l'agence intercommunale de développement (IDETA)

6. CRITÈRES DE SÉLECTION

Les critères de sélection porteront sur :

- l'originalité et la pertinence du projet
- la prise en compte des contraintes
- le respect des caractéristiques du lieu (bâtiment moderne, services multiples, large desk accueil, vaste espace boutique...)
- la faisabilité
- la prise en compte du projet dans son ensemble (office du tourisme ET place Paul-Emile Janson)
- les étudiants prendront en considération les aspects liés au handicap au sens large lors de la conception de leurs projets.

7. PRIX

3 prix seront décernés par le jury. Les deux premiers prix sont :

- le prix du jury pour les élèves de l'atelier de communication visuelle et graphique d'un montant de 300,00€
- le prix du jury pour les élèves de l'atelier d'architecture d'intérieur d'un montant de 300,00€.

Le troisième prix, le «prix des visiteurs», d'un montant de 100,00€, sera issu du choix des touristes qui seront invités à voter pour le projet qu'ils apprécient le plus. Les projets seront exposés à l'office du tourisme durant la saison touristique 2017 (les dates d'expositions seront définies ultérieurement).

Les visiteurs seront invités à voter sur la base d'un feuillet à déposer dans une urne à l'accueil de l'office du tourisme. Au terme de l'exposition, les responsables de l'académie et de l'office du tourisme se réuniront pour le dépouillement et la remise du prix des visiteurs.

8. CONDITION DE PARTICIPATION ET DE DÉPÔT DES PROJETS

Le présent concours s'inscrit dans le cadre des cours suivis par les étudiants de l'académie des Beaux-Arts et sera pleinement intégré dans leur travail scolaire.

Les moyens nécessaires à la conception des projets seront fournis par l'académie.

Au total, une petite trentaine d'étudiants des ateliers de communication visuelle et graphique et d'architecture d'intérieur participeront au projet.

Chaque étudiant sera amené à concevoir un projet en utilisant le ou les supports de son choix (maquette, photo, dessin...). Les projets seront réalisés individuellement et les étudiants disposeront de plusieurs mois pour la conception. Ils seront accompagnés dans leur réflexion par leurs professeurs respectifs qui les guideront et leur rappelleront, si besoin, les objectifs à atteindre ainsi que les contraintes à prendre en considération.

La méthodologie sera la suivante :

La mise en œuvre sera basée sur la recherche ainsi que sur des pratiques techniques, créatives et méthodologiques incluant des outils de gestion de projet.

La nécessité d'utiliser des outils dits «manuels» sera incontournable dans un premier temps afin d'empêcher les «effets» de certains logiciels.

Après un briefing de départ, les étudiants devront collecter des informations sur les thèmes donnés et aborder les phases de recherches graphiques et architecturales (roughs) puis seulement mettre au point leur projet (phase de lay-out) de manière à pouvoir l'exploiter en plus grand nombre. La mise au point sera analysée et cadrée par les professeurs.

Les étudiants pourront accéder à l'office du tourisme autant de fois que nécessaire durant les heures d'ouverture du site. L'équipe se tiendra à leur disposition pour répondre à leurs questions éventuelles.

Les projets devront être finalisés à la fin du mois de janvier 2017 et déposés ensuite à l'office du tourisme. Le jury attribuera les prix courant mars 2017. Une exposition des œuvres s'ensuivra (cfr. article 11 Timing de réalisation).

9. EXPLOITATION DES PROJETS

Les projets déposés par les étudiants dans le cadre du présent concours pourront être exploités comme suit :

- droit d'utiliser l'œuvre par toute technique, sur tout support et format
- droit de la modifier, en bonne collaboration avec son auteur
- droit de reproduire l'œuvre ou de la faire reproduire en un nombre illimité d'exemplaires
- droit de distribuer l'œuvre et de la communiquer au public par toute technique de communication (y compris sur internet et les réseaux sociaux)
- droit de la faire éditer, commercialiser ou faire commercialiser
- droit de procéder à son dépôt en tant que marque, quels que soient les territoires et les classes de dépôt.

Ces droits sont cédés gracieusement et sans limite de temps, en accord entre les deux parties.

10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les auteurs des projets renoncent, sans réserve ou exception, à leur droit de voir figurer leur nom sur toutes les reproductions des projets, quels que soient les supports et formats utilisés.

11. TIMING DE RÉALISATION

Fin octobre 2016 : démarrage du concours à l'office du tourisme

Fin janvier 2017 : dépôt des projets par les étudiants

Février 2017 : réunions des membres du jury et désignation des lauréats

Mars 2017 : remise des prix à l'office du tourisme

Mi-juin 2017 : exposition des projets dans la cave médiévale de l'office du tourisme.

16. Tournai, avenue des Bouleaux. Infrastructures sportives. Acquisition par la Ville pour cause d'utilité publique. Approbation.
--

Madame la Conseillère communale H. CLEMENT-COUPLET entre en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"Depuis le début de la législature, nous entendons que la Ville n'a plus de moyens, qu'il faut limiter le remplacement du personnel... Et puis on vote aujourd'hui l'achat de terrains pour un montant de plus de 1.200.000,00€. Vous me direz que ce ne sont pas les mêmes exercices, l'un à l'ordinaire et l'autre à l'extraordinaire. Mais pouvez-vous me dire quelle est la capacité d'emprunt de la Ville ? Quels sont les montants déjà engagés et combien reste-t-il d'ici la fin de la législature ?

Nous voterons évidemment ce point parce que de cette manière ces terrains resteront dans le giron public. C'est en quelque sorte aussi une façon pour la Ville de soutenir le CPAS. Mais ça montre aussi la limite de certains montages juridiques qui semblent complètement caducs. Y a-t'il encore d'autres montages de ce type entre la Ville et le CPAS ?"

Madame l'Echevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, lui répond :

"La Ville peut emprunter, en 6 ans, 60 millions d'euros, entités consolidées comprises. Cela signifie que tout ce qu'empruntent le CPAS, la police et les régies, est compris dans notre balise d'emprunt, qui est de 60.000.000,00€. Pour les années 2013, 2014 et 2015, si mes souvenirs sont bons, nous avons emprunté plus ou moins 18 millions. Pour l'année 2016, le budget prévoyait un montant de près de 21 millions d'euros. Il ne m'est pas possible de dire ce qui sera réellement consommé. Je ne suis pas sûre qu'en fin d'année, tous les emprunts auront été contractés. De cela, il faut retirer 11 millions d'euros pour les emprunts de la police et du CPAS. Le solde contribue à notre capacité résiduelle d'emprunt. Il faut bien entendu prendre ces chiffres avec beaucoup de prudence. Pour 2016, tout n'est pas encore consommé."

Le **président** d'assemblée poursuit :

"La balise d'emprunt est donc ces 60 millions pour toutes les entités pour la durée de la mandature. Décomposée en base annuelle, elle est de plus ou moins 10 millions pour la zone de police, la zone de secours, les établissements sociaux, la politique éducative, les routes,... pour tout. A côté de cette balise, il y a la réalité des moyens financiers. Chacun a le droit d'emprunter, qu'il soit riche ou pauvre. Mais pour un pauvre, en général, c'est compliqué d'emprunter. Le CPAS n'avait pas les moyens de rénover ses maisons de repos. Si nous avions laissé les choses en l'état, il est vraisemblable que ces maisons de repos n'auraient plus correspondu aux normes ou auraient dû être cédées au privé. Ce n'était pas l'intention du pouvoir communal.

Pour répondre à la question de Madame la Conseillère communale Coralie LADAVID, je précise par ailleurs que ces biens sont actuellement sous emphytéose de 99 ans. Ce qu'on fait aujourd'hui, c'est sortir de l'emphytéose en acquérant le bien pour en devenir pleinement propriétaires."

A la demande de Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, le **président** d'assemblée précise encore que l'actuel musée d'archéologie, installé dans l'ancien Mont de Piété, propriété du CPAS, devrait faire également l'objet d'une procédure similaire.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite comme suit :

"Je voudrais savoir quel projet la Ville compte mener sur l'ancien terrain de football. Nous sommes favorables au développement en général. Mais il faut rappeler qu'à côté de ce terrain, se trouvent les infrastructures du hall des sports. Ce terrain pourrait servir à tout autre chose que des infrastructures sportives. Quel est le projet de la Ville au sujet de ce terrain ?"

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, lui signale que l'objectif est de maintenir cet espace vert situé à proximité des logements publics et de continuer à l'affecter à la pratique sportive. "Je préfère voir des gamins courir sur ce terrain, plutôt que de le voir en friche, comme c'est le cas depuis deux ans. Toute autre perspective ne m'intéresse pas !" s'exclame-t-il.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, prend ensuite la parole :

"L'estimation de ce terrain était, il y a quelques années, de 300.000,00€. Elle est maintenant de 290.000,00€. Une estimation qui diminue, c'est rare; mais il est vrai que l'estimation du CPAS était de 580.000,00€ pour un terrain de 1 ha 45 ares 8 centiares.

Ce terrain est pour partie en zone d'équipements communautaires et de services publics, et pour partie en zone d'habitat.

Peut-on connaître la superficie de l'une et de l'autre ?

Comme l'a indiqué la presse, la Ville rachète au CPAS le terrain Prior où «l'Union new-look envisage de s'installer».

En lisant la convention, je constate que la Ville achète ce terrain pour cause d'utilité publique en vue de réaliser des investissements dans les infrastructures sportives précitées qui pourraient être subsidiés en partie par infraspports.

Qu'en est-il de la suite donnée à cet achat ? Va-t-elle le revendre ou réaliser elle-même les travaux et le revendre par après ?

Dans la convention, à la partie «prix», il est stipulé ce qui suit :

«La vente est consentie - et acceptée moyennant le prix de DEUX CENT NONANTE MILLE EUROS (290.000,00 €) qui a été payé antérieurement aux présentes par virement sur le compte numéro BE..... ouvert au nom du vendeur.

Quittance

Est ici intervenu Monsieur Sébastien DIEU, directeur financier du Centre public d'action sociale de Tournai, lequel déclare que l'entière du prix susmentionné a été payée sur le compte numéro BE dudit centre et donner quittance entière et définitive. A la demande du fonctionnaire instrumentant, il déclare, en outre que le paiement a été effectué par débit du compte financier numéro BE.»

Est-ce un texte inclus dans la convention qu'il conviendra de compléter ou la vente ainsi que le paiement ont-ils déjà été effectués ?

Très difficile de comprendre quand, et c'est souvent le cas, des pointillés figurent dans le texte.

Pourrait-on aussi savoir ce que devient le terrain d'Orcq suite à la convention signée en 2015 pour 20 ans ? Les jeunes du RFC y jouent-ils toujours ?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient pour confirmer les dires de son collègue Monsieur l'Echevin Tarik BOUZIANE. Il précise par ailleurs que la vente n'a pas encore eu lieu, ce que confirme le directeur général. Ce dernier propose par ailleurs de communiquer par écrit les informations demandées par la Conseillère communale Monique WILLOCQ au sujet des superficies.

Il précise également que la date de la passation de l'acte n'a pas encore été fixée avec le CPAS. Dès lors que ce sera chose faite, le conseil communal en sera informé.

Monsieur l'Echevin **Tarik BOUZIANE** ajoute que les jeunes du Racing club de Tournai ont quitté depuis deux ans le terrain du Vert Bocage. Le terrain d'Orcq a été mis à disposition de l'ASBL des jeunes du RFC Tournai. Il accueille également le FC Saint-Jean depuis quelques mois et depuis le début de la saison, les jeunes de l'Union de Tournai.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le centre public d'action sociale de Tournai est propriétaire des installations sportives sises à Tournai, à l'angle de l'avenue des Bouleaux et de l'avenue du Saule, cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section I, n°266 a6, n°266 c6, n° 266 d6 et n° 266 x3 situées sur une parcelle sise à Tournai, avenue des Bouleaux, cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section I, n° 266 b6, d'une contenance cadastrale d'un hectare quarante-cinq ares huit centiares;

Considérant qu'à l'origine de ce dossier, des négociations ont été menées entre la Ville et le CPAS afin de conclure une convention de location d'une durée de 20 ans portant sur les infrastructures de façon à pouvoir bénéficier d'éventuels subsides d'Infrasports;

Considérant qu'au final, le collège communal, lors de sa séance du 22 janvier 2016, a décidé :

- de marquer son intérêt, sous réserve de la décision du conseil communal et de la prévision des montants nécessaires par voie de modification budgétaire, sur l'acquisition (au prix correspondant à l'estimation fixée par le service public de Wallonie, département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons) des installations sportives précitées (infrastructures vétustes à démolir);
- d'en informer le centre public d'action sociale de Tournai et, en cas d'accord de celui-ci sur la vente, de l'inviter à faire le nécessaire auprès du service public de Wallonie pour l'estimation des biens et la rédaction de l'acte authentique de vente;
- de prévoir en modification budgétaire le prix d'achat ainsi que les frais relatifs à l'acquisition;

Considérant que le rapport d'actualisation établi en date du 21 avril 2016 par le service public de Wallonie a fixé à 290.000,00€ (hors frais) la valeur vénale des biens susmentionnés;

Considérant que la circulaire du 23 février 2016 relative aux opérations immobilières des pouvoirs locaux précise en sa section 3 - acquisition d'immeubles - que l'acquisition d'un bien à un prix supérieur à l'estimation peut être envisagée moyennant une justification appropriée;

Considérant, pour rappel, que les installations sportives dont question sont dans un état de vétusté avancé, tel que le montant communiqué par le centre public d'action sociale (soit 580.000,00€) semble trop élevé et qu'il s'avère, dès lors, difficile de justifier l'acquisition à un prix supérieur à la valeur communiquée par le service public de Wallonie, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons;

Considérant qu'en séance du 20 mai 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'acquérir, sous réserve de l'accord du conseil communal, les infrastructures sportives moyennant le prix de 290.000,00€ (hors frais) tel que fixé par le service public de Wallonie;

Considérant que le conseil de l'action sociale, en séance du 29 avril 2016, a décidé de vendre à la Ville les biens dont question au montant indiqué par le service public de Wallonie;

Considérant qu'en séance du 19 août 2016, le collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'accord du conseil communal, sur les termes du projet d'acte authentique d'acquisition pour cause d'utilité publique portant sur les installations sportives moyennant la somme précitée et moyennant les modifications apportées par le service patrimoine et occupation du domaine public;

Considérant que les crédits nécessaires à cette acquisition ont été prévus à l'article 124/711-60 du budget extraordinaire 2016;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices y relatives;

Vu l'article L1122-30 du code de la démocratie locale et de décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- de marquer son accord sur l'acquisition, pour cause d'utilité publique, des infrastructures sportives sises à Tournai, à l'angle de l'avenue des Bouleaux et de l'avenue du Saule, cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section I, n°266 a6, n°266 c6, n° 266 d6 et n° 266 x3 situées sur une parcelle sise à Tournai, avenue des Bouleaux, cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section I, n° 266 b6, d'une contenance cadastrale d'un hectare quarante-cinq ares huit centiares moyennant la somme de 290.000,00€ (hors frais);
- d'approuver les termes de l'acte d'authentique d'acquisition portant sur les installations précitées rédigé comme suit:

"ACTE DE VENTE D'IMMEUBLE

L'an deux mille seize,

Le

Nous, Christian FOUCART, Président adjoint - Conseiller au service public de Wallonie, direction générale transversale du budget, de la logistique et des technologies de l'information et des communications, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

Le CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE TOURNAI, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, boulevard Lalaing, numéro 41, ici représenté par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en vertu de l'article 101 du décret du 17 décembre 2015 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2016 et publié au Moniteur belge du 25 janvier 2016 ainsi qu'en exécution d'une délibération du conseil de l'action sociale en date du,
délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont une copie conforme restera ci-annexée,

Ci-après dénommé "le vendeur".

ET D'AUTRE PART,

La VILLE DE TOURNAI, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en vertu de l'article 101 du décret du 17 décembre 2015 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2016 et publié au Moniteur belge du 25 janvier 2016 ainsi qu'en exécution d'une délibération du conseil communal en date du 24 octobre 2016,

délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée "l'acquéreur", qui a comparu devant moi.

I.- VENTE

Le vendeur vend le bien décrit ci-après aux conditions ci-après à l'acquéreur qui accepte :

DESCRIPTION DU BIEN

TOURNAI 3ème division (INS 57463 - MC 01650)

Une parcelle sise au lieu-dit «AVENUE DES BOULEAUX», actuellement cadastrée comme terrain de sport, section L numéro 266 B6 pour une contenance d'un hectare quarante-cinq ares huit centiares (1 ha 45 a 8 ca).

Une parcelle sise au lieu-dit «AVENUE DU SAULE +33», actuellement cadastrée comme installations sportives, section L numéro 266 C6 pour une contenance de quarante centiares (40 ca).

Une parcelle sise au lieu-dit «AVENUE DU SAULE +33», actuellement cadastrée comme installations sportives, section L numéro 266 D6 pour une contenance de vingt-six centiares (26 ca).

Une parcelle sise au lieu-dit «AVENUE DU SAULE +33», actuellement cadastrée comme installations sportives, section L numéro 266 X3 pour une contenance de vingt-trois centiares (23 ca).

Une parcelle sise au lieu-dit «AVENUE DU SAULE +33», actuellement cadastrée comme installations sportives, section L numéro 266 A6 pour une contenance de vingt-trois centiares (23 ca).

Ci-après dénommées "le bien".

UTILITE PUBLIQUE

La vente a lieu pour cause d'utilité publique en vue de réaliser des investissements dans les infrastructures sportives précitées qui pourraient être subsidiés en partie par Infraspports.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien prédécrit appartient au CPAS de TOURNAI depuis plus de trente ans.

II.- CONDITIONS

1.- GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges hypothécaires, tant dans le chef du vendeur que dans le chef des précédents propriétaires.

2.- SERVITUDES

Le bien est vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, libre à l'acquéreur de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres, mais à ses frais, risques et périls sans intervention du vendeur ni recours contre lui et sans, cependant, que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi.

A cet égard, le vendeur déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles résultant de prescriptions légales.

3.- ETAT DU BIEN - CONTENANCE

L'acquéreur prendra le bien dans l'état où il se trouve, sans aucune garantie au sujet du bon état des constructions, des vices ou défauts apparents ou cachés, de la nature du sol ou du sous-sol, ni de la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour l'acquéreur.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

4.- SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE

L'acquéreur sera subrogé dans les droits et obligations du vendeur quant aux abonnements aux eaux alimentaires, au gaz, à l'électricité résultant des contrats qui auraient été faits à cet égard.

Ne sont pas compris dans la vente : les compteurs, conduites, canalisations appareils et autres installations généralement quelconques placés dans le bien vendu par les administrations publiques ou privées quelconques, à titre de location.

Règlement de fourniture d'eau

Les parties reconnaissent expressément que le fonctionnaire instrumentant a attiré leur attention sur le règlement de fourniture d'eau imposé par la société wallonne des eaux, qui stipule qu'en cas de mutation de propriété de l'immeuble raccordé, les parties sont tenues de le signaler dans les huit jours calendrier suivant la date de l'acte notarié.

A défaut d'avoir fait relever l'index du compteur par un agent du distributeur ou de l'avoir relevé contradictoirement eux-mêmes, le vendeur et l'acquéreur seront solidairement et indivisiblement tenus au paiement des sommes dues depuis le dernier relevé d'index ayant donné lieu à facturation.

5.- DEGATS MINIER.

Si le bien vendu est situé dans une commune à exploitation minière, l'acquéreur sera subrogé dans tous les droits et actions qui pourraient appartenir au vendeur, relativement à toutes actions nées ou à naître du chef de dégradations passées, présentes ou futures occasionnées au bien vendu, par suite de l'exploitation de mines, carrières ou autres activités quelconques, ces actions étant transmises avec l'immeuble à l'acquéreur sans qu'il soit autrement garanti que pareil droit existe et sauf toute convention contraire à révéler par tout titre antérieur, même à l'insu du vendeur, mais à respecter par l'acquéreur.

6.- CHANTIERS TEMPORAIRES OU MOBILES

A la demande du fonctionnaire instrumentant de savoir si un dossier d'intervention ultérieure avait été rédigé pour le bien décrit plus haut, le vendeur a répondu dans la négative et a confirmé que, depuis le premier mai deux mille un, aucun entrepreneur n'avait entrepris, relativement audit bien, de travaux nécessitant la rédaction d'un dossier d'intervention ultérieure conformément à l'arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mille un concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

7.- ASSURANCE

Le vendeur déclare que le bien est assuré contre l'incendie et les périls connexes auprès de

.....

numéro de police :

Conformément à l'article 111 §1er de la loi du quatre avril deux mille quatorze sur le contrat d'assurance terrestre, la garantie accordée par cette police est acquise à l'acquéreur pendant trois mois à compter de ce jour. L'acquéreur ne pourra cependant s'en prévaloir s'il bénéficie d'une garantie résultant d'un autre contrat.

8.- PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le vendeur déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

9.- GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (C.W.A.T.U.P.E.) opérée par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les «données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols» ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85, §1er, alinéa 1, 3° du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le 18 mai 2009, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au

jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le vendeur déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer une telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien et que, par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

Sous cette réserve, l'acquéreur libère le vendeur de toutes obligations dans les rapports entre parties sans préjudice aux droits des tiers et notamment des autorités publiques.

En pareil cas, les parties conviennent que le vendeur mis en cause par les autorités publiques ne pourrait se retourner contre l'acquéreur ou l'appeler en garantie.

10.- CERTIFICAT DE PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BÂTIMENTS

L'acquéreur reconnaît avoir été informé par le fonctionnaire instrumentant :

- de l'entrée en vigueur le 13 novembre 2011, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2011 relatif à la certification des bâtiments non résidentiels existants (publié au Moniteur belge du 3 novembre 2011), dont il découle qu'à compter de cette date, un certificat de performance énergétique des bâtiments doit, en principe et sous réserve des exceptions légales ou réglementaires, être remis par le vendeur à l'acquéreur lors de la vente d'un bâtiment non résidentiel existant,
- ainsi que des sanctions applicables à défaut d'un tel certificat.

Toutefois, nonobstant son entrée en vigueur le 13 novembre 2011, cette obligation ne peut, en l'état du droit régional wallon, recevoir ici d'exécution effective dans la mesure où l'ensemble des mesures d'exécution de l'arrêté du 20 octobre 2011 précité n'ont pas encore été prises à ce jour, notamment en ce qui concerne l'agrément des certificateurs PEB (performance énergétique des bâtiments) pour ce type de bâtiments.

En conséquence, le vendeur déclare être dans l'impossibilité de remettre à l'acquéreur le certificat théoriquement requis et l'acquéreur reconnaît cette impossibilité.

11.- CUVE A MAZOUT

Le fonctionnaire instrumentant a attiré l'attention de l'acquéreur sur la réglementation applicable en Région wallonne à tout immeuble contenant un réservoir à mazout d'une contenance de trois mille litres ou plus.

Dans ce cas :

- tout réservoir doit être équipé depuis le premier janvier deux mille cinq d'un système antidébordement;
- un réservoir aérien doit subir un contrôle visuel effectué par un technicien agréé par la Région wallonne;
- un réservoir enfoui ou non accessible doit avoir fait l'objet d'un test d'étanchéité au plus tard le premier janvier deux mille cinq, sauf si le réservoir est placé depuis moins de dix ans, auquel cas il doit subir un contrôle au plus tard dix ans après sa mise en service. Lors du

contrôle aérien ou du test d'étanchéité d'un réservoir enfoui non accessible, une plaquette de contrôle verte est scellée au réservoir et une attestation de conformité est délivrée.
Le vendeur déclare à ce sujet qu'il n'y a pas dans le bien vendu de citerne à mazout de trois mille litres ou plus.

III.- PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES - MONUMENTS ET SITES

A) Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

a) Information circonstanciée

Le vendeur déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal est la suivante : principalement zone d'équipements communautaires et de services publics et zone d'habitat pour le surplus;
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

b) Absence d'engagement du vendeur

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa premier dudit code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

c) Information générale

Il est, en outre, rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et 2, dudit code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

B) Déclarations complémentaires du vendeur

Le vendeur déclare qu'à sa connaissance le bien :

- n'est pas soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants dudit Code;
- n'est ni classé ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année et qu'il n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- n'est pas concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- n'est pas repris dans le périmètre d'un remembrement légal et qu'il ne lui a pas été notifié d'avis de remembrement.

IV.- OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS

Le bien est vendu libre d'occupation.

L'acquéreur aura la pleine propriété du bien à dater des présentes. Il entrera en jouissance du bien immédiatement.

Il paiera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien vendu à compter du même moment.

V.- PRIX

La vente est consentie moyennant le prix de DEUX CENT NONANTE MILLE EUROS (290.000,00 €) qui a été payé antérieurement aux présentes par virement sur le compte numéro BE..... ouvert au nom du vendeur.

Quittance

Est ici intervenu Monsieur Sébastien DIEU, directeur financier du Centre public d'action sociale de Tournai, lequel déclare que l'entière du prix susmentionné a été payée sur le compte numéro BEdudit centre et donner quittance entière et définitive. A la demande du fonctionnaire instrumentant, il déclare, en outre que le paiement a été effectué par débit du compte financier numéro BE

VI.- DISPOSITIONS FINALES

1.- FRAIS

Tous les frais des présentes sont à charge de l'acquéreur.

2. - DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Le vendeur déclare dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

3.- ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, le vendeur et l'acquéreur font élection de domicile en leur siège respectif.

DONT ACTE.

Passé à Tournai

et signé par l'intervenant et le fonctionnaire instrumentant, après lecture.";

- d'imputer les fonds nécessaires à cette acquisition à l'article 124/711-60 du budget extraordinaire 2016 (financement par emprunt).

17. Gaurain-Ramecroix. Plaine de la chaussée de Bruxelles. Résiliation du droit de superficie. Acquisition pour cause d'utilité publique. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que, par acte authentique du 31 août 1976, la commission d'assistance publique de Gaurain-Ramecroix a consenti à la commune de Gaurain-Ramecroix, un droit de superficie d'une durée de cinquante ans, ayant pris cours le 1er janvier 1976 et dont l'échéance est prévue de plein droit le 31 décembre 2025, portant sur les parcelles situées à Gaurain-Ramecroix, actuellement cadastrées section D, n° 499 s, n°499 t, n° 462 g et n° 501 v2, d'une contenance cadastrale totale de 9ha 69a 68ca;

Considérant que ce droit réel a été octroyé moyennant la redevance annuelle de 29.660,00 BEF sans indexation prévue (soit 735,25 €/an);

Considérant que cette plaine est actuellement divisée entre:

- les infrastructures sportives de la ROYALE UNION SPORTIVE TOURNAI ATHLETISME (RUSTA)
- les infrastructures sportives (terrains de football inoccupés compte tenu de leur état vétuste)
- le club canin du Tournaisis
- un parking (occupé lors de diverses manifestations);

Considérant que le collège communal, en séance du 20 décembre 2013, a décidé de solliciter du Centre public d'action sociale de Tournai devenu propriétaire des biens après la fusion des communes, la prolongation du droit de superficie concédé et que celui-ci a informé l'administration communale, aux termes de sa correspondance du 10 septembre 2015, qu'il souhaitait discuter du sujet avec les services de la Ville;

Considérant que le collège communal a décidé en séance du 24 mars 2016 :

- du principe d'acquérir, sous réserve de l'accord du conseil communal, moyennant la somme de 1.245.000,00€ hors frais, les terrains et les biens appartenant au Centre public d'action sociale de Tournai faisant l'objet du droit de superficie concédé à l'ancienne commune de Gaurain-Ramecroix par acte authentique du 31 août 1976;
- pour ce qui concerne les biens érigés par la Ville sur le site (hall sportif, bâtiment du club canin, buvette du club de football et diverses petites constructions,...), ceux-ci resteront propriété communale sans indemnité au profit du Centre public d'action sociale;
- de solliciter l'accord du conseil de l'action sociale sur la procédure décrite ci-dessus;
- de charger le service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons :
 - de transmettre à l'administration communale le rapport d'expertise portant sur les biens à acquérir
 - de la rédaction de l'acte authentique d'acquisition à intervenir;

Considérant, d'une part, que le service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction de Mons - a fixé aux termes de son rapport établi en date du 13 juin 2016, la valeur vénale du terrain nu des biens décrits ci-dessus à 1.245.000,00€ (hors frais);

Considérant, d'autre part, que l'administration communale a été informée en date du 27 mai 2016 de l'accord du conseil de l'action sociale (séance du 29 avril 2016) sur la vente des biens susmentionnés au prix de 1.245.000,00€ (hors frais);

Considérant que le collège communal, en séance du 19 août 2016, a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal, sur les termes du projet d'acte authentique d'acquisition à intervenir, moyennant les modifications apportées par le service patrimoine et occupation du domaine public, et dont les principales modalités suivent:

- l'acquisition des biens a lieu pour cause d'utilité publique (réalisation d'investissements dans les infrastructures sportives)
- l'acquisition a lieu moyennant la somme de 1.245.000,00€ (hors frais)
- la Ville aura la propriété et la jouissance des biens à dater de la passation de l'acte authentique
- la Ville supportera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférents aux biens à dater de la signature de l'acte authentique;

Considérant, de plus, que le fonctionnaire délégué a délivré, en date du 7 janvier 2016, le permis d'urbanisme sollicité par l'administration communale portant sur la parcelle cadastrée ou l'ayant été section D, n°462 g (site de la ROYALE UNION SPORTIVE TOURNAI ATHLETISME) et consistant en:

- la démolition de la buvette et des anciens vestiaires et au démontage de l'enveloppe du hall des sports existant
- la construction et l'extension d'un nouveau hall des sports sur la structure existante
- la construction d'une cabine haute tension;

Considérant que les crédits nécessaires à cette acquisition seront imputés à l'article 124/711-60 du budget extraordinaire 2016;

Considérant que ces biens sont affectés au plan de secteur de Tournai - Leuze - Péruwelz en majeure partie en zone d'équipements communautaires et de services publics et pour une infime partie en zone d'habitat;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- de marquer son accord sur l'acquisition, pour cause d'utilité publique, des biens sis à Gaurain-Ramecroix, actuellement cadastrés section D, n° 499 s, n°499 t, n° 462 g et n° 501 v2, d'une contenance totale de 9ha 69a 58ca (plaine des sports) moyennant la somme de 1.245.000,00€ (hors frais);
- d'approuver les termes de l'acte d'authentique d'acquisition portant sur les installations précitées rédigé comme suit:

"ACTE D'ACQUISITION D'IMMEUBLE

L'an deux mille seize,

Le

Nous, Christian FOUCART, Président-adjoint au service public de Wallonie, direction générale transversale du budget, de la logistique et des technologies de l'information et de la communication, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de MONS, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

Comparaissant devant nous :

Le CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE TOURNAI, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, boulevard Lalaing, numéro 47, ici représenté par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en vertu de l'article 101 du décret du 17 décembre 2015 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2016 et publié au Moniteur belge du 25 janvier 2016 ainsi qu'en exécution d'une délibération du conseil de l'action sociale en date du....., délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont une copie conforme restera ci-annexée,

Ci-après dénommé «le comparant» ou «le vendeur».

ET D'AUTRE PART,

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en vertu de l'article 101 du décret du 17 décembre 2015 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2016 et publié au Moniteur belge du 25 janvier 2016 ainsi qu'en exécution d'une délibération du conseil communal en date du 24 octobre 2016,

délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée «le pouvoir public» ou «l'acquéreur».

ACQUISITION

Le comparant vend au pouvoir public, qui accepte, le bien désigné ci-dessous, aux conditions indiquées dans le présent acte.

I.- DESIGNATION DU BIEN

DESCRIPTION GEOGRAPHIQUE ET CADASTRALE

TOURNAI 16ème division

(ex GAURAIN-RAMECROIX - INS 57033 - MC 04643)

Une parcelle sise au lieu-dit «RUE GROS FIDELE +16», actuellement cadastrée comme installations sportives, section D numéro 462 G pour une contenance de six hectares septante ares soixante-quatre centiares (6 ha 70 a 64 ca).

Une parcelle sise au lieu-dit «GRAND ROUTE +133», actuellement cadastrée comme installations sportives, section D numéro 499 S pour une contenance d'un are vingt centiares (1 a 20 ca).

Une parcelle sise au lieu-dit «RAMECROIX», actuellement cadastrée comme terrain de sport, section D numéro 499 T pour une contenance de deux hectares nonante-sept ares vingt-quatre centiares (2 ha 97 a 24 ca).

Une parcelle sise au lieu-dit «RUE DES DIMES +1/3», actuellement cadastrée comme remise, section D numéro 501 V2 pour une contenance de soixante centiares (60 ca)

Ci-après dénommées "le bien".

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens prédécrits appartiennent au CPAS de Tournai depuis plus de trente ans.

II.- BUT DE L'ACQUISITION

L'acquisition a lieu pour cause d'utilité publique et plus spécialement en vue de réaliser des investissements dans les infrastructures sportives précitées.

III.- CONDITIONS

GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE

Le comparant garantit le pouvoir public de tous troubles, évictions ou autres empêchements quelconques.

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges privilégiées et hypothécaires quelconques, tant dans le chef du comparant que dans le chef des précédents propriétaires. Si le bien était grevé de pareilles charges, le pouvoir public aurait la faculté de se libérer en versant le prix à la caisse des dépôts et consignations, sans offre préalable ni mise en demeure. Il en serait de même en cas d'opposition au paiement. Les frais de retrait de la consignation seraient à charge du comparant.

SERVITUDES

Le pouvoir public souffrira toutes les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues et discontinues qui pourraient grever le bien, et il jouira des servitudes actives, s'il y en a, le tout à ses risques et périls et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits que ceux fondés sur titres réguliers transcrits et non prescrits ou sur la loi.

Le comparant déclare qu'à sa connaissance il n'existe aucune servitude qui grève le bien et que lui-même n'en a conféré aucune.

ETAT DU BIEN - CONTENANCE - BORNAGE

Le bien est vendu dans l'état où il se trouve, bien connu de l'acquéreur.

Aucune réclamation ne peut être élevée du chef d'erreur de désignation ou de contenance, la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, faisant profit ou perte pour le pouvoir public.

S'il y a lieu, l'abornement du bien vendu le long des propriétés restant appartenir au comparant, se fera aux frais du pouvoir public. L'expert désigné par celui-ci fera connaître aux parties, par lettre recommandée, le jour et l'heure où il procédera aux opérations de bornage et dressera procès-verbal de ces opérations. Un double de ce procès-verbal sera remis à chacune des parties.

SERVICE D'UTILITE PUBLIQUE

Le pouvoir public sera tenu de signaler la vente aux différents fournisseurs d'énergie endéans les huit jours de la passation du présent acte.

Tous les compteurs et canalisations, qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au comparant, ne font pas partie de la vente et sont réservés à qui de droit.

IV.- OCCUPATION - PROPRIETE - JOUISSANCE - IMPOTS

Le comparant déclare que le bien est occupé par la Ville de Tournai en vertu d'un droit de superficie d'une durée de cinquante ans, ayant pris cours le premier janvier mil neuf cent septante-six en suite d'un acte passé le trente et un août mil neuf cent septante-six par maître Joseph DUBUISSON, notaire à Maulde, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai, le huit octobre mil neuf cent septante-six, volume 10320, numéro 5.

Ce droit de superficie s'éteint de plein droit par confusion à dater de ce jour.

Le pouvoir public aura la propriété du bien à dater de ce jour. Il en aura la jouissance à compter du même moment.

Il supportera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférents au bien à dater de ce jour.

V.- PRIX

La vente est consentie et acceptée moyennant le prix d'UN MILLION DEUX CENT QUARANTE-CINQ MILLE EUROS (1.245.000,00€) qui a été payé antérieurement aux présentes par virement sur le compte numéro BE..... ouvert au nom du comparant.

Ce prix comprend toutes les indemnités quelconques pouvant revenir au comparant compte tenu du droit de superficie dont question ci-avant.

Quittance

Est ici intervenu Monsieur Sébastien DIEU, Directeur financier du Centre public d'action sociale de Tournai, lequel déclare que l'entière du prix susmentionné a été payée sur le compte numéro BE dudit centre et donner quittance entière et définitive. A la demande du fonctionnaire instrumentant, il déclare, en outre que le paiement a été effectué par débit du compte financier numéro BE

VI.- MENTIONS LEGALES

T.V.A.

Le fonctionnaire instrumentant donne lecture au comparant des articles 62, paragraphe 2 et 73 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 62, paragraphe 2 :

"Tout assujetti ou membre d'une unité TVA au sens de l'article 4, §2, propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur un bien susceptible d'une hypothèque, est tenu de faire connaître sa qualité d'assujetti ou de membre d'une unité TVA au notaire qui est chargé de dresser l'acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire de ce bien, suite à la demande que celui-ci lui adresse. Le ministre des finances règle les modalités d'application du présent paragraphe."

Article 73 :

"Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contrevient aux dispositions du présent code ou des arrêtés pris pour son exécution".

Sur notre interpellation, le comparant a déclaré ne pas posséder la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée, telle que cette qualité est précisée par l'arrêté ministériel numéro 13 du quatre mars mil neuf cent nonante-trois. Il déclare en outre ne pas avoir aliéné d'immeuble sous le régime de la taxe sur la valeur ajoutée dans la période de cinq années qui précèdent la passation du présent acte, ne pas faire partie d'une unité TVA au sens de l'article 4, paragraphe 2 du code de la taxe sur la valeur

ajoutée et ne pas faire partie d'une association de fait ou momentanée qui par son activité a la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée.

URBANISME

Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

a) Information circonstanciée

Le vendeur déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : zone d'équipements communautaires et de services publics ;
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

b) Absence d'engagement du vendeur

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa premier dudit code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

c) Information générale

Il est, en outre, rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et 2, dudit code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu ;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme ;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le vendeur déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence, il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE

Interrogé par le fonctionnaire instrumentant sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieure afférent au bien décrit ci-dessus, le vendeur a répondu par la négative et a confirmé que, depuis le premier mai deux mille un, aucun entrepreneur n'avait effectué, relativement audit bien, de travaux nécessitant la rédaction d'un dossier d'intervention ultérieure conformément à l'arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mille un concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du CWATUPE opérée par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les «données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols» ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85, §1er, alinéa 1, 3° du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le 18 mai 2009, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précités n'est, au

jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le vendeur déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer une telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien et que par conséquent aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

Sous cette réserve, l'acquéreur libère le vendeur de toutes obligations dans les rapports entre parties sans préjudice aux droits des tiers et notamment des autorités publiques.

En pareil cas, les parties conviennent que le vendeur mis en cause par les autorités publiques ne pourrait se retourner contre l'acquéreur ou l'appeler en garantie, sauf s'il est établi que la pollution est directement liée aux activités exercées par la Ville pendant la durée du droit de superficie.

VII.- DISPOSITIONS FINALES

FRAIS

Tous les frais des présentes sont à charge du pouvoir public.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Le comparant déclare dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, le pouvoir public et le comparant font élection de domicile en leurs bureaux respectifs.

DECLARATIONS EN MATIERE DE CAPACITE

Le comparant déclare :

- qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.

AUTRES DECLARATIONS

Le comparant déclare que le bien ne fait pas l'objet de mesures de restriction au droit de libre disposition, notamment clause de réméré, droit d'option, droit de préférence ou de préemption, remembrement, mandat hypothécaire, etc.

DONT ACTE.

Passé à Tournai et signé par le comparant et le fonctionnaire instrumentant, après lecture.";

- d'imputer les fonds nécessaires à cette acquisition à l'article 124/711-60 du budget extraordinaire 2016 (financement par emprunt).

18. Ramegnies-Chin, rue Hurette. Demande de permis de lotir avec création d'une voirie. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient d'emblée comme suit :
 "Ce qui nous pose problème, c'est la nature du projet. Est-ce le type d'urbanisation que nous voulons pour Tournai ? Ne serait-il pas temps d'insuffler un autre modèle ?
 Je profite de ce point pour parler de la ZACC Morel. Est-ce que les choses vont se passer de cette manière ou va-t-on réfléchir à un projet global dans une optique de développement durable ? Tournai a l'opportunité de développer un quartier modèle s'inscrivant dans l'avenir."

Le **président** d'assemblée lui répond :

"Pour la ZACC Morel, nous sommes en train d'établir un master plan. Il serait intéressant que le conseil voie comment est conçu l'aménagement de ce quartier sur le plan qualitatif. C'était dans la foulée de la décision prise par le Gouvernement wallon de l'époque. Nous avons suggéré de concentrer le plus possible les zones d'extension d'habitat. Nous en reparlerons lors du débat sur le schéma de structure communal, sachant que notre volonté est de concentrer et pas de diluer les zones d'extension d'habitat.

Il cède ensuite la parole à Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**. Celui-ci précise que le point inscrit à l'ordre du jour concerne uniquement la voirie. Le lotissement proprement dit n'a pas encore fait l'objet d'une demande de permis.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, reprend la parole pour préciser que son groupe s'abstiendra sur ce point, la philosophie d'aménagement envisagée étant révolue, selon lui.

Par 32 voix pour et 2 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les dispositions du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) tel que modifié par le décret du 27 novembre 1997 tel que modifié par le décret du 30 avril 2009 (Resa ter);

Vu la demande définitive de permis de lotir introduite par l'auteur de projet-géomètre mandaté par la SA DELBOMAT, relative à un terrain sis à 7521 Ramegnies-Chin, rue Hurette (zone arrière de la

chaussée de Tournai) et longé par le chemin vicinal n°8, bien cadastré 31ème division, section C, n°s 158, 161 et 162;

Vu l'attestation de propriété de la société DELBOMAT ayant ses bureaux à 9790 Wortegem-Pettegem, Waregenseweg, 146;

Vu les plans annexés à la demande, lesquels prévoient la création d'un lotissement de 24 lots, dont 20 lots à bâtir (habitation unifamiliale) le long d'une nouvelle voirie à créer avec ses équipements, nouvelle voirie à rétrocéder à la ville, un lot pour une cabine électrique, un lot pour un bassin d'orage éventuel ou zone verte et un lot (solde) en zone agricole;

Attendu que la demande a été déposée au service urbanisme le 31 août 2010 (date du récépissé);

Vu les avis "dossier incomplet" transmis le 27 octobre 2010 et le 7 août 2012;

Attendu que la demande a fait l'objet d'un accusé de réception en date du 29 novembre 2012, qu'il y a été précisé (article 116 § 1er, 2ème alinéa dudit code) que la demande nécessite l'avis du fonctionnaire délégué (article 107 § 2 dudit code) et qu'elle doit faire l'objet de mesures particulières de publicité pour le motif ci-après : article 330, point 9 : ouverture de nouvelle voirie;

Attendu qu'elle doit faire l'objet d'avis de services ou commissions : ministère wallon de l'équipement et des transports (MET), direction des routes, intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) (grand collecteur existant ou projeté), zone de secours de Wallonie picarde;

Attendu qu'en conséquence, le délai d'instruction est de **115 JOURS**, mais en mentionnant la réserve ci-après;

Attendu que, conformément à l'article 129 quater du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) alors d'application, les délais d'instruction de la demande de permis sont prorogés du délai utilisé pour l'obtention de l'accord définitif relatif à la voirie communale (délibération du conseil communal sur la question de la future voirie communale auquel il faut ajouter les délais de recours potentiel);

Attendu que le bien est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1981 en "zone d'habitat à caractère rural" pour la majeure partie, le solde en "zone agricole" telle que libellée aux articles 27 et 35 du Code;

Attendu que le bien se situe :

- hors lotissement;
- hors plan communal d'aménagement;

Considérant que sur le plan des contraintes karstiques [plan dressé par la faculté polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région wallonne et reçu en février 2004], le bien se situe pour la majeure partie en zone de contraintes karstiques modérées et pour une petite partie en zone de contraintes karstiques fortes;

Attendu qu'en conséquence, il a été joint une étude géophysique du bureau JACOB, dont les conclusions ne mettent pas en évidence de risque karstique, mais énumèrent des recommandations, à savoir :

1. *La présente étude ne met pas en évidence de risque karstique dans le volume de sol étudié, la stratigraphie observée apparaît particulièrement régulière et tabulaire.*
2. *En cas de chargement du sol par des fondations superficielles, l'importante épaisseur de la couverture quaternaire et secondaire est suffisante que pour permettre une diffusion des contraintes telle que l'influence de la mise en charge en surface soit négligeable, voire nulle, au sommet des calcaires carbonifères sous-jacents, dont la présence est à l'origine de la qualification de risque karstique modéré.*
3. **Les limons de couverture, peu perméables, sont susceptibles de retenir les eaux d'infiltration à leur sommet. Les éventuelles parties cavées des bâtiments devront donc être protégées par un drainage périphérique efficace.**

4. *Les sols de la couverture cénozoïques peuvent présenter d'importantes variations latérales dans leurs propriétés mécaniques. Une caractérisation géotechnique (géomécanique) proprement dite par essais de pénétration statique par exemple, **est indispensable pour la conception des fondations de tout projet de construction**;*

Attendu que ce projet ne figure pas sur la liste fermée des projets soumis à l'étude d'incidences, la superficie du lotissement étant inférieure à 2 ha : de fait, il faut déduire de la superficie de la parcelle (22.120 m²) la superficie reprise en zone agricole au plan de secteur (3.462 m²), soit ± 18.660 m²;

Attendu qu'au vu du nouveau décret sur l'évaluation des incidences sur l'environnement, il n'y a pas lieu d'imposer une telle étude : les éléments contenus dans la notice et dans le dossier sont suffisants;

Prenant en considération le contenu de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement (dans sa version du 4 juillet 2002);

Attendu que les formalités d'enquête publique ont été effectuées du 30 novembre au 17 décembre 2012;

Motif de l'enquête [article 330, point 9 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE)], à savoir : *"les demandes de permis de lotir ou de permis d'urbanisme visés à l'article 128 – ouverture d'une nouvelle voirie."*;

Que plusieurs remarques ont été introduites;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête libellé comme suit :

"Me suis rendu à l'Hôtel de Ville, lieu indiqué où se sont présentés :

- *M. G. RASSENEUR, rue Hurette, 15 à Tournai (Ramegnies-Chin)*
- *M. Christian GEORGE, auteur de projet.*

M. G. RASSENEUR confirme les termes de sa lettre par laquelle il s'étonne de l'absence d'étude d'incidences sur l'environnement et estime que la notice d'incidences sur l'environnement minimise certains impacts du projet notamment sur les nuisances sonores, la mobilité et la gestion des eaux pluviales.

En ce qui concerne l'étude d'incidences sur l'environnement, M. C. GEORGE signale que son projet de lotissement a une superficie de moins de 2 ha de lots destinés à la construction d'habitations.

M. G. RASSENEUR met en évidence des problèmes de circulation déjà existants à l'heure actuelle vu la faible largeur de la voirie ainsi que des problèmes d'égouttage.

M. G. RASSENEUR souhaite également :

- *que la disposition des lots (lots 1, 19 et 20) en face de chez lui soit inversée, à savoir la construction d'une habitation à l'angle de la rue Hurette et la nouvelle voirie du lotissement et 2 habitations jumelées côté rue Hurette;*
- *que les 2 poteaux d'éclairage à déplacer côté rue Hurette soient remplacés par des poteaux de même style que ceux à mettre en œuvre dans le lotissement.*

Il est ensuite donné lecture de deux lettres de remarques de M. et Mme BOUDRY-CAMPENER, domiciliés à Tournai (Ramegnies-Chin), chaussée de Tournai, 45.

.../...";

Vu le certificat d'urbanisme n°2 délivré avec un avis défavorable par le collège communal en date du 13 octobre 2006 (référence urbanisme F0313/57081/CU2-2006.135);

Vu les commentaires de l'auteur de projet - géomètre par rapport aux conclusions du susdit certificat d'urbanisme;

Vu les divers avis (ORES, SOCIETE WALLONNE DES EAUX, FLUXYS,...) annexés à la demande;

Vu l'attestation de prise en charge des frais d'équipement à réaliser dans le cadre du lotissement;

Vu le projet de convention annexé à la demande de permis de lotir, dont il faut retenir :

".../...

- *Voiries et parkings latéraux longilignes éventuels (fondation, revêtements hydrocarbonés);*

- Bordures préfabriquées et bordures-filets d'eau préfabriquées en béton;
- Egouttage séparatif : eaux usées et eaux pluviales;
- Trottoirs (dalles de ciment ou pavé-béton);
- Raccordements particuliers et raccordements d'avaloirs;
- Création de zone verte ou bassin d'orage;
- Pose d'impétrants;
- Zone de parcage des véhicules;
- La construction de voiries desservant le lotissement, non compris les trottoirs sauf ce qui est dit à l'article 12;
- La construction d'un réseau de distribution d'eau;
- La construction d'un réseau de distribution de gaz, le cas échéant et selon le choix de l'Intercommunale;
- La construction d'un réseau d'égouts séparatif;
- L'installation d'un réseau électrique pour fourniture électrique;
- La prévention incendie;
- Le téléphone;
- La télédistribution;
- L'éclairage public;
- Les plantations;
- Les espaces verts;
- Les équipements communautaires,....

Le lotisseur s'engage à réaliser les trottoirs devant les lots vendus et bâtis à raison d'un groupe d'au moins 3 lots.

Le trottoir sera réalisé de la manière suivante :

- fondation en sable ciment de 15 cm d'épaisseur
- bain de mortier de 2 cm d'épaisseur
- dalle en béton grise côté 30 x 30 x épaisseur 5 cm

OU

- fondation en sable ciment de 15 cm d'épaisseur
- lit de sable non stabilisé de 3 cm minimum
- pavés béton gris clair 110/220/80 posés à joints contrariés en rangs parallèles aux bordures.

Ces travaux seront réalisés conformément au cahier des charges-type RW99(CCT RW99), dans les règles de l'art par un entrepreneur agréé.";

Vu l'avis du 18 décembre 2012 d'ELIA;

Vu le rapport du service incendie du 6 décembre 2012 (référence JPHD/2012-5016);

Vu l'avis du service public de Wallonie, direction des routes de Mons du 16 janvier 2013;

Vu l'avis du service mobilité du 18 février 2013, libellé comme suit :

"Accès au lotissement

L'élargissement au droit du lotissement, soit à la hauteur des lots 1, 19 et 20, me paraît d'une configuration étonnante. En effet, cet élargissement s'arrête brusquement en fin d'emprise du lotissement. Il y aurait lieu d'y aménager un rétrécissement progressif permettant une meilleure lisibilité de la voirie.

Il faudrait également aménager le carrefour entre le nouveau lotissement, la rue Hurette et la rue de Froyennes. Un aménagement en plateau permettrait de bien visualiser l'entrée en zone d'habitat, de matérialiser un effet de porte à l'entrée du lotissement et sécuriserait son accès.

Régime de vitesse

Il y a lieu d'envisager pour ce type de lotissement une vitesse de circulation limitée à au moins 30 km/heure. Ce régime de vitesse nécessite la mise en place d'un effet de porte au niveau de l'entrée du lotissement. Comme indiqué ci-dessus, il y aurait lieu de traiter l'ensemble du carrefour entre l'entrée du lotissement, la rue de Froyennes et la rue Hurette.

Dans la configuration telle que présentée, l'ensemble du futur lotissement sera en zone 30 km/heure même au niveau de la portion de voirie bordant les lots 2 et 3, la coupe à ce niveau présentant bien la présence d'un trottoir en dénivelé.

Stationnement

Le lotissement dispose de peu de places de stationnement en voirie (13 places). Il m'est difficile de juger si ce nombre est suffisant ne disposant pas d'assez d'éléments pour appréhender le nombre de garages et/ou zones de stationnement privés qui seront aménagés.

Cependant, je tiens à faire remarquer que les largeurs disponibles en zone de recul ne permettront pas partout le stationnement d'un véhicule hors garage.

Les 3 places de stationnement localisées au niveau de l'accès aux lots 2 et 3 seront particulièrement difficiles d'accès.

Cheminement piétons

Que devient le chemin vicinal n°8 : il semble en partie repris dans l'aménagement de voirie au niveau de l'entrée du lotissement, mais quid de son aménagement à l'arrière des lots 12 à 16 ?

A l'arrière du lotissement, au niveau de la jonction entre le lotissement et le chemin vicinal n°8, j'émettrai plusieurs remarques en matière d'aménagements :

- *Il y a une discordance entre les plans.*

Les plans n°s 2 et 3 b prévoient un revêtement en hydrocarboné dans la première partie de cette jonction, alors que sur le plan 3c est indiqué un revêtement en pavage de ton gris clair.

Qu'en sera-t-il dans la réalité?

- *La largeur de cette jonction est de ± 3 m, ce qui nécessite, par conséquent, la pose d'obstacle physique pour éviter le passage de véhicules automobiles et garantir un usage cyclo-piéton;*
- *En lieu et place de la création d'un espace vert au niveau du lot 22 ne serait-il pas plus judicieux de créer un espace piéton arboré sous forme de placette?*

Circulation

La largeur de la voirie semble indiquer une circulation à double sens sur la majorité du lotissement.

L'accès aux lots 2, 3 et 17 pose un certain nombre de problèmes :

- *Il n'est pas possible d'y faire demi-tour.*
- *Il n'y est pas possible de se croiser.*
- *Le stationnement prévu en voirie y est particulièrement difficile d'accès.*

L'aménagement en rond-point ne permet pas de stationnement en son centre et, de plus, il y a lieu de configurer les entrées/sorties. En effet, un rond-point est prioritaire et les voiries, qui y aboutissent, perdent leur priorité et doivent donc être aménagées en conséquence.

Il y a donc lieu de revoir cet aménagement.

Est-il bien nécessaire d'envisager un rond-point à cet endroit ?

La configuration de la voirie au niveau des lots 10-11 et 11-22 ne permet aucun demi-tour. Il y a lieu de modifier cette configuration de façon à permettre les demi-tours des véhicules "égarés" ainsi que, notamment, des camions-poubelles.

Qu'advient-il de l'accès arrière au Garage ROUSSEAU ? Cet accès contigu à la cabine haute tension n'est repris sur aucun plan.

.../...";

Vu l'avis de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) du 11 décembre 2012

(référence PF/IS/169.12-396-2) libellé comme suit :

".../...

Le projet se trouve, conformément au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH), en partie en zone d'assainissement collectif et en partie en zone d'assainissement autonome (zone agricole).

Conformément à notre courrier du 15 mai 2006 (référence BR/is/6161.06), nous notons que le projet est réalisé en égouttages séparatifs.

Nous attirons cependant votre attention sur le fait que l'auteur de projet prévoit une chambre de visite siphonique éventuelle entre CV. H1 – CV H2, vu la présence de câbles ORES.

Nous émettons des réserves quant au bon fonctionnement d'un tel système et vous prions de demander l'avis de votre service technique, sachant que les voirie et égouttages vous seront rétrocédés en gestion.

Nous rappelons que les raccordements à l'égout doivent être munis d'un regard de visite distinguant les eaux pluviales (inscription EP) et les eaux usées (inscription EU).

Concernant les eaux pluviales, il convient de restreindre les risques significatifs de débordement sur les ruisseaux en aval. Pour ce faire, nous estimons que le projet doit prévoir une capacité de stockage permanente entre événements pluvieux de l'ordre de 245 m³ et ce, en tenant compte d'un débit de fuite égal à 4 l/s/ha (projet de moins de 2 ha).

Ce tamponnement peut être réalisé, selon la topographie et la nature du sol, par des techniques qui privilégient l'infiltration (noues engazonnées, fossés d'infiltration,...) ou, à défaut, par des citernes avec trop-plein décalé, un surdimensionnement de conduites, des bassins de stockage, des toitures stockantes,...

Après exécution, nous souhaiterions obtenir les plans as-built des égouttages en coordonnées IGN LAMBERT sur base des standards INFONET et Société publique de gestion de l'eau.

Enfin, nous vous rappelons qu'actuellement l'assainissement de la zone n'est pas repris au programme 2010-2016 de la Société publique de gestion de l'eau et rien ne laisse présager d'une quelconque inscription dans ledit programme.

Nous vous signalons néanmoins qu'une demande en ce sens a été introduite par nos services auprès de la Société publique de gestion de l'eau, sans réponse à ce jour.";

Vu l'avis des services techniques communaux du 6 mars 2013, libellé comme suit :

"Les pentes longitudinales des égouts à créer sont insuffisantes (i : 0,004) pour satisfaire à un autocurage correct des canalisations.

Le collecteur situé en aval du projet n'est pas encore construit et favoriser le rejet supplémentaire est contraire aux dispositions réglementaires.

En conséquence de quoi, je ne peux qu'émettre un AVIS DEFAVORABLE.";

Vu le courrier de l'auteur de projet-géomètre Christian GEORGE du 13 mars 2013, libellé comme suit :

".../...

Je fais suite aux informations de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) en une zone d'épuration individuelle présente sur le terrain de ma cliente.

Cette surprenante situation d'égouttage théorique ne m'étonne guère, pour la connaître également dans deux autres dossiers hors votre entité, où se croisent les deux modes d'égouttage collectif et individuel, alors même que la topographie des lieux démontre la parfaite possibilité d'égouttage collectif sur l'entièreté des projets.

Considérant l'explication de votre service travaux en un rejet dans un bras mort de l'Escaut et votre précédent avis pour le lotissement en amont de la rue de Froyennes, géré par mon confrère Gaëtan DERVAUX, la séparation des égouttages peut être supprimée. La pose de microstation d'épuration avec entretien par le fournisseur, inscrit à l'acte authentique, peut permettre alors l'évacuation des eaux épurées dans le nouvel égouttage prévu au plan, en supprimant celui de l'égouttage des eaux usées.

Les chambres siphoniques prévues dans la rue Hurette n'ayant de raison d'être que pour éviter les conduites et câbles des concessionnaires, celles-ci peuvent être annulées pour assurer un égouttage en

une pente unique rectiligne, en assurant alors l'abaissement des câbles et conduites des concessionnaires.

En vous remerciant de me préciser votre avis sur ces deux solutions et la nécessité éventuelle de nouvelle rédaction du plan d'égouttage, je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes salutations distinguées."

Vu la décision du collège communal du 19 avril 2013 :

1. de postposer l'instruction de la susdite demande;
2. d'inviter M. Christian GEORGE à revoir son projet en tenant compte des divers avis susmentionnés ainsi que des remarques émises en clôture d'enquête;
3. d'inviter M. Christian GEORGE à prendre préalablement contact avec les divers intervenants (mobilité, services techniques, intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE), direction des routes);
4. dès à présent de ne pas reprendre le bassin d'orage et/ou la zone verte et d'en informer M. Christian GEORGE;
5. d'inviter M. Christian GEORGE à modifier le projet de convention en fonction de la présente décision (égouttage, non-reprise du bassin d'orage et/ou zone verte,...) et travaux à la rue Hurette; pour justifier de l'épuration individuelle par drains dispersants, il sera joint les tests de percolation;

Vu les divers contacts avec toutes les administrations (IPALLE, zone de secours, SPW routes, mobilité, services techniques...);

Vu le projet modifié introduit en octobre 2014 et complété en mars 2015;

Vu la nouvelle enquête publique effectuée du 21 août 2015 au 8 septembre 2015;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête libellé comme suit :

"L'an deux mille quinze le du mois de septembre,

Je, soussigné Monsieur Robert DELVIGNE (représenté par M. VACHAUDEZ), échevin de la Ville de Tournai, délégué par le collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le 21 août 2015 au sujet de la demande Monsieur GEORGE Christian (mandaté par la SA DELBOMAT), dont les bureaux se trouvent à 7700 MOUSCRON, rue du Roitelet n°13, relative à la demande de permis de lotir pour la réalisation d'un lotissement de 23 lots dont 19 lots à bâtir (habitation unifamiliale) le long d'une nouvelle voirie à créer avec ses équipements, 1 lot pour une cabine électrique, 1 lot pour un bassin de tamponnement et 1 lot zone verte à TOURNAI (Ramegnies-Chin), rue Hurette (zone arrière de la chaussée de Tournai) cadastré 31ème division, section C, n°s 158, 161, 162.

Me suis rendu à l'hôtel de ville, lieu indiqué où se sont présentés :

- M. et Mme G. RASSENEUR rue Hurette, 15 Ramegnies-Chin;
- M. C. GEORGE auteur de projet.

Mme RASSENEUR met en évidence des problèmes de circulation déjà existants à l'heure actuelle vue la faible largeur de la voirie.

M. RASSENEUR souhaite que les 2 poteaux d'éclairage, côté rue Hurette, soient remplacés par des poteaux de même style que ceux à mettre en œuvre dans le lotissement.

Il apprécie que le nouveau projet ait tenu compte de sa remarque concernant les lots en face de sa propriété (une maison au lieu de 2 habitations jumelées).

M. GEORGE signale qu'il a prévu une zone de stationnement face à la propriété de M et Mme RASSENEUR afin de faciliter le croisement de véhicules.

Il est ensuite donné lecture de deux lettres de remarques de M. et Mme BOUDRY-CAMPENER, domiciliés à Ramegnies-Chin, chaussée de Tournai, 45 et une lettre de Mme NYS, rue de la prévoyance, 63 à 7500 TOURNAI (propriétaire d'un champ à l'arrière du lotissement), lesquels signalent la présence du chemin n°8 donnant accès à leur propriété ainsi qu'un problème lié à la sécurité.

M. GEORGE fait remarquer qu'il ne modifie en rien l'accessibilité du sentier n°8, si ce n'est une légère amélioration au niveau de son accès.

J'ai ensuite annexé au présent procès-verbal les susdites réclamations écrites

J'ai ensuite clôturé le procès-verbal, les jours mois et an que dessus.";

Attendu que suite aux divers contacts avec les services techniques et IPALLE, le nouveau projet ne prévoit plus une épuration individuelle mais bien un réseau séparatif (eaux usées/eaux pluviales);

Vu les avis (sur les nouveaux plans) :

- d'IPALLE du 31 août 2015 (référence JVG/IS/002.15-395);
- du service mobilité du 23 septembre 2015 libellé comme suit : *"Après analyse des différents documents fournis, je n'ai plus de remarque à formuler par rapport à ce projet. Après obtention du permis, il y aura lieu de fournir le plan n°3b1 reprenant la signalisation envisagée, au service mobilité ainsi qu'au service de police de façon à pouvoir réglementer ces nouveaux aménagements."*;
- des services techniques communaux du 22 mars 2016 libellé comme suit : *"Faisant suite à ton courrier relatif à l'objet cité supra, voici quelques considérations :*
 - *les matériaux à mettre en œuvre seront conformes au cahier des charges type QUALIROUTES;*
 - *la sous-fondation sera de type 2 et de 25 cm d'épaisseur;*
 - *prévoir une bordure en béton type ID1 à la limite des propriétés de parcelle (présente au plan terrier mais absente aux profils en travers...);*
 - *respecter l'avis d'IPALLE, du SPW, des services de mobilité et de secours."*;
- de la zone de secours de Wallonie picarde du 12 août 2015 – dossier 5016;
- du SPW-DGO3 direction des routes de Mons du 7 août 2015 confirmant son avis du 16 janvier 2013 (réf. LUC/N50/G19/6-L2012/00049);

Attendu que, suite aux remarques émises durant l'enquête publique et après une visite sur place, il a été demandé au géomètre d'adopter le plan 3b1 d'équipement de voirie pour la rue Hurette;

Vu le plan 3b1 modifié en conséquence par le géomètre;

Vu l'accord de l'ingénieur communal sur ce plan;

Attendu que, suite à ce plan modifié, il peut être considéré qu'il a été tenu compte des remarques émises durant l'enquête publique;

Attendu qu'il s'agit d'un dossier introduit avant le 1er septembre 2010, à savoir avant l'introduction dans le CWATUPE du permis d'urbanisation tel que prévu dans le décret du 30 avril 2009;

Vu le projet de convention annexé à la demande;

Vu le libellé de l'article 129 § 1er du CWATUPE (avant l'introduction du décret du 30 avril 2009)

traitant de l'instruction d'une demande de permis de lotir avec création de voirie, à savoir : *"Article 129 § 1er : sans préjudice de l'application de l'article 57, alinéa 1er, lorsque le collège des bourgmestre et échevins constate que le permis peut être accordé en ce qui le concerne, l'instruction de la demande est soumise aux formalités complémentaires ci-après :*

1. *Le collège des bourgmestre et échevins soumet la demande à enquête publique, dont les frais sont à charge du demandeur;*
2. *Le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête et délibère sur les questions de voirie avant que le collège des bourgmestre et échevins statue sur la demande de permis."*;

Vu la décision du collège communal du 2 septembre 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour et 2 abstentions;

PREND CONNAISSANCE

de la teneur des remarques issues de l'enquête publique effectuée du 21 août 2015 au 8 septembre 2015 et du procès-verbal libellé comme suit :

"L'an deux mille quinze le huit du mois de septembre,

Je, soussigné Monsieur Robert DELVIGNE (représenté par M. VACHAUDEZ), échevin de la Ville de Tournai, délégué par le collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le vingt et un août deux mille quinze au sujet de la demande de Monsieur GEORGE Christian (mandaté par la SA DELBOMAT), dont les bureaux se trouvent à 7700 MOUSCRON, rue du Roitelet n°13, relative à la demande de permis de lotir pour la réalisation d'un lotissement de 23 lots dont 19 lots à bâtir (habitation unifamiliale) le long d'une nouvelle voirie à créer avec ses équipements, 1 lot pour une cabine électrique, 1 lot pour un bassin de tamponnement et 1 lot zone verte à TOURNAI (Ramegnies-Chin), rue Hurette (zone arrière de la chaussée de Tournai) cadastré 31ème division, section C, n°s 158, 161, 162.

Me suis rendu à l'hôtel de ville, lieu indiqué où se sont présentés :

- M. et Mme G. RASSENEUR rue Hurette, 15 Ramegnies-Chin;*
- M. C. GEORGE, auteur de projet.*

Mme RASSENEUR met en évidence des problèmes de circulation déjà existants à l'heure actuelle vue la faible largeur de la voirie.

M. RASSENEUR souhaite que les 2 poteaux d'éclairage, côté rue Hurette, soient remplacés par des poteaux de même style que ceux à mettre en œuvre dans le lotissement.

Il apprécie que le nouveau projet ait tenu compte de sa remarque concernant les lots en face de sa propriété (une maison au lieu de 2 habitations jumelées).

M. GEORGE signale qu'il a prévu une zone de stationnement face à la propriété de M et Mme RASSENEUR afin de faciliter le croisement de véhicules.

Il est ensuite donné lecture de deux lettres de remarques de M. et Mme BOUDRY-CAMPENER, domiciliés à Ramegnies-Chin, chaussée de Tournai, 45 et une lettre de Mme NYS, rue de la Prévoyance, 63 à 7500 TOURNAI (propriétaire d'un champ à l'arrière du lotissement), lesquels signalent la présence du chemin n°8 donnant accès à leur propriété ainsi qu'un problème lié à la sécurité.

M. GEORGE fait remarquer qu'il ne modifie en rien l'accessibilité du sentier n°8, si ce n'est une légère amélioration au niveau de son accès.

J'ai ensuite annexé au présent procès-verbal les susdites réclamations écrites.

J'ai ensuite clôturé le procès-verbal, les jours mois et an que dessus.";

DECIDE

d'approuver le principe de création d'une voirie et de ses équipements à réaliser dans ledit lotissement aux conditions de la convention Ville/lotisseur dont les termes suivent :

"Lotissement sis à Tournai (Ramegnies-Chin)

CONVENTION

Entre les soussignés :

- d'une part, l'administration communale de Tournai, représentée par son Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et son Directeur général, Thierry LESPLINGART, agissant en vertu de la délibération du conseil communal du 24 octobre 2016, relative à l'aménagement par

des particuliers d'une voirie et des équipements publics dans le périmètre d'un lotissement destiné à la construction d'habitations,
ci-après dénommée "LA VILLE"
- d'autre part, la NV DELBOMAT, ci-après dénommée «LE LOTISSEUR» dont les bureaux sont situés à 9790 WORTEGEM-PETEGEM, n°146, Waregemsweg,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Lotissement à Tournai (Ramegnies-Chin), rue de Froyennes, sur les parcelles cadastrales Tournai 2ème division, section C, n°158,161 et 162.

Superficie du périmètre du lotissement : 2 ha 21 a 20 ca

Superficie finale du lotissement : 1 ha 46 a 66 ca

Equipements.

- voiries et parkings latéraux longilignes éventuels (fondation, revêtements hydrocarbonés)
- bordures préfabriquées et bordures filets d'eau préfabriquées en béton
- égouttage séparatif : eaux usées et eaux pluviales selon prescriptions de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) et du service technique de la Ville
- trottoirs (dalles de ciment ou pavé-béton)
- raccordements particuliers et raccordements d'avaloirs
- création de zone verte ou bassin d'orage
- pose d'impétrants
- zone de parage des véhicules.

Aux termes de la présente convention, il y a lieu d'entendre :

- par collège : le collège communal de la Ville de Tournai
- par fonctionnaire délégué : le fonctionnaire visé à l'article 95 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de urbanisme, du patrimoine et de l'énergie
- par charges d'équipement, on entend notamment les charges consistant en :
 - * la construction de voiries desservant le lotissement, comprenant les zones de stationnement contiguës aux voiries non compris les trottoirs sauf ce qui est dit à l'article 12
 - * la construction d'un réseau de distribution d'eau
 - * la construction d'un réseau de distribution de gaz le cas échéant et selon le choix de l'intercommunale
 - * la construction d'un réseau d'égouts séparatifs selon prescriptions d'IPALLE et du service technique de la Ville de Tournai
 - * l'installation d'un réseau électrique pour fourniture électrique
 - * la prévention incendie
 - * le téléphone
 - * la télédistribution
 - * l'éclairage public
 - * les plantations
 - * les espaces verts
 - * le bassin d'orage
 - * les travaux à réaliser dans la rue Hurette
 - * les équipements communautaires...

CHAPITRE I : CHARGES IMPOSEES AU LOTISSEUR

Article 1. OBJET

Le lotisseur s'engage à réaliser, dans les 5 ans à dater de la délivrance du permis de lotir, le lotissement et ce, dans le respect des prescriptions urbanistiques qui seront prises dans le permis de lotir délivré par le collège communal.

Pendant toute la durée des travaux routiers (éventuellement en 2 phases), le périmètre du lotissement sera considéré comme un chantier fermé soustrait à la circulation du public et signalisé comme tel par les soins du lotisseur.

Conformément à l'article 95 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, le lotisseur s'oblige à exécuter les charges d'équipements imposées ou à les cautionner avant de "procéder à la division autorisée par le permis de lotir".

Les permis d'urbanisme ne seront délivrés au plus tôt que 10 jours après la réception provisoire des voiries et de leurs équipements par le collège.

L'accomplissement de cette formalité est constaté par un certificat délivré par le collège communal et notifié au lotisseur par envoi recommandé à la poste dans les quinze jours de la visite de réception provisoire.

Le collège transmet copie de ce certificat au fonctionnaire délégué.

Article 2. COUT

Le lotisseur s'engage à supporter le coût réel des travaux visés à l'article 1er (la pose des câbles et canalisations de tous les réseaux devant se faire en une tranchée unique pour autant que les obligations des concessionnaires soient rencontrées) ainsi que tous les frais généraux y afférents. Les frais à supporter par le lotisseur comprennent, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative, :

1. L'élaboration des documents de l'entreprise comprend le métré, le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
2. La direction, le contrôle et la réception des travaux en collaboration avec le collège communal;
3. L'exécution des travaux et la coordination sécurité;
4. La surveillance qui s'effectuera en coordination parfaite avec le collège communal ou son représentant;
5. La constitution de tous les documents nécessaires à la rétrocession de la future voirie dans le domaine public;
6. Le plan des voiries et autres à verser dans le domaine public sera annexé en 5 exemplaires à la demande de réception définitive.

CHAPITRE II : EXECUTION DES TRAVAUX PAR LE LOTISSEUR

A. Réalisation des travaux

A.1. Communication du dossier des travaux

Article 3.

Sous réserve de la mise en oeuvre immédiate des permis, le lotisseur communique, dans un délai de 3 mois à partir de la délivrance du permis de lotir et du permis de travaux techniques, à l'administration communale le dossier complet des documents de l'entreprise ainsi que toutes les pièces justificatives y afférentes. A défaut, dans ce délai de trois mois, il avertit l'administration communale de ses intentions et prévisions de mise en oeuvre des permis, en en fixant éventuellement la date.

Dans tous les cas de mise en oeuvre reportée, le lotisseur reste obligé par la communication du dossier complet des documents de l'entreprise ainsi que toutes les pièces justificatives y afférentes. De même, il reste également obligé par la procédure suivante.

Dans le mois de la réception de ce dossier, l'administration communale vérifie s'il est conforme aux conditions posées par le permis de lotir et le permis technique d'ouverture de voirie et communique ses observations éventuellement au lotisseur.

Lorsque, en suite de ces observations, le lotisseur apporte des modifications aux documents initiaux, il est tenu de transmettre les documents modifiés accompagnés d'une note explicative à l'administration communale laquelle dispose d'un délai d'un mois à dater de leur réception pour se prononcer.

A défaut de réponse dans les délais prévus, "l'approbation" du collège est réputée acquise.

Article 4.

Sur base des documents acceptés par l'administration communale, le lotisseur conclut un contrat d'entreprise avec un entrepreneur agréé.

Si le lotisseur est un entrepreneur agréé, il peut assurer lui-même l'entreprise.

Un exemplaire de ces documents signés par l'entrepreneur adjudicataire cocontractant est transmis à l'administration communale en même temps que les cahier des charges, métrés et plans d'exécution approuvés.

Le lotisseur joint aux documents précités la preuve de paiement des assurances "tout risque chantier".

L'administration communale communique ses observations éventuelles dans les trente jours de la réception des documents d'entreprise.

Elle dispose d'un délai de même durée pour statuer sur les documents modifiés à sa demande.

Le refus "d'approbation" des documents doit être motivé et communiqué au lotisseur. A défaut de réponse dans les délais prévus, "l'approbation" du collège est réputée acquise.

A.2. Communication de l'ordre de débiter les travaux

Article 5,

Le lotisseur communique à l'administration communale au moins dix jours à l'avance, une copie de l'ordre de débiter les travaux.

L'administration communale désigne le préposé chargé de la surveillance des travaux et communique cette désignation au lotisseur dans les dix jours de la réception du document visé à l'alinéa 1er.

En aucun cas, la présence du préposé communal chargé de la surveillance des travaux ne peut avoir pour effet d'exonérer le lotisseur de ses responsabilités.

A.3. Constatation des manquements du lotisseur à ses obligations.

Article 6.

Tous les manquements aux obligations stipulées dans les documents de l'entreprise ou aux règles de l'art sont constatés dans un procès-verbal dressé par le collège communal et dont une copie est transmise dans les meilleurs délais, par lettre recommandée à la poste, dans les cinq jours au lotisseur, à l'auteur de projet et à l'entrepreneur.

Le collège peut, dès la constatation du manquement grave, décider l'arrêt total ou partiel des travaux. Il notifie sa décision au lotisseur, à l'auteur de projet et à l'entrepreneur par lettre recommandée à la poste.

Dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date postale de la transmission du procès-verbal prévu à l'alinéa 1er, le lotisseur est tenu soit de s'exécuter, soit de faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée à la poste adressée au collège. Son silence est considéré comme une reconnaissance des faits constatés.

En cas de désaccord persistant, le lotisseur peut exiger que l'objet du manquement soit vérifié par un expert. Celui-ci est désigné conjointement par les parties.

A défaut de s'entendre, chaque partie désigne un expert. Le cas échéant, les experts désignés s'en adjoignent un troisième qui les départagera.

La partie, qui s'abstient de désigner un expert dans les dix jours de la mise en demeure adressée par lettre recommandée à la poste, est présumée s'en remettre aux constatations faites par l'expert désigné par l'autre partie.

B. Réception provisoire des travaux

Article 7

Le lotisseur informe le collège de l'achèvement des travaux d'équipement. Dans les 30 jours de cette notification, le collège ou le technicien qu'il désigne procède à la visite des lieux et dresse le procès-verbal constatant soit la réception provisoire soit le refus de réception des travaux en le motivant. Dans cette seconde hypothèse, le lotisseur remédie aux manquements constatés et demande à nouveau la réception provisoire.

Le collège transmet au fonctionnaire délégué copie du procès-verbal constatant la réception provisoire des travaux.

Pendant la période de garantie de deux années, le lotisseur exécute, à la demande du collège, toutes les réparations nécessaires pour maintenir ou remettre les travaux en bon état d'entretien.

C. Réception définitive

Article 8.

La réception définitive des travaux a lieu, à la demande du collège ou du lotisseur, deux ans après la date de la réception provisoire.

Le collège ou le technicien, qu'il désigne, procède à la visite des lieux et dresse le procès-verbal constatant soit la réception définitive soit le refus de réception des travaux.

Dans ce dernier cas, le lotisseur remédie aux manquements constatés et signalés au procès-verbal et demande à nouveau la réception définitive.

CHAPITRE III : RETROCESSION

Article 9. BORNAGE

Le lotisseur fait délimiter et borner à ses frais les terrains affectés à la voirie ou réservés pour des espaces communautaires.

Afin de matérialiser l'alignement, cette délimitation s'effectue sous l'autorité du collège. Le plan de bornage de ces terrains est envoyé à la Ville et annexé à l'acte de cession.

Article 10.

Le lotisseur s'engage à céder gratuitement à la Ville de Tournai et sans frais pour elle à la date qu'elle fixera et, en tout cas, lors de la réception définitive des travaux, la propriété quitte et libre de toutes charges d'une part, des terrains sur lesquels doivent être établis la voie publique, ses dépendances et les équipements publics prévus à la présente convention et, d'autre part, la propriété quitte et libre de toutes charges de ces voiries, dépendances et équipements.

Toutefois, si pour des raisons techniques, certains équipements ne pouvaient être implantés comme prévu, en bordure de la voirie, la Ville ne reprendrait que les équipements et non la propriété sur laquelle ils sont établis.

En référence à la décision du collège communal en séance du 19 avril 2013, le bassin d'orage et/ou la (les) zone(s) vertes ne sera (seront) pas repris, ni intégré(s) dans le domaine public, pour rester totalement dans la propriété et la gestion du lotisseur ou du lotissement par acte de base.

Le lotisseur par l'entremise de ses actes de vente de terrain s'engage à permettre à la Ville d'avoir accès à ces équipements afin d'effectuer tous les travaux de quelque nature que ce soit qui pourraient s'imposer à l'avenir.

Article 11.

La Ville s'engage, après la réception définitive des travaux visés à l'article 1er des présentes, à

reprendre gratuitement les surfaces et les équipements de voirie dans les limites reprises au plan de rétrocession visé à l'article 2 point 6 ci-avant et de les verser de ce fait dans le domaine public.

CHAPITRE IV : TROTTOIRS

Article 12.

Le lotisseur s'engage à réaliser les trottoirs devant les lots vendus et bâtis à raison d'un groupe d'au moins 3 lots.

Le trottoir sera réalisé de la manière suivante :

- fondation en sable ciment de 15 cm d'épaisseur
- bain de mortier de 2 cm d'épaisseur
- dalle en béton grise côté 30 x 30 x épaisseur 5 cm .

Ou

- fondation en sable ciment de 15 cm d'épaisseur
- lit de sable non stabilisé de 3 cm minimum
- pavés béton gris clair 110/220/80 posés à joints contrariés en rangs parallèles aux bordures.

Ces travaux seront réalisés conformément au CCT RW 99, dans les règles de l'art par un entrepreneur agréé.

Fait à Tournai, le

Chacune des parties ayant reçu son original.

La Ville de Tournai,

Le Directeur général, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS

Le lotisseur,

La NV DELBOMAT".

19. Eclairage public. Phase 1. Remplacement de 203 lampes à vapeur de mercure à haute pression. Approbation.

Le **président** d'assemblée propose à l'assemblée d'examiner les points 19 à 24 ensemble, dès lors qu'ils portent sur le même objet.

D'emblée, Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, intervient comme suit :

"Je suppose que le bon de commande a été renvoyé fin août 2016. Ceci fera gagner de l'argent à la Ville et lui permettra de bénéficier d'un éclairage LED moderne.

Pouvez-vous me préciser le choix du blanc ? Chaud (moins dur, car couleur "crème") ou froid (blanc hiver) ?"

Le **président** d'assemblée lui répond que, de manière générale, on aura plus tendance à utiliser des blancs affirmés pour accroître le sentiment de sécurité comme l'ont révélé de nombreuses études. Ces blancs se rapprochent de la lumière du jour.

Répondant à la question posée par Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, le président d'assemblée donne les précisions suivantes concernant le coût de l'éclairage public :

"Comment fonctionne le paiement de la consommation électrique des points lumineux publics ?

Un particulier a un compteur. Ce qu'il paie, c'est sa consommation réelle. Ce n'est pas le cas pour les villes.

Dans une ville, on compte le nombre de points lumineux et on fait un calcul de la consommation par point lumineux en fonction de la technologie utilisée. Quand vous changez de technologie, on recalcule le coût du point lumineux en fonction de la consommation moyenne liée à cette nouvelle technologie.

Pourquoi est-ce approximatif ? Parce qu'en réalité, si un point lumineux est défaillant et que cela n'a pas été signalé au moyen de son numéro d'identification, aussi longtemps qu'il n'est pas signalé, on considère qu'il fonctionne. Il faut donc toujours être attentif. C'est ce que fait notre échevin délégué à la fonction maïorale. Dès qu'un point lumineux est défaillant, il faut le communiquer. Sinon, c'est une perte pour la collectivité. C'est un appel aussi aux citoyens. C'est un acte de civisme et citoyenneté. On ne paie pas la consommation réelle, mais la consommation estimée sur base de ce que je viens de décrire."

Monsieur l'Echevin **Philippe ROBERT** ajoute qu'en 2016-2017-2018, 1.800 points lumineux seront modernisés, soit un sixième des points lumineux de la ville.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu sa décision du 10 novembre 2014 d'approuver les termes de la convention-cadre ayant pour objet la fixation des modalités de financement et remboursement par la Ville de Tournai du remplacement des lampes à vapeur de mercure haute pression sur le territoire de Tournai;

Vu la décision du collège communal du 22 janvier 2016 d'inviter l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) à :

- proposer une alternative au remplacement des appareils HgHP (lampes à vapeur de mercure à haute pression) programmé à l'horizon 2018, via l'obligation de service public (OSP), favorisant l'utilisation généralisée de la technologie à diode électroluminescente (DEL, en anglais : Light-Emitting Diode, LED) munie d'un système d'alimentation (écrêtage ou dimming) de manière à obtenir des gains énergétiques conformes aux objectifs de la stratégie définie par le plan de gestion 2016-2020 approuvé par le conseil communal du 26 octobre 2015;
- de ne plus proposer que la technologie à diode électroluminescente + dimming pour les extensions de réseau d'éclairage public (lotissements, nouvelles voiries, etc.);

Considérant qu'en date du 17 août 2016, ORES a fait parvenir à l'administration différents dossiers relatifs au remplacement des lampes à vapeur de mercure à haute pression au terme desquels l'ensemble des dépenses liées dépasse le seuil de délégation du conseil communal au collège communal;

Considérant qu'une première phase de remplacement portant sur 203 points lumineux, s'élève à 96.333,98€ hors TVA soit 116.554,12€ TVA comprise avec une intervention OSP d'ORES de 50.750,00€ hors TVA soit 61.407,50€ TVA comprise et se solde donc par un investissement pour la ville de 45.583,98€ hors TVA, soit 55.156,62€ TVA 21% comprise;

Considérant que cet investissement peut bénéficier d'un préfinancement Sowafinal en le sollicitant auprès d'ORES à concurrence d'un remboursement de 4.558,40€ hors TVA soit 5.515,66€ TVA comprise/an sur 10 ans à partir de 2017;

Considérant que des crédits adéquats devront être inscrits aux budgets extraordinaires 2017 et suivants pour faire face à ce remboursement;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver la commande auprès d'ORES, dans le cadre du projet d'amélioration de l'éclairage public, du remplacement de 203 luminaires avec lampe vapeur de mercure haute pression s'élevant à 96.333,98€ hors TVA soit 116.554,12€ TVA comprise avec une intervention OSP d'ORES de 50.750,00€ hors TVA soit 61.407,50€ TVA comprise;
- de solliciter le bénéfice du préfinancement Sowafinal auprès d'ORES à concurrence du solde s'élevant à 45.583,98€ hors TVA, soit 55.156,62€ TVA 21% comprise;
- de prévoir les crédits adéquats permettant de faire face au remboursement de ce préfinancement aux budgets extraordinaires 2017 et suivants.

20. Eclairage public. Phase 1. Remplacement de 12 lampes supplémentaires à vapeur de mercure. Élaboration du projet. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 3, §2;

Vu les statuts d'ORES ASSETS, notamment les articles 3 A.5, 9 et 47;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment l'article 3;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai.

Vu sa décision prise en date du 1er juillet 2013 de renouveler l'adhésion de la Ville de Tournai à la centrale de marchés constituée par l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) devenue ORES ASSETS, pour l'ensemble de ses besoins en matière de travaux de pose d'installations d'éclairage public, et ce pour une durée de six ans à dater du 1er juin 2013, et de la mandater expressément pour :

- procéder à toutes les formalités et prestations requises par la procédure;
- procéder à l'attribution et à la notification des marchés;

Considérant qu'en vertu de l'article 18, 1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de la susdite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif;

Considérant qu'en vertu des statuts d'ORES ASSETS, à laquelle la Ville est affiliée, celle-ci s'est dessaisie, à titre exclusif et avec pouvoir de substitution, du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient;

Considérant, dès lors, que la Ville doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public;

Considérant qu'en même séance, est présentée pour approbation la première phase de remplacement de lampes à vapeur mercure qui porte sur 203 points lumineux;

Considérant, toutefois, qu'ORES ASSETS a fait parvenir, en date du 17 août 2016, un projet complémentaire de remplacement de lampes à vapeur mercure portant sur 12 points lumineux supplémentaires et qui est estimé provisoirement à 9.733,64€ TVA comprise (travaux, fournitures et prestations comprises) - prix basé sur les conditions du jour;

Considérant qu'ORES ASSETS assure ces prestations (étude en ce compris l'élaboration des documents du marché, l'élaboration du rapport d'attribution, le contrôle du chantier et l'établissement du décompte) au taux de 16,5% et qu'elles sont estimées dans le cas présent à 1.378,57€ TVA comprise;

Considérant que le conseil communal est invité à prendre deux délibérations conformément aux modèles de la circulaire de Monsieur de Ministre P. FURLAN, pour la réalisation d'un projet d'éclairage public et pour le marché de fournitures du matériel;

Considérant qu'il appartient au conseil communal, dans un premier temps, d'approuver le principe de l'élaboration du projet d'amélioration de l'éclairage public par ORES ASSETS, portant sur 12 points lumineux supplémentaires;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de faire élaborer un projet de modernisation des installations d'éclairage public portant sur 12 points lumineux supplémentaires, pour un budget estimé provisoirement à 9.733,64€ TVA comprise.

Article 2 : de confier à ORES ASSETS, en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des dispositions statutaires, l'ensemble des prestations de service liées à l'élaboration et à la bonne exécution du projet, soit :

- 2.1. la réalisation des études requises pour l'élaboration de l'avant-projet et du projet, en ce compris l'établissement du cahier spécial des charges et des documents (plans, annexes, avis de marché, modèle d'offre), l'assistance au suivi des procédures préalables à l'attribution, notamment les éventuelles publications ou consultations et l'analyse des offres du marché de fourniture du matériel d'éclairage public;
- 2.2. l'établissement d'une estimation du montant des fournitures et des travaux de pose requis pour l'exécution du projet;
- 2.3. l'assistance à l'exécution et à la surveillance du/des marché(s) de fournitures et de travaux de pose ainsi que les prestations administratives liées à ceux-ci, notamment les décomptes techniques et financiers.

Article 3 : pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale des marchés.

Article 4 : que les documents repris aux points 2.1 et 2.2 ci-avant devront parvenir à la Ville dans un délai de 20 jours ouvrables pour l'avant-projet à dater de la notification faite de la présente délibération à ORES ASSETS et de la transmission des informations relatives aux modifications de voiries, le cas échéant, et dans un délai de 35 jours ouvrables pour le projet à dater de la réception de l'accord de l'administration communale sur tous les documents constituant l'avant-projet. Les délais de 20 et 35 jours fixés ci-avant prennent cours à compter du lendemain de l'envoi postal (la date de la poste faisant foi) ou de la réception par fax des documents ci-dessus évoqués.

Article 5 : de prendre en charge les frais exposés par ORES ASSETS dans le cadre de ses prestations (études, assistance technico-administrative, vérification et contrôle des décomptes techniques et

financiers,...). Ces frais estimés à 1.378,57€ TVA comprise seront facturés par ORES ASSETS au taux de 16,5% appliqué sur le montant total du projet majoré de la TVA.

Article 6 : de transmettre la présente délibération à ORES ASSETS pour dispositions à prendre.

21. Eclairage public. Phase 1. Remplacement de 12 lampes supplémentaires à vapeur de mercure. Projet. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 26;

Vu les statuts d'ORES ASSETS, notamment les articles 3 A.5, 9 et 47;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment l'article 3;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai.

Vu sa décision prise en date du 1er juillet 2013, de renouveler l'adhésion de la Ville de Tournai à la centrale de marchés constitué par ORES ASSETS pour l'ensemble de ses besoins en matière de travaux de pose d'installations d'éclairage public, et ce pour une durée de six ans à dater du 1er juin 2013, et la mandate expressément pour

- procéder à toutes les formalités et prestations requises par la procédure;
- procéder à l'attribution et à la notification des marchés;

Considérant qu'en vertu de l'article 18, 1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de la susdite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif;

Considérant qu'en vertu des statuts d'ORES ASSETS, à laquelle la Ville est affiliée, celle-ci s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient;

Considérant dès lors, que la Ville doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public;

Considérant qu'en cette même séance, il a été décidé du principe de réaliser les travaux et de charger ORES ASSETS de la réalisation des prestations de service liées et à la bonne exécution du projet de modernisation de l'éclairage public campagne de remplacement des lampes à vapeur de mercure à haute pression - Phase 1 - 2ème partie - Complément en fonds propres portant sur 12 luminaires supplémentaires et pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale de marchés;

Considérant qu'ORES ASSETS a établi le projet définitif ainsi que le montant des estimations des travaux de pose et fournitures requis pour la réalisation du projet s'élevant à 9.733,64€ TVA comprise et ventilé comme suit :

- fournitures : 6.955,20€ TVA comprise;
- pose : 1.399,87€ TVA comprise;
- services : 1.378,57€ TVA comprise;

Considérant que le montant des fournitures est inférieur à 85.000,00€ hors TVA;

Considérant qu'ORES ASSETS invite à prendre deux délibérations conformément aux modèles de ma circulaire FURLAN pour la réalisation d'un projet d'éclairage public et pour le marché de fournitures du matériel;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : d'approuver le projet de modernisation des installations d'éclairage public relative à la campagne de remplacement des lampes à vapeur de mercure à haute pression sur le territoire de Tournai - Phase 1 - 2ème partie - Complément en fonds propres, portant sur 12 points lumineux supplémentaires pour le montant estimatif de 9.733,64€ comprenant l'acquisition des fournitures, la réalisation de travaux, les prestations d'ORES ASSETS et la TVA.

Article 2 : de passer un marché public de fournitures de matériel d'éclairage public nécessaire à l'exécution de ce projet pour un montant estimé à 5.748,00€ hors TVA, soit 6.955,08€ TVA comprise, par procédure négociée sans publicité sur base de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : d'approuver le cahier spécial des charges et les documents du marché (annexes, modèles d'offre) présentés, relatifs à ce marché de fournitures.

Article 4 : d'arrêter, comme proposé par ORES ASSETS, la liste des fournisseurs à consulter comme suit :

Luminaires équipés de Led's :

- SCHREDER - Zoning Industriel, Rue du Tronquoy, 10 à 5380 FERNELMONT;
- FONDERIE ET MECANIQUE DE LA SAMBRE - Rue des 3 Frères Servais, 44 à 5190 JEMEPPE-SUR-SAMBRE;
- MOONLIGHT DESIGN, Jestsesteenweg, 409 à 1090 BRUXELLES.

Article 5 : concernant les travaux de pose requis pour l'exécution du projet, de recourir à l'entrepreneur désigné dans le cadre du marché pluriannuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour la Région administrative de Wallonie picarde, notamment pour l'administration communale de Tournai, conclu par ORES ASSETS en date du 1er janvier 2014 et ce, pour une durée de 3 ans.

Article 6 : Les dépenses relatives au marché de fournitures et à l'exécution des travaux de pose seront imputées en temps opportun sur l'article 426/735-60;

Article 7 : de transmettre la présente délibération à ORES ASSETS pour disposition à prendre.

22. Eclairage public. Phase 2. Remplacement de 240 lampes à vapeur de mercure. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu sa décision du 10 novembre 2014 d'approuver les termes de la convention-cadre ayant pour objet la fixation des modalités de financement et remboursement par la Ville de Tournai du remplacement des lampes à vapeur de mercure haute pression sur son territoire;

Vu la décision du collège communal du 22 janvier 2016 d'inviter ORES à :

- proposer une alternative au remplacement des appareils HgHP (lampes à vapeur de mercure à haute pression) programmé à l'horizon 2018, via l'obligation de service public (O.S.P.), favorisant l'utilisation généralisée de la technologie à diode électroluminescente (DEL, en anglais : Light-Emitting Diode, LED) munie d'un système d'alimentation (écrêtage ou dimming) de manière à obtenir des gains énergétiques susceptibles de rencontrer les objectifs de la stratégie définie par le plan de gestion 2016-2020 approuvé par le conseil communal du 26 octobre 2015;

- de ne plus proposer que la technologie à diode électroluminescente + dimming pour les extensions de réseau d'éclairage public (lotissements, nouvelles voiries, etc.);

Considérant qu'en date du 17 août 2016, ORES a fait parvenir à l'administration différents dossiers relatifs au remplacement des lampes à vapeur de mercure à haute pression et que l'ensemble des dépenses dépasse le seuil de délégation du conseil communal au collège communal;

Considérant qu'en même séance, est présentée pour approbation une première phase de remplacement de 203 points lumineux;

Considérant qu'une seconde phase de remplacement porte sur 240 points lumineux, s'élève à 151.706,44€ hors TVA avec une intervention d'OSP de 60.000,00€ et que l'investissement pour la Ville se monte, par conséquent, à 91.706,44€ hors TVA, soit 110.964,79€ TVA 21% comprise;

Considérant que cet investissement peut bénéficier d'un préfinancement Sowafinal d'un montant de 58.800,00€ hors TVA, soit 71.148,00€ TVA comprise en le sollicitant auprès d'ORES à concurrence d'un remboursement de 5.880,00€ hors TVA/an, soit 7.114,80 € /an TVA comprise sur 10 ans à partir de 2017;

Considérant que le solde à payer au terme des travaux s'élève à 32.906,44€ hors TVA soit 39.816,79€ TVA comprise;

Considérant que des crédits adéquats sont prévus au budget extraordinaire 2016 pour faire face aux dépenses liées à ces travaux;

Considérant que des crédits adéquats devront être inscrits au budget extraordinaire 2017 et suivants pour faire face au remboursement de la part préfinancée;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver cette seconde phase de remplacement des lampes à vapeur de mercure à haute pression sur le territoire de Tournai et de solliciter le bénéfice du préfinancement Sowafinal auprès d'ORES;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver la commande auprès d'ORES, dans le cadre du projet d'amélioration de l'éclairage public, du remplacement de 240 luminaires avec lampe vapeur de mercure à haute pression s'élevant à 151.706,44€ hors TVA, avec une intervention d'ORES de 50.750,00€ hors TVA;

- de solliciter le bénéfice du préfinancement Sowafinal auprès d'ORES à concurrence de 58.800,00€ hors TVA soit 71.148,00€ TVA 21% comprise;

- de supporter le solde à payer à l'issue des travaux, soit la somme de 32.906,44€ hors TVA (39.816,79€ TVA comprise), sur les crédits inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 426/735-60;

- de prévoir les crédits adéquats permettant de faire face au remboursement du préfinancement au budget extraordinaire 2017 et suivants.

23. Eclairage public. Phase 2. Remplacement de 18 lampes supplémentaires à vapeur de mercure. Élaboration du projet. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 3, §2;

Vu les statuts d'ORES ASSETS (anciennement IEH), notamment les articles 3 A.5, 9 et 47;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment l'article 3;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Vu sa décision prise en date du 1er juillet 2013 de renouveler l'adhésion de la Ville de Tournai à la centrale de marchés constituée par IEH devenue ORES ASSETS, pour l'ensemble de ses besoins en matière de travaux de pose d'installations d'éclairage public, et ce pour une durée de six ans à dater du 1er juin 2013, et de la mandater expressément pour :

- procéder à toutes les formalités et prestations requises par la procédure;
- procéder à l'attribution et à la notification des marchés;

Considérant qu'en vertu de l'article 18, 1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de la susdite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif;

Considérant qu'en vertu des statuts d'ORES ASSETS à laquelle la Ville est affiliée, celle-ci s'est dessaisie, à titre exclusif et avec pouvoir de substitution, du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient;

Considérant, dès lors, que la Ville doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de service liées à ses projets en matière d'éclairage public;

Considérant qu'en même séance, est présentée la seconde phase de remplacement de lampes à vapeur mercure qui porte sur 240 points lumineux;

Considérant, toutefois, qu'ORES ASSETS a fait parvenir, en date du 17 août 2016, un projet de remplacement de lampes à vapeur mercure complémentaire portant sur 18 points lumineux supplémentaires et qui est estimé provisoirement à 16.698,54€ TVA comprise (travaux, fournitures et prestations comprises) - prix basé sur les conditions du jour;

Considérant qu'ORES ASSETS assure ces prestations (étude, en ce compris l'élaboration des documents du marché et du rapport d'attribution, le contrôle du chantier et l'établissement du décompte) au taux de 16,5% et que ses prestations sont estimées dans le cas présent à 2.365,01€ TVA comprise;

Considérant que le conseil communal est invité à prendre deux délibérations, conformément aux modèles de la circulaire FURLAN, pour la réalisation d'un projet d'éclairage public et pour le marché de fournitures du matériel;

Considérant qu'il est proposé dans un premier temps d'approuver le principe de faire élaborer le projet d'amélioration de l'éclairage public par ORES ASSETS;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : d'élaborer un projet de modernisation des installations d'éclairage pour un budget estimé provisoirement à 16.698,54€ TVA comprise.

Article 2 : de confier à ORES ASSETS, en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des dispositions statutaires, l'ensemble des prestations de service liées à l'élaboration et à la bonne exécution du projet, soit :

2.1. la réalisation des études requises pour l'élaboration de l'avant-projet et du projet, en ce compris l'établissement du cahier spécial des charges et des documents (plans, annexes, avis de marché, modèle d'offre), l'assistance au suivi des procédures préalables à l'attribution, notamment les éventuelles publications ou consultations et l'analyse des offres du marché de fourniture du matériel d'éclairage public;

2.2. l'établissement d'une estimation du montant des fournitures et des travaux de pose requis pour l'exécution du projet;

2.3. l'assistance à l'exécution et à la surveillance du/des marché(s) de fournitures et de travaux de pose ainsi que les prestations administratives liées à ceux-ci, notamment les décomptes techniques et financiers.

Article 3 : pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale des marchés.

Article 4 : que les documents repris aux points 2.1 et 2.2 ci-avant devront parvenir à la Ville dans un délai de 20 jours ouvrables pour l'avant-projet à dater de la notification faite de la présente délibération à ORES ASSETS et de la transmission des informations relatives aux modifications de voiries, le cas échéant, et dans un délai de 35 jours ouvrables pour le projet à dater de la réception de l'accord de l'administration communale sur tous les documents constituant l'avant-projet. Les délais de 20 et 35 jours fixés ci-avant prennent cours à compter du lendemain de l'envoi postal (la date de la poste faisant foi) ou de la réception par fax des documents évoqués ci-dessus.

Article 5 : de prendre en charge les frais exposés par ORES ASSETS dans le cadre de ses prestations (études, assistance technico-administrative, vérification et contrôle des décomptes techniques et financiers...). Ces frais estimés à 2.365,01€ TVA comprise seront facturés par ORES ASSETS au taux de 16,5% appliqué sur le montant total du projet majoré de la TVA.

Article 6 : de transmettre la présente délibération à ORES ASSETS pour dispositions à prendre.

24. Eclairage public. Phase 2. Remplacement de 18 lampes supplémentaires à vapeur de mercure. Projet. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 26;

Vu les statuts d'ORES ASSETS, notamment les articles 3 A.5, 9 et 47;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment l'article 3;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Vu sa décision prise en date du 1er juillet 2013 de renouveler l'adhésion de la Ville de Tournai à la centrale de marchés constituée par IEH devenue ORES ASSETS, pour l'ensemble de ses besoins en matière de travaux de pose d'installations d'éclairage public, et ce pour une durée de six ans à dater du 1er juin 2013, et de la mandater expressément pour :

- procéder à toutes les formalités et prestations requises par la procédure;
- procéder à l'attribution et à la notification des marchés;

Considérant qu'en vertu de l'article 18, 1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de la susdite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif;

Considérant qu'en vertu des statuts d'ORES ASSETS, à laquelle la Ville est affiliée, celle-ci s'est dessaisie, à titre exclusif et avec pouvoir de substitution, du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient;

Considérant dès lors, que la Ville doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de service liées à ses projets en matière d'éclairage public;

Considérant qu'en cette même séance, il a été décidé de réaliser les travaux et de charger ORES ASSETS de la réalisation des prestations de service liées au projet de modernisation de l'éclairage public, campagne de remplacement des lampes à vapeur de mercure à haute pression - Phase 2 - Complément en fonds propres, portant sur 18 luminaires supplémentaires et pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale de marchés;

Considérant qu'ORES ASSETS a établi le projet définitif ainsi que les estimations des travaux de pose et des fournitures s'élevant à 16.698,54€ TVA comprise et ventilées comme suit :

- fournitures : 10.037,13€ TVA comprise;
- pose : 4.296,40€ TVA comprise;
- services : 2.365,01€ TVA comprise;

Considérant que le montant des fournitures est inférieur à 85.000,00€ hors TVA;

Considérant que le conseil communal est invité à prendre deux délibérations conformément aux modèles de la circulaire FURLAN, pour la réalisation d'un projet d'éclairage public et pour le marché de fournitures du matériel;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : d'approuver le projet de modernisation des installations d'éclairage public relatif à la campagne de remplacement des lampes à vapeur de mercure à haute pression sur le territoire de Tournai (phase 2 - complément en fonds propres), portant sur 18 points lumineux supplémentaires pour le montant estimatif de 16.698,54€ comprenant l'acquisition des fournitures, la réalisation des travaux, les prestations d'ORES ASSETS et la TVA.

Article 2 : de passer un marché public de fournitures de matériel d'éclairage public nécessaires à l'exécution de ce projet pour un montant estimé à 8.295,00 € hors TVA, soit 10.037,13 € TVA comprise, par procédure négociée sans publicité sur base de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : d'approuver le cahier spécial des charges et les documents du marché (annexes, modèle d'offre) relatifs à ce marché de fournitures.

Article 4 : d'arrêter, comme proposé par ORES ASSETS, la liste des fournisseurs à consulter comme suit :

Luminaires équipés de Led's - type 1 :

- PHILIPS BELGIUM - rue des Deux Gares, 80 à 1070 BRUXELLES;
- MELERVA - rue des Pays-Bas, 20 à 6061 MONTIGNIES-SUR-SAMBRE
- REXEL - ZI - Allée Centrale à 6040 JUMET

Luminaires équipés de Led's - type 2 :

- PHILIPS BELGIUM - rue des Deux Gares, 80 à 1070 BRUXELLES;
- MELERVA - rue des Pays-Bas, 20 à 6061 MONTIGNIES-SUR-SAMBRE
- REXEL - ZI - Allée Centrale à 6040 JUMET

Luminaires équipés de Led's - type 3 :

- SCHREDER - Zoning Industriel - rue du Tronquoy, 10 à 5380 FERNELMONT
- FONDERIE ET MECANIQUE DE LA SAMBRE - rue des 3 Frères Servais, 44 à 5190 JEMEPPE-SUR-SAMBRE
- MOONLIGHT DESIGN - Jetsesteenweg, 409 à 1090 BRUXELLES

Candélabres - type 4 :

- PYLONEN DE KERF - rue Monchamps, 3A à 4052 BEAUFAYT
- AXIOMA - Mannebeekstraat, 31 à 8790 WAREGEM
- METALOGALVA - Avenue Guillaume Poels, 8-10 à 1160 AUDEGHEM

Article 5 : concernant les travaux de pose requis pour l'exécution du projet, de recourir à l'entrepreneur désigné dans le cadre du marché pluriannuel de travaux de pose d'installations d'éclairage public pour la région administrative de Wallonie picarde notamment pour l'administration communale de Tournai, conclu par ORES ASSETS en date du 1er janvier 2014 et ce, pour une durée de 3 ans.

Article 6 : les dépenses relatives au marché de fournitures et à l'exécution des travaux de pose seront imputées sur l'article 426/735-60.

Article 7 : de transmettre la présente délibération à ORES ASSETS pour disposition à prendre.

25. École de Froidmont. Test d'infiltrométrie de l'air. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1, 1°c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105, §1er, 4° et 110, dernier alinéa;

Vu la note introduite par le service technique "Bâtiment", stipulant :

- "La valeur par défaut fixée par la Région wallonne pour les logiciels de réglementation de la performance énergétique des bâtiments (P.E.B.) étant très pénalisante, sans l'encodage de la valeur mesurée du débit de fuite d'air, la valeur de la performance énergétique des bâtiments (P.E.B.) finale du bâtiment est incorrecte et l'école de Froidmont sera considérée en "infraction P.E.B." et mise à l'amende;
- le test d'infiltrométrie "Blower Door Test"* constitue l'unique moyen de vérifier la qualité d'exécution de l'enveloppe du bâtiment, un soin tout particulier ayant été apporté à l'étanchéité à l'air et au bon placement des isolants lors des travaux de reconstruction de la nouvelle école;
- étant donné le courrier de la responsable P.E.B. adressé au collège communal, immatriculé le 8 février 2016 et repris en annexe, confirmant la réelle obligation de réaliser ce test d'infiltrométrie;
- étant donné la seule offre qui nous est parvenue, immatriculée le 23 février 2016 et également reprise en annexe, au montant de 1.095,05€ TVA comprise (établi le 22 février 2016, valable deux mois);
- étant donné qu'il est en outre conseillé de réaliser ce test le plus rapidement (idéalement avril);

Nous suggérons dès lors au collège communal d'approuver ce devis pour réalisation du test d'infiltrométrie "Blower Door Test" afin de renseigner la réelle performance de l'étanchéité à l'air du bâtiment";

Considérant que, pour ce faire, trois firmes ont été contactées et qu'une seule a répondu, à savoir ALTEA ENERGIE, rue des Frères Wright, 29 - boîte 4 à 6041 Charleroi, pour un montant s'élevant à 1.095,05€ TVA comprise;

Considérant que la firme ALTEA ENERGIE, rue des Frères Wright, 29 - boîte 4 à 6041 Charleroi, a remis une offre conforme et dont le montant est jugé acceptable par l'auteur de projet;

Considérant que ce marché de services est estimé à 1.095,05€ TVA comprise et peut donc être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

(*Le "Blower Door Test" est un test de pressurisation du bâtiment dont le but est de déceler les faiblesses de l'étanchéité à l'air. Concrètement, un ventilateur est fixé dans l'ouverture la plus étanche à l'air et place le bâtiment en surpression/dépression à une différence de pression de 50Pa entre extérieur et intérieur. Toutes les modalités liées à la préparation du bâtiment et à la méthode de mesurage sont décrites dans la norme NBN EN 13829 et dans les spécifications supplémentaires publiées sur le site EPBD.)

Vu sa décision du 15 avril 2016 de passer un marché de services relatif au test d'infiltrométrie de l'air (Blower Door Test) à la nouvelle école de Froidmont, par procédure négociée, conformément à l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et de désigner, comme prestataire de ce marché, la firme ALTEA ENERGIE, rue des Frères Wright, 29 - boîte 4 à 6041 Charleroi, au montant de son offre qui s'élève à 1.095,05€ TVA comprise;

Considérant qu'en même séance, il a été décidé d'imputer cette dépense à l'article 722/122-02 du budget ordinaire;

Considérant qu'il appert que cette dépense relève du budget extraordinaire;

Vu la facture datée du 10 juin 2016 émanant de la firme ALTEA ENERGIE d'un montant de 1.095,05€ TVA comprise;

Considérant que les délais de paiement sont dépassés et qu'il y a lieu de ne pas pénaliser la susdite firme pour des problèmes comptables;

Considérant qu'un crédit de 33.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire sous l'article 722/733-60 pour des études à réaliser dans diverses écoles;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 septembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

de la décision du collège communal du 2 septembre 2016 prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité :

- Il est passé un marché de services relatif au test d'infiltrométrie de l'air (Blower Door Test) à la nouvelle école de Froidmont;
- Ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services, avec la firme ALTEA ENERGIE, rue des Frères Wright, 29 - boîte 4 à 6041 Charleroi, au montant de son offre qui s'élève à 1.095,05 € TVA comprise;
- Ce marché est constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 §1er 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

26. Service des espaces verts. Rumillies. Mission complète d'auteur de projet. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le **président** d'assemblée signale d'emblée que l'information suivante a été ajoutée au projet de délibération :

"Considérant qu'en séance du 14 octobre 2016, le collège communal a décidé de renoncer à attribuer le marché relatif à la démolition de l'ancienne maison communale de Rumillies et de la grange existante conformément de l'article 35 de la loi du 15 juin 2006 au motif que le permis d'urbanisme a été refusé par le fonctionnaire délégué."

Il poursuit son intervention comme suit :

"Je rappelle que le fonctionnaire délégué à Mons avait refusé la démolition de l'ancienne maison communale, dont la valeur patrimoniale avait été affirmée. De ce fait, nous avons dû modifier notre approche pour la future implantation de notre service espaces verts."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 article 26, §1er, 1°a relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 § 3;

Considérant qu'en séance du 14 octobre 2016, le collège communal a décidé de renoncer à attribuer le marché relatif à la démolition de l'ancienne maison communale de Rumillies et de la grange existante, conformément à l'article 35 de la loi du 15 juin 2006 au motif que le permis d'urbanisme a été refusé par le fonctionnaire délégué;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif des prestations complètes d'auteur de projet relatives à la conception et au suivi de l'exécution de diverses infrastructures pour le service des espaces verts, sur un terrain sis rue Monseigneur Deschamps, 1 à 7540 Rumillies, suivant 4 phases particulières:

1. Démolition de la grange à front de voirie
2. Réalisation d'une serre de culture à parois plastifiées
3. Réalisation d'un hangar pour petit matériel et petits entretiens, ajout d'un carport abri véhicules du service
4. Reconditionnement de l'ancienne maison communale en bureaux et locaux pour le personnel;

Considérant que les services offerts dans la mission d'auteur de projet consisteront en l'étude complète, la conception, l'avant-projet et le projet pour exécution, l'établissement des documents administratifs et techniques en vue de leur publication au bulletin des adjudications, le contrôle de l'exécution des travaux, l'assistance aux opérations de réception et l'établissement des décomptes dans le cadre des marchés de travaux;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 70.000,00€ hors TVA, soit 84.700,00€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 123.000,00€ sont inscrits à l'article 766/733-60 du budget extraordinaire 2016;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée conformément à l'article 26, §1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de services relatif aux prestations complètes d'auteur de projet concernant la conception et le suivi de l'exécution de diverses infrastructures pour le service des espaces verts, sur un terrain sis rue Monseigneur Deschamps, 1 à 7540 Rumillies, suivant 4 phases particulières, dont le coût est estimé à 70.000,00€ hors TVA, soit 84.700,00€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 123.000,00€ sont inscrits à l'article 766/733-60 du budget extraordinaire 2016.

Article 5 : de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.

27. Tournai "commune pilote Wallonie cyclable". Acquisition d'une balayeuse pour pistes cyclables. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le **président** d'assemblée précise d'emblée que ce point a également été complété suite à une question posée par le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT, en commission budgétaire à propos du coût de la balayeuse.

Il est précisé que cette balayeuse pourra également servir au déneigement, au salage et au désherbage des pistes cyclables.

Pour la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, "c'est certainement un bon investissement, car les vélos détériorent beaucoup moins les routes que les véhicules."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §2d relatif à la procédure négociée directe avec publicité;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 61 et suivants;

Vu la note du conseiller en mobilité qui stipule :

"La ville de Tournai est "commune Wallonie cyclable". L'un des volets de ce plan est relatif à l'acquisition d'une balayeuse de rue étroite afin de pouvoir entretenir les 80 kilomètres de pistes cyclables sur l'entité de Tournai.

Considérant que cette balayeuse pourra également servir au déneigement, au salage et au désherbage des pistes cyclables;

Un subside est prévu pour un montant de 139.500,00€ et le reste de la somme (15.500,00€) est prévu au budget communal.

L'achat de cette balayeuse est l'une des fiches "actions" validées par le collège communal dans le cadre du plan communal cyclable.

Un crédit de 155.000,00€ est prévu en modification budgétaire n°2 du budget extraordinaire 2016 pour l'achat de cette balayeuse.

Le personnel communal, qui sera assigné à la conduite de cette balayeuse, sera formé par le fournisseur (clause du cahier des charges).";

Considérant que l'estimation du marché s'élève à 128.099,17€ hors TVA soit 155.000,00€ TVA 21% comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée avec publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition d'une balayeuse pour pistes cyclables estimée à 128.099,17€ hors TVA soit 155.000,00€ TVA 21% comprise.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée directe avec publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :
- une déclaration du chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché pour les trois derniers exercices - seuil minimal de 300.000,00€;
- une note de présentation relative à deux références pour des fournitures équivalentes d'un montant minimum de 100.000,00€ ayant eu lieu au cours des trois dernières années.

Par le seul fait de déposer leur offre, les soumissionnaires attestent ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits en modification budgétaire extraordinaire n°2 sous l'article 421/743-98 à concurrence de 155.000,00€ (139.500,00€ en subside et 15.500,00€ en fond de réserve).

28. Fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 11 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 2 septembre 2016 réceptionnée le 5 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes, et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire;

Considérant qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 septembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 13 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	28.280,21€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.675,71€
Recettes extraordinaires totales	4.485,19€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	4.485,19€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.135,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	28.630,40€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	32.765,40€
Dépenses totales	32.765,40€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

29. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Modification budgétaire 2016 n ° 1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 26 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 30 août 2016 réceptionnée le 31 août 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai et approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire;

Considérant qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice;

Considérant qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 septembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 24 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	54.819,92€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	25.957,70€
Recettes extraordinaires totales	132.889,84€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	9.332,80€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	11.930,00€

Dépenses ordinaires du chapitre II totales	52.222,72€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	61.118,04€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	187.709,76€
Dépenses totales	187.709,76€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai
- à l'organe représentatif agréé (évêché de Tournai).

30. Fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 11 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 13 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain, et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que

les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 11 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	34.673,44€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	31.839,44€
Recettes extraordinaires totales	14.793,66€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	14.791,66€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.133,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	43.332,10€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	2,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	49.467,10€
Dépenses totales	49.467,10€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

31. Fabrique d'église Saint-Amand à Tournai (Allain). Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 27 juin 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Tournai (Allain) arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Amand à Tournai (Allain) et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 27 juin 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Tournai (Allain) arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	23.539,04€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.852,04€
Recettes extraordinaires totales	4.738,56€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	4.738,56€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.900,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	23.377,60€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	28.277,60€
Dépenses totales	28.277,60€

Résultat comptable	0,00€
--------------------	-------

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Tournai (Allain)
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

32. Fabrique d'église Saint-Omer à Kain. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 8 juillet 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de ses pièces justificatives le 26 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Omer à Kain et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 8 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	26.900,66€
-----------------------------	------------

<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de 	21.932,66€
Recettes extraordinaires totales	4.281,94€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de 	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un boni présumé de l'exercice 2016 de 	4.281,94€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.568,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	25.614,60€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de 	0,00€
Recettes totales	31.182,60€
Dépenses totales	31.182,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

33. Fabrique d'église Saint-Paul à Tournai. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 juin 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 7 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du

budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 17 juin 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017, est **APPROUVÉE** comme suit :

Recettes ordinaires totales	83.353,87€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	66.113,87€
Recettes extraordinaires totales	14.313,44€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de	14.313,44€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	16.170,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	81.497,31€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	97.667,31€
Dépenses totales	97.667,31€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

34. Fabrique d'église Saint-Amand à Lamain. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 ° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 29 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 1er août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 23 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant de 224,00€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 des dépenses du chapitre II est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par 223,94€, résultat du calcul suivant :

[(recettes ordinaires 19.444,25€ - subside communal à l'ordinaire 14.965,53 €) x 5 %];

Considérant que du fait de ces corrections, le montant du subside communal à l'ordinaire (article 17 des recettes) doit être adapté à 14 965,43€ afin de maintenir l'équilibre budgétaire;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 29 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	14.965,53€	14.965,43€
Dépenses 41	Remise au trésorier	224,00€	223,94€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	19.444,19€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	14.965,43€
Recettes extraordinaires totales	1.902,85€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	1.902,85€

Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.210,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	17.137,04€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	21.347,04€
Dépenses totales	21.347,04€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Lamain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Lamain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

35. Fabrique d'église Saint-Amand à Ere. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Amand à Ere arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 9 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Amand à Ere et approuve sans remarque le reste du budget;
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 18 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	20.725,69€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	9.340,86€
Recettes extraordinaires totales	504,91€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	504,91€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.330,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.900,60€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	21.230,60€
Dépenses totales	21.230,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

36. Fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 ° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 2 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 23 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant de 2 043,11€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 20 «boni de l'exercice précédent» des recettes extraordinaires est erroné, que sur base du compte 2015 approuvé par le conseil communal du 27 juin 2016, le boni du compte 2015 est de 3.660,90€ duquel il faut déduire le montant inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires du budget 2016 (approuvé par le conseil communal du 26 octobre 2015) qui est de 1.394,09€ et qu'il y a donc lieu d'adapter le montant à 2.266,81€;

Considérant que le montant de 166,00€ inscrit à l'article 41 «remise au trésorier» par le conseil de fabrique est erroné; qu'il y a lieu de le remplacer par 165,67€ [(recettes ordinaires totales 24.065,49€ - subside communal ordinaire 20.752,10€) X 5%];

Considérant que, du fait de ces corrections, le montant du subside communal à l'ordinaire (article 17 des recettes) doit être adapté à 20.528,07€ afin d'atteindre l'équilibre budgétaire;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 26 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 20	Excédent présumé	2.043,11€	2.266,81€
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	20.752,10€	20.528,07€

Dépenses 41	Remise au trésorier	166,00€	165,67€
-------------	---------------------	---------	---------

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	23.841,46€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	20.528,07€
Recettes extraordinaires totales	2.266,81€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	2.266,81€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.135,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	21.973,27€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	26.108,27€
Dépenses totales	26.108,27€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

37. Fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 15 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 13 juillet 2016, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son budget pour l'exercice 2017 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	15.446,93€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	7.916,93€
Recettes extraordinaires totales	2.688,71€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	688,71€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.745,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.390,64€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	2.000,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	18.135,64€
Dépenses totales	18.135,64€

Résultat comptable	0,00€
---------------------------	--------------

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

38. Fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 12 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 5 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 23 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 12 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	8.586,86€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	5.149,86€
Recettes extraordinaires totales	1.994,24€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	1994,24€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	1.755,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	8.826,10€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	10.581,10€
Dépenses totales	10.581,10€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

39. Fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 juillet 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 27 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 26 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	15.250,17€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	2.695,17€
Recettes extraordinaires totales	6.124,43€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	6.124,43€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.970,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	19.404,60€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	21.374,60€
Dépenses totales	21.374,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Sainte-Marie Madeleine à Rumillies
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

40. Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 20 juin 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 12 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 24 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 20 juin 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint Jean-Baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	36.343,82€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	25.273,21€
Recettes extraordinaires totales	3.002,61€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	3.002,61€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.776,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	35.570,43€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	39.346,43€
Dépenses totales	39.346,43€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint Jean-Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

41. Fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai. Modification budgétaire 2016 n°1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 ° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 1er août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame auxiliatrice à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 26 août 2016 réceptionnée en date du 29 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire et approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la modification budgétaire ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 35 A du chapitre II des dépenses et qu'il convient, dès lors, de l'adapter, que les travaux de réparation du système de chauffage de l'église devraient être plutôt pris en charge par le budget extraordinaire de la fabrique et, donc, à l'article 56 "grosses réparations à l'église" et qu'il y a lieu également de ramener à la somme de 30.767,59€ le montant du subside communal à l'ordinaire inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires et d'inscrire 23.500,00€ à l'article 25 "subside communal à l'extraordinaire";

Considérant que la modification budgétaire 2016 n°1 de la fabrique d'église Notre-Dame auxiliaire à Tournai telle que corrigée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 1er août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame auxiliaire à Tournai arrête sa modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2016, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 35A	Entretien du chauffage	23.500,00€	500,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	0,00€	23.500,00€
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	54.267,59€	30.767,59€
Recettes 25	Subside communal à l'extraordinaire	0,00€	23.500,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	35.371,59€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	30.767,59€
Recettes extraordinaires totales	29.056,41€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	23.500,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	5.556,41€

Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.460,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	34.468,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	23.500,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	64.428,00€
Dépenses totales	64.428,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame auxiliairice à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame auxiliairice à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

42. Fabrique d'église. Notre-Dame Auxiliairice à Tournai. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 27 juin 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 24 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 27 juin 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	40.995,97€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	36.593,97€
Recettes extraordinaires totales	748,63€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	748,63€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.025,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	34.969,60€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	750,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	41.744,60€
Dépenses totales	41.744,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

43. Fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 6 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 8 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 9 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 6 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	19.547,08€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.770,33€
Recettes extraordinaires totales	6.462,52€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	6.462,52€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.325,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	21.684,60€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	26.009,60€
Dépenses totales	26.009,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

44. Fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 11 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 14 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 11 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	170.421,33€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	15.956,33€
Recettes extraordinaires totales	198.103,67€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	31.528,67€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	23.450,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	178.500,00€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	166.575,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	368.525,00€
Dépenses totales	368.525,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

45. Fabrique d'église Saint-André à Chercq. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 27 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-André à Chercq et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il s'en déduit que le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 27 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son budget pour l'exercice 2017 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	22.834,72€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.775,72€
Recettes extraordinaires totales	3.439,38€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€

- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	3.439,38€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.050,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	23.224,10€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	26.274,10€
Dépenses totales	26.274,10€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-André à Chercq
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

46. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 12 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son budget 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant le budget 2016 et le compte 2015 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé calculé comme suit, est supérieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 1.231,27€ en lieu et place de 1.245,41€ :

- boni du compte 2015 : 3.610,04€
- article 20 du budget 2016 : 2.378,77€

- Boni présumé : 1.231,27€;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 24.227,73€ en lieu et place de 24.213,59€;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 12 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son budget pour l'exercice 2017, est réformée comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	24.213,59€	24.227,73€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2016	1.245,41€	1.231,27€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	26.063,73€
<ul style="list-style-type: none"> • dont une intervention communale ordinaire de secours de : 	24.227,73€
Recettes extraordinaires totales	1.231,27€
<ul style="list-style-type: none"> • dont une intervention communale extraordinaire de secours de : 	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> • dont un boni comptable de l'exercice 2016 de : 	1.231,27€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.815,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.480,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> • dont un mali comptable de l'exercice précédent de : 	0,00€
Recettes totales	27.295,00€
Dépenses totales	27.295,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil

communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

47. Fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert. Budget 2017. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 4 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 6 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il s'en déduit que le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 4 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son budget pour l'exercice 2017 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	17.093,42€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.051,42€
Recettes extraordinaires totales	1.830,78€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	1.830,78€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.103,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.821,20€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	18.924,20€
Dépenses totales	18.924,20€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

48. Fabrique d'église Saint-Albin à Barry. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 11 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
 Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 24 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que le budget 2017 susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 41, qu'il convient dès lors de l'adapter et qu'il y a lieu de remplacer le montant de la remise au trésorier de 59,00€ inscrit par le conseil de fabrique par le montant de 55,30€ ((recettes ordinaires totales 15.333,76€ - subside communal ordinaire 14.231,46€) x 5%);
 Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 14.227,76€ en lieu et place de 14.231,46€;
 Considérant que le budget 2017 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 21 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête son budget pour l'exercice 2017, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	14.231,46€	14.227,76€
Dépenses 41	Remise au trésorier	59,00€	55,30€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	15.333,76€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de : 	14.227,76€
Recettes extraordinaires totales	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de : 	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un boni comptable de l'exercice 2016 de : 	0,00€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.535,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	11.602,40€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	1.196,36€
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de : 	1.196,36€
Recettes totales	15.333,76€
Dépenses totales	15.333,76€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Albin à Barry et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Albin à Barry
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

49. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 2 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 24 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, avec remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que suivant la décision de l'organe représentatif du culte agréé, la dépense inscrite à l'article 6a du chapitre I des dépenses est ramenée à 1.000,00€ en lieu et place 1.500,00€ pour raison de modération budgétaire;

Considérant que cette correction apportée ramène le subside communal à l'ordinaire à 20.165,72€ en lieu et place de 20.665,72€;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2017, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40,
§1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 2 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 6a	Combustible chauffage	1.500,00€	1.000,00€
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	20.665,72€	20.165,72€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	22.419,72€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	20.165,72€
Recettes extraordinaires totales	1.469,88€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	1.469,88€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.665,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	21.224,60€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	23.889,60€
Dépenses totales	23.889,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles), dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

50. Fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 15 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 24 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2017 susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 41 des dépenses du chapitre II, qu'il convient dès lors de l'adapter et qu'il y a donc lieu de remplacer le montant de la remise au trésorier de 45,00€ inscrit par le conseil de fabrique par le montant de 44,03€ [(recettes ordinaires totales € - subside communal ordinaire €) x 5%];

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de porter le supplément communal à 9.750,05€ en lieu et place de 9.781,86€;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 15 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête son budget pour l'exercice 2017, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	9.781,86€	9.750,05€

Dépenses 41	Remise au trésorier	45,00€	44,03€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2016	3.438,10€	3.468,94€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	10.630,65€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	9.750,05€
Recettes extraordinaires totales	3.468,94€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	3.468,94€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.870,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	9.229,59€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	14.099,59€
Dépenses totales	14.099,59€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

51. Fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
 Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;
 Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;
 Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
 Vu la délibération du 4 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Lazare à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017;
 Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
 Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 24 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 et approuve sans remarque le reste du budget;
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 4 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Lazare à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	18.201,01€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	8.171,89€
Recettes extraordinaires totales	9.173,59€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	9.173,59€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.030,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	25.344,60€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	27.344,60€
Dépenses totales	27.344,60€

Résultat comptable	0,00€
---------------------------	--------------

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Lazare à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

52. Fabrique d'église Saint-André à Chercq. Modification budgétaire 2016 n ° 1. Approbation

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 5 septembre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 15 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 16 septembre 2016 réceptionnée le 19 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-André à Chercq et approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire;

Considérant qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice;

Considérant qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-André à Chercq est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 5 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	22.855,31€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	13.687,31€
Recettes extraordinaires totales	7.733,19€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice 2015 de :	7.733,19€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.040,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	26.548,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	30.588,50€
Dépenses totales	30.588,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-André à Chercq
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

53. Fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes. Modification budgétaire 2016 n ° 1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 septembre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 15 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 16 septembre 2016 réceptionnée le 19 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes et approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes sollicite un subside communal extraordinaire supplémentaire de 4.000,00€ afin de faire face à des réparations urgentes dans la chaufferie;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire;

Considérant qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice;

Considérant qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 14 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	27.102,02€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	16.702,02€
Recettes extraordinaires totales	106.783.48€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	82.000,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	233.48€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.700,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	23.635,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	106.550,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	133.885,50€
Dépenses totales	133.885,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

54. Fabrique d'église. Saint-Thomas à Maulde. Budget 2017. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 26 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 1er septembre 2016 réceptionnée en date du 1er septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que le montant de 309,00€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 des dépenses du chapitre II est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par 308,45€, résultat du calcul suivant :

[(recettes ordinaires 11.470,18€ - subside communal à l'ordinaire 11.200,92€) x 5%];

Considérant que du fait de cette correction, le montant du subside communal à l'ordinaire (article 17 des recettes) doit être adapté à 11.200,37€, afin de maintenir l'équilibre budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 24 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	11.200,92€	11.200,37€
Dépenses 41	Remise au trésorier	309,00€	308,45€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	17.369,37€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	11.200,37€
Recettes extraordinaires totales	11.470,18€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	11.470,18€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.555,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	25.284,55€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	28.839,55€
Dépenses totales	28.839,55€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles), dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

55. Zone de secours de Wallonie picarde. Mise hors balise de certains investissements 2017 et 2018. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Attendu que le 13 septembre 2016, le bourgmestre, le directeur général et le directeur financier ont reçu le courriel suivant du comptable spécial de la zone de secours de Wallonie picarde (WaPi) :

« Messieurs les Bourgmestres,

Mesdames et Messieurs les Directeurs généraux,

Mesdames et Messieurs les Directeurs financiers,

Dans le cadre de la confection de vos budgets 2017, vous devrez justifier aux organes de tutelles (tutelle régionale et CRAC) le respect d'une balise d'investissements financés par emprunt. Les investissements qui seront budgétés en 2017 pour la zone de secours vont impacter vos balises d'investissements communales. Nous avons de notre côté pris contact avec le CRAC et la DGO5 afin d'obtenir un accord de principe sur la mise hors balise de certains investissements 2017 (notamment le projet de confection d'une nouvelle caserne). Conformément au courrier du ministre des Pouvoirs locaux, si toutes les communes de la zone sont d'accord, la zone de secours peut introduire une demande de mise hors balise centralisée pour peu que nous disposions d'une délibération de votre conseil communal décidant de déléguer à la zone de secours le processus de demande de mise hors balise des investissements liés aux budgets 2017 et 2018, et les relations prises avec le CRAC et la DGO5 dans ce cadre exclusif.

Compte tenu du planning de confection du budget 2017 de la zone de secours (approbation lors du conseil de fin octobre 2016), nous vous invitons à nous transmettre dans les meilleurs délais une délibération telle que visée supra.»;

Attendu que la zone de secours est considérée comme une entité consolidée de la Ville de Tournai;

Attendu que les investissements des entités consolidées, et de facto de la zone de secours, financés par emprunt doivent intégrer la balise d'investissement de la Ville de Tournai;

Attendu que la mise hors balise de certains investissements de la zone de secours permettra d'alléger la balise d'investissement de la Ville de Tournai pour les exercices 2017 et 2018;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, modifiée par les lois des 24 juillet 2008 (Moniteur belge du 7 août 2008), 28 avril 2010 (MB. du 10 mai 2010), 29 décembre 2010 (MB. du 31 décembre 2010), 3 août 2012 (MB. du 13 septembre 2012), 21 décembre 2013 (MB. du 31 décembre 2013), 6 janvier 2014 (MB. du 31 janvier 2014), 25 avril 2014 (MB. du 6 juin 2014), 19 avril 2014 (MB. du 23 juillet 2014), 9 novembre 2015 (MB. du 30 novembre 2015) et 29 mai 2016 (MB. du 28 juillet 2016);

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2014 (MB. du 12 décembre 2014) portant règlement général de la comptabilité des zones de secours;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

MARQUE SON ACCORD :

Article 1 : pour déléguer à la zone de secours de Wallonie picarde (WaPi) la gestion du processus de demande de mise hors balise de certains investissements financés par emprunt repris dans les budgets 2017 et 2018 de la zone de secours.

Article 2 : pour autoriser la zone de secours de Wallonie picarde (WaPi) à introduire auprès de la direction générale opérationnelle 5 (DGO5) et du centre régional d'aide aux communes (CRAC) au nom de la Ville de Tournai les demandes de mise hors balise de certains investissements financés par emprunt repris dans les budgets 2017 et 2018 de la zone de secours.

56. Finances communales. Exercice 2013. Comptes communaux annuels. Révision et modifications en comptabilité générale. Arrêt.

Monsieur le Conseiller communal E. VANDECAVEYE sort de séance.

Le **président** d'assemblée signale d'emblée qu'une note explicative du directeur financier a été jointe au dossier. Madame l'Echevine PS, Laetitia LIENARD en communique la synthèse à l'assemblée.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le règlement général portant la comptabilité communale;

Considérant que le conseil communal, en séance du 30 juin 2014, a arrêté les comptes annuels de l'exercice 2013 de la Ville de Tournai (comptes budgétaires, bilan, compte de résultats et annexe) aux chiffres ci-après:

Compte budgétaire:

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	107.186.907,28	100.478.556,67	6.708.350,61
Service extraordinaire	52.338.229,20	44.465.398,49	7.872.830,71
	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	107.186.907,28	97.702.350,03	9.484.557,25
Service extraordinaire	52.338.229,20	14.818.034,23	37.520.194,97

Compte de résultats:

	Produits	Charges	Boni/Mali
Résultat d'exploitation	104.526.538,93	104.963.660,20	-437.121,27
Résultat exceptionnel	4.621.604,24	2.283.705,23	2.337.899,01
Résultat de l'exercice	109.148.143,17	107.247.365,43	1.900.777,74

Total actif/passif: 510.175.830,00 €

Résultats globalisés: 87.622.668,06 €

Réserves: 4.495.513,36 €

Vu les nombreux problèmes rencontrés pour transmettre les comptes sous format de fichier SIC aux autorités de tutelle;

Considérant le contrôle sur place des pièces comptables des comptes communaux de l'exercice 2013 par les autorités de tutelle en date du 26 février 2015;

Considérant les erreurs constatées dans la comptabilité générale des comptes et, plus précisément, dans la balance des comptes généraux bilantaires et des comptes particuliers;

Considérant la réunion de travail qui s'est tenue dans les locaux du service public wallon à MONS en date du 11 avril 2016 pour examiner les corrections à apporter;

Considérant le courrier du 4 juillet 2016 du service public de Wallonie - département de la gestion et des finances des pouvoirs locaux - relatif aux impôts communaux de l'exercice 2013, nous signalant qu'il y avait des problèmes au niveau de la transmission du fichier SIC et que nos pièces justificatives étaient incomplètes;

Considérant que les corrections portent sur le rétablissement de soldes anormaux (débiteurs ou créditeurs) de plusieurs comptes du bilan;

Considérant que ces corrections n'influencent pas la comptabilité budgétaire arrêtée dans les comptes annuels présentés en séance du 30 juin 2014;

Considérant que, vu la comptabilisation des écritures de corrections, la masse bilantaire est passée de 510.175.830,00€ à 511.427.978,39€ et les résultats globalisés de 87.622.668,06€ à 88.874.666,45€, tandis que le montant des réserves reste inchangé;

Sur proposition du directeur financier et en accord avec les autorités de tutelle;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de revoir sa décision du 30 juin 2014 arrêtant les comptes communaux de l'exercice 2013 aux chiffres suivants :

Compte budgétaire:

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	107.186.907,28	100.478.556,67	6.708.350,61
Service extraordinaire	52.338.229,20	44.465.398,49	7.872.830,71
	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	107.186.907,28	97.702.350,03	9.484.557,25
Service extraordinaire	52.338.229,20	14.818.034,23	37.520.194,97

Compte de résultats:

	Produits	Charges	Boni/Mali
Résultat d'exploitation	104.526.538,93	104.963.660,20	-437.121,27
Résultat exceptionnel	4.621.604,24	2.283.705,23	2.337.899,01
Résultat de l'exercice	109.148.143,17	107.247.365,43	1.900.777,74

Comptabilité générale :

Total actif/passif: 510.175.830,00 €

Résultats globalisés: 87.622.668,06 €

Réserves: 4.495.513,36 €

ARRETE

aux chiffres suivants les comptes communaux de l'exercice 2013 modifiés au niveau de la comptabilité générale, alors que les résultats budgétaires et comptables restent identiques et donc établis aux montants suivants :

	service ordinaire	service extraordinaire
Résultat budgétaire	6.708.350,61	7.872.830,71
Résultat comptable	9.484.557,25	37.520.194,97

Comptabilité générale :

Total actif/passif : 511.427.978,39 €

Résultats globalisés : 88.874.666,45 €

Réserves : 4.495.513,36 €.

57. Finances communales. Exercice 2016. Régie foncière. Modification budgétaire n° 2. Arrêt.

Monsieur le Conseiller communal E. VANDECAVEYE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu sa délibération du 26 octobre 2015 arrêtant le budget de la régie foncière pour l'exercice 2016;

Considérant que cette délibération du 26 octobre 2015 par laquelle le conseil communal a voté le budget 2016 de la régie foncière de Tournai est devenue exécutoire par expiration du délai;

Vu sa délibération du 30 mai 2016 arrêtant la modification budgétaire n° 1 de la régie foncière pour l'exercice 2016;

Vu l'arrêté ministériel du 18 août 2016 approuvant la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2016 au montant de 1.014.360,00€;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la délibération du collège communal du 2 septembre 2016 décidant de passer, vu l'urgence et par impérieuse nécessité, un marché de travaux par procédure négociée pour rénover la chaufferie de l'îlot des 7 Fontaines pour un montant estimé de 78.220,45 € TVA comprise;

Vu la délibération du collège communal du 9 septembre 2016 portant sur l'attribution du marché de travaux, de fournitures et de services ayant pour objet la rénovation de la chaufferie de l'îlot des Sept Fontaines à la firme CFA CHAUD FROID APPLICATIONS sa à 7503 FROYENNES au montant de son offre s'élevant à 68.368,48€ TVA comprise;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de modifier le budget de la régie foncière pour l'exercice 2016 en fonction des travaux à effectuer à l'îlot des Sept Fontaines (rénovation chaufferie) comme suit :

- DÉPENSES : 60200 - Rénovation chaufferie îlot des Sept Fontaines : 75.000,00€
- RECETTES : 17 (financement des travaux par emprunt en part propre) : 75.000,00€.

La modification établit donc le total des recettes et dépenses pour l'exercice 2016 à 1.089.360,00€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

58. Centre public d'action sociale. Exercice 2016. Modification budgétaire n° 1. Approbation et réforme.

Après avoir remercié la rapporteuse de la commission, la conseillère communale PS Laurence BARBAIX, la présidente du CPAS, **Rita LECLERCQ**, précise que la modification en question respecte l'équilibre budgétaire sans augmentation de la dotation communale.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient ensuite :

"Tout d'abord, félicitations aux personnes qui ont préparé la présentation de la modification budgétaire. Ça ne fait que 4 ans que je participe à ce genre d'exercice mais c'est la première fois que j'assiste à une présentation claire, transparente et didactique.

Plus de 3.800.000,00€ de dépenses en moins ont été faites au niveau du personnel. Comme le disait la présidente, c'est une bonne nouvelle pour les comptes mais pour la qualité du service à la population et le personnel, c'est sans doute autre chose.

Des mesures significatives ont été prises quant aux frais de fonctionnement et on voit déjà les effets puisqu'on observe encore une diminution plus importante que ce qui avait été budgété.

On peut souligner l'initiative positive d'adhérer à un groupe d'achats pour diminuer le prix des denrées alimentaires pour la cuisine centrale.

Et puis, enfin... nous l'attendions et le demandions depuis tellement de temps ! La constitution d'un fonds de réserve pour financer l'entretien des bâtiments.

Mais bon... tout cela ne suffira sans doute pas à redresser la barre du navire.

En effet, la modification budgétaire annonce un prélèvement supplémentaire sur le fonds de réserve de plus de 300.000,00€, ce qui réduit le fonds de réserve quasi à néant (30.000,00€).

On vend des biens immobiliers, parce que le CPAS de Tournai a la grande chance d'avoir hérité de beaucoup de patrimoine. Mais ces ventes permettront juste de sauver les comptes extraordinaires. Qu'en est-il de l'avenir à l'ordinaire?

On peut se dire que ça aurait pu être encore pire parce que notamment au niveau des subsides Maribel, les nouvelles règles sont favorables au CPAS de Tournai. Avec les licenciements, les pertes auraient pu être bien plus grandes.

Globalement, on sent une volonté de changer de cap mais il semble que le bateau soit à la dérive depuis beaucoup trop longtemps, d'autant que des embûches venues de l'extérieur ne font qu'amplifier le phénomène (paupérisation, détérioration du lien social, l'avenir des pensions publiques, généralisation du PIIS (Projet individualisé d'intégration sociale...)).

Voilà la conséquence d'une mauvaise gestion, depuis des années, d'un des CPAS les plus riches de Wallonie pourtant.

Et la situation semble d'autant plus grave que le personnel est au bord du burn out. N'oublions pas que le personnel a diminué de 10% et que le RIS, par contre, a augmenté de 100% depuis 2007 (± 800 en 2007 et ± 1.600 en 2016).

Je vous pose du coup la question suivante, Madame la Présidente : que peut-on faire pour l'avenir? Est-ce que la Ville s'engage à mettre des moyens supplémentaires ou y-a-t-il d'autres sources de financement envisagées?

Est-ce que la Ville compte interpellier les autorités fédérales pour témoigner de l'impasse dans laquelle elle se trouve, même si je suis bien consciente que ce ne soit pas la préoccupation de ce gouvernement de droite ?"

La présidente du CPAS, **Rita LECLERCQ**, répond ce qui suit :

"Il est vrai que le CPAS se relève de très mauvais moments et de difficultés importantes à tous niveaux. Sur le plan budgétaire, on se pose des questions au sujet de la cotisation de responsabilisation. Cela va être un réel problème quand on sait que cette cotisation va se monter à 5 millions d'euros en 2020. Nous devons prendre des mesures. Ceci dit, je pense que le CPAS doit garder sa spécificité de service social et que sa spécificité et ses services doivent absolument être maintenus pour l'aide à la population. Il faut savoir aussi que nous sommes en pleine crise économique et que nous avons dû éponger toutes les mesures néfastes et négatives qui ont été prises par l'état fédéral.

Ceci dit, en gardant nos fonctions spécifiques, il faut que tous les services support du CPAS soient synergisés d'une manière ou d'une autre. Je ne vois que cette issue pour garder un CPAS qui puisse rendre encore des services à la population. Actuellement, près de 1.600 personnes bénéficient du RIS, et j'en suis à 7.000 demandes d'aide, alors que nous ne sommes qu'au mois d'octobre.

7.000 personnes viennent donc demander une aide. Ce n'est plus le même public. Des travailleurs pauvres viennent demander quelques repas scolaires, des médicaments. Le CPAS intervient dans de nombreuses situations. L'avenir du CPAS ? Ce n'est pas une entreprise qui est là pour faire des bénéfices. Nous remercions la ville pour toute l'aide apportée, pour nous avoir permis de remettre les maisons de repos en conformité. Et ce n'est pas terminé. Oui, nous étions riches en propriétés. Des biens ont été vendus. Je remercie la ville qui a racheté des biens. Mais pour le reste, il va falloir travailler en synergie tout en gardant la spécificité des services sociaux.

L'exercice ne sera pas simple. Tous les CPAS vont devoir passer par là, car les mesures ne nous sont pas favorables. Nous recevons 1.600 bénéficiaires du RIS, avec le même nombre de travailleurs sociaux que lorsque nous en avions 1.000."

La conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient ensuite comme suit :

"Cette modification budgétaire n'augure rien de bon. C'est avec impatience que nous attendons le budget 2017. Nous sommes désireux de connaître la réalité sur l'état financier de l'institution pour laquelle je rappelle que la Ville octroie une dotation très importante chaque année.

Je rejoins ma collègue. Nous sommes également très inquiets pour le personnel, à la fois pour les conditions de travail mais aussi pour toute la détresse à laquelle ils sont confrontés tous les jours. Nous aimerions que vous soyez vigilants à propos du personnel et de la qualité de vie pour ces travailleurs.

Nous voterons contre cette modification budgétaire pour rester cohérents avec nos votes précédents."

Le **président** d'assemblée conclut comme suit :

"Des mesures ont été prises pour venir en aide au CPAS sur le plan structurel. Je ne parle pas ici des mesures que le CPAS a prises lui-même bien entendu. Pour rappel, comme cela a été dit par la présidente, on passe à 5,6 millions de biens du CPAS que la Ville a acquis, ce qui lui a permis de dégager des moyens d'action.

Lorsque nous aurons une réunion conjointe, nous pourrions détailler un peu plus les synergies qui avaient été réclamées par le conseil conjoint précédent. 6,5 millions d'euros ont également été recherchés auprès de la Wallonie pour le financement des maisons de repos.

Ce sont des subsides qui n'étaient pas prévus au départ, que nous avons pu décrocher.

Les bonis de liquidation après la cession de l'hôpital ont rapporté plus d'un million. A cela s'ajoute une nouvelle que je ne peux pas encore annoncer mais qui concernera la maison d'enfants. Dès que les décisions seront prises, vous en connaîtrez la nature et les montants."

Par 30 voix pour et 4 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVI, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'action sociale;

Vu la délibération du conseil du centre public d'action sociale du 29 septembre 2016, arrêtant les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1;

Considérant que ces modifications ont été soumises au comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 5 septembre 2016;

Considérant que ces modifications ont été soumises au Centre régional d'aide aux communes (CRAC) le 13 septembre 2016;

Considérant l'avis de légalité de Monsieur le Directeur financier du centre public d'action sociale;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Considérant la décision de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale (O.R.P.S.S.) augmentant la cotisation de responsabilisation pour l'exercice 2015 d'un montant de 111.585,24€;

Considérant que cette décision a été communiquée par le CPAS à la Ville dans un courrier daté du 20 octobre 2016 et signé par Mme la Présidente Rita LECLERCQ et M.le Directeur général Luc LEROY;

Considérant que cette modification n'a pas pu faire l'objet d'une décision du Conseil de l'action sociale par manque de temps et nécessite donc une réforme de la modification budgétaire par le Conseil communal

Sur proposition du collège communal;

Par 30 voix pour et 4 voix contre;

REFORME:

la modification budgétaire ordinaire n°1 arrêtée par le conseil du centre public d'action sociale en séance du 29 septembre 2016 en raison de la décision prise par l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale (ORPSS) portant sur les articles du budget ordinaire :

- Dépenses (article 13110/113-21/15) : 111.585,24 €

- Recettes (article 060/994-01) : 111.585,24 € (par prélèvement sur fonds de réserve)

Soit, après réforme :

Recettes : 60.588.330,38 €

Dépenses : 60.588.330,38€

Résultat : 0,00 €;

APPROUVE

la modification budgétaire extraordinaire n°1 arrêtée par le conseil du centre public d'action sociale en séance du 29 septembre 2016 :

Recettes : 17.302.009,17 €

Dépenses : 17.302.009,17 €

Résultat : 0,00 €;

NOTE:

que le CPAS ne sollicite aucune intervention communale complémentaire.

59. Finances communales. Exercice 2016. Modification budgétaire n°2. Arrêt.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Merci pour l'exposé clair auquel nous avons été habitués depuis le début de la législature.

Nous voterons cette modification budgétaire mais nous avons deux remarques à formuler :

- on voit un emprunt de 337.000,00€ pour des travaux au coeur de ville, prévus initialement en subside à 90%. La raison qui m'a été donnée en commission est qu'il était trop tard pour justifier les dépenses. Je ne sais pas dans quelle mesure ce retard pouvait être évité mais je peux juste constater que c'est dommage pour la Ville.

- on observe une non-valeur de subsides d'investissement de plus de 3.000.000,00€. On nous a dit en commission qu'il s'agissait d'un gros nettoyage (que ce sont parfois des réajustements relatifs à des dossiers FEDER). En tout cas, la réponse m'a semblé maigre et floue au regard du montant. Serait-il possible d'obtenir des précisions ?"

Madame l'Echevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, lui répond sur ce point :

"Le dossier dont vous parlez concerne la précédente programmation FEDER. Ce dossier concerne les travaux de raccordement, de revêtement de sol à la rue des Chapeliers et à la rue de Paris d'une part, et d'autre part les travaux pour revêtement de sol pour l'accès au trésor via le transept.

On a reçu en effet un "claim" (plainte) de l'entreprise GALERE qui avait été désignée à l'époque pour les travaux du coeur historique de la ville. Dans un premier temps, ce "claim" qui était de 207.429,00€ avait été approuvé par le pouvoir subsidiant. Nous avons d'ailleurs reçu une confirmation écrite qui nous indiquait que ce "claim" pouvait être subsidié. Finalement, nous avons reçu un document de l'Europe nous indiquant que malheureusement ces montants ne pouvaient pas être intégrés. Ceci fait qu'aujourd'hui, nous devons l'assumer sur fonds propres."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie-VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"Une modification budgétaire, c'est juste une adaptation du budget à un temps X en fonction d'éléments dont on prend connaissance ou dont on a connaissance au moment de la modification. Sur ce plan, techniquement et au niveau des chiffres, il n'y a pas de commentaire à faire. Nous prenons simplement acte des différentes situations. Mais d'un autre côté, il ne faut pas oublier que quand on vote une modification budgétaire, on donne l'impression qu'on ne se prononce que sur quelques pages, alors que c'est sur tout le budget. Nous n'avons pas soutenu le budget initial parce qu'il était basé sur une fiscalité débridée. Donc nous nous abstiendrons parce qu'il y a un élément positif - on adapte sérieusement le budget à la situation actuelle - et un élément négatif, c'est que le budget de base reste et nous nous y étions opposés."

Par 26 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A.

BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient d'adapter certains crédits du budget ordinaire (augmentation du fonds des communes, détagage,...) et du budget extraordinaire (dépassement de quantités présumées, travaux urgents suite aux inondations,...);

Considérant le projet de modification budgétaire établi et présenté au centre régional d'aide aux communes (CRAC);

Considérant que la modification budgétaire n° 2 a été examinée par le comité de direction en date du 3 octobre 2016;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le rapport favorable de la commission visée à l'article 12 du règlement général de la comptabilité communale;

Attendu que le collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu qu'il veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication de la présente modification budgétaire, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission de la présente modification budgétaire aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant cette modification budgétaire;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 26 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions;

DECIDE

d'approuver, comme suit, la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2016 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice propre	105.439.130,01€	26.775.046,54€
Dépenses exercice propre	102.368.259,43€	35.528.053,04€
BONI/MALI exercice propre	3.070.870,58€	- 8.753.006,50€
Recettes exercices antérieurs	4.377.707,30€	14.017.341,62€
Dépenses exercices antérieurs	1.450.963,46€	2.044.168,45€

Prélèvement en recettes	-	5.724.359,50€
Prélèvement en dépenses	50.000,00€	4.596.699,08€
Recettes globales	109.816.837,31€	46.516.747,66€
Dépenses globales	103.869.222,89€	42.168.920,57€
BONI	5.947.614,42€	4.347.827,09€

60. Finances communales. Exercice 2017. Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques. Approbation.

Par 32 voix pour et 2 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVI, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41, 162 et 170 § 4;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (Moniteur belge du 18 janvier 2001) et la loi du 24 juin 2000 (Moniteur belge du 23 septembre 2004, éd. 2) portant assentiment de la charte européenne de l'autonomie locale, notamment son article 9.1.;

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ayant trait à l'exercice de la tutelle administrative sur les autorités locales;

Vu l'article L3122-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation selon lequel la délibération communale relative à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques fait à présent l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire;

Vu le code des impôts sur les revenus 1992 et notamment les articles 465 à 469;

Vu la loi du 24 juillet 2008 (Moniteur belge du 8 août 2008) confirmant l'établissement de certaines taxes additionnelles communales et de la taxe d'agglomération additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour chacun des exercices d'imposition 2001 à 2007 et modifiant l'article 468 du code des impôts sur les revenus 1992 à partir de l'exercice d'imposition 2009;

Vu les recommandations émises par la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne pour l'année 2017;

Vu que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public;

Vu la communication du dossier au directeur financier conformément à l'article L1124-40 § 1, 3 ° et 4 ° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour et 2 voix contre;

DECIDE:

d'approuver le règlement relatif à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques 2017 établi comme suit :

Article 1er : il est établi au profit de la Ville de Tournai, pour l'exercice 2017, une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la Ville au 1er janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Article 2 : la taxe est fixée à 8,8% de l'impôt des personnes physiques dû à l'État pour le même exercice, calculé conformément aux dispositions du code des impôts sur les revenus.

Article 3 : l'établissement et la perception de la taxe communale s'effectueront par l'administration des contributions directes, comme stipulé à l'article 469 du code des impôts sur les revenus 1992.

Article 4 : le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la transmission obligatoire au gouvernement wallon et de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

<p>61. Finances communales. Exercice 2017. Taxe additionnelle au précompte immobilier. Approbation.</p>

Par 28 voix pour et 6 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction majeure et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. X. DECALUWE, S. LECONTE

040/371-01 - Précompte immobilier - centimes additionnels.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41, 162 et 170 §4;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (Moniteur belge du 18 janvier 2001) et la loi du 24 juin 2000 (Moniteur belge du 23 septembre 2004, édition 2) portant assentiment de la charte européenne de l'autonomie locale, notamment son article 9.1.;

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'article L3122-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation selon lequel la délibération communale relative aux centimes additionnels au précompte immobilier fait à présent l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire;

Vu le code des impôts sur les revenus 1992 et notamment les articles 249 à 256 ainsi que 464-1°;

Vu les recommandations émises par la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (C.P.A.S.) de la Région wallonne, pour l'année 2017;

Vu que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public;

Vu la nécessité d'équilibrer le budget à l'exercice propre;

Vu la communication du dossier au directeur financier, conformément à l'article L1124-40 §1, 3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 28 voix pour et 6 voix contre;

DECIDE:

d'approuver le règlement relatif aux centimes additionnels au précompte immobilier 2017 établi comme suit :

Article 1 : il est établi, pour l'exercice 2017, au profit de la Ville de Tournai, 2950 centimes additionnels au précompte immobilier.

Article 2 : ces centimes additionnels seront perçus par l'administration des contributions directes.

Article 3 : le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la transmission obligatoire au gouvernement wallon et de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

62. Finances communales. Exercices 2017 à 2019. Règlement-taxi sur les implantations commerciales. Approbation.
--

Par 32 voix pour et 2 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVI, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Vu la Constitution, en particulier les articles 41, 162 et 170 § 4;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (Moniteur belge du 18 janvier 2001) et la loi du 24 juin 2000 (Moniteur belge du 23 septembre 2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales;

Considérant que le décret du Gouvernement wallon du 5 février 2015, relatif à l'autorisation d'implantation commerciale, ne soumet à une autorisation délivrée par le collège communal de la commune que les projets d'implantations d'un établissement de commerce de détail, d'un ensemble d'établissements de commerce de détail, d'une surface commerciale nette supérieure à quatre cents mètres carrés;

Vu la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2017;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal;

Vu le plan de gestion actualisé 2016-2020 soumis au conseil communal du 26 octobre 2015;

Vu la communication du projet de règlement au directeur financier faite en date du 3 octobre 2016, conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD;

Vu que la Ville se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour et 2 voix contre;

APPROUVE:

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2017 à 2019, une taxe communale sur les implantations commerciales.

Article 2 : pour l'application du présent règlement, on entend par :

«implantation commerciale» : l'établissement de commerce de détail d'une surface commerciale nette de plus de quatre cents mètres carrés;

«établissement de commerce de détail» : l'unité de distribution dont l'activité consiste à revendre de manière habituelle des marchandises à des consommateurs en nom propre et pour compte propre, sans faire subir à ces marchandises d'autre traitement que les manipulations usuelles dans le commerce;

«surface commerciale nette» : la surface destinée à la vente et accessible au public y compris les surfaces non couvertes; cette surface inclut notamment les zones de caisses et les zones situées à l'arrière des caisses. Peut être assimilé à un local, tout espace clôturé accessible au public et destiné à l'accomplissement d'actes de commerce. Ne rentrent pas dans la définition de la surface commerciale nette les halls d'entrée utilisés à des fins d'exposition ou de vente de marchandises.

Article 3 : le fait générateur de la taxe est l'existence, à un moment quelconque de l'exercice d'imposition, d'une implantation commerciale sur le territoire de l'entité.

Article 4 : la taxe est due par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle les actes de commerce sont accomplis.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est solidairement due par chacun de ses membres.

Article 5 : la taxe est due aussi longtemps que le redevable ne signale pas à l'administration toute modification de la base imposable, et ce par pli recommandé, ou par dépôt à l'administration. Cette formalité doit intervenir dans les quinze jours de la date de modification et suivant la procédure déterminée à l'article 12. A défaut, la date de modification sera censée être le quinzième jour précédant la réception de l'information.

Article 6 : la base imposable de la taxe est établie par le calcul de la superficie brute des locaux visés à l'article 1er.

Article 7 : le taux de la taxe est fixé à quatre euros cinquante cents par mètre carré de surface commerciale nette et par an, tout mètre carré entamé étant dû en entier.

Sont exonérés de la taxe les quatre cents premiers mètres carrés de surface nette des locaux visés à l'article 2.

Article 8 : la taxe est indivisible et est due pour toute l'année, quelle que soit la période pendant laquelle les locaux sont affectés à l'exercice d'un commerce, sous réserve de l'application de l'article 10.

Article 9 : la taxe est perçue par voie de rôle.

Article 10 : en cas d'ouverture ou de fermeture définitive d'un établissement en cours d'exercice d'imposition, la taxe concernant celui-ci est, selon le cas, diminuée d'autant de douzièmes que de mois entiers précédant la mise en exploitation de l'établissement ou diminuée d'autant de douzièmes que de mois entiers suivant la cessation d'exploitation de l'établissement.

Pour pouvoir bénéficier de cette disposition, le contribuable doit en adresser la demande, accompagnée de tout document probant permettant d'établir que la situation est conforme à la réalité, par pli recommandé ou remise à l'administration contre reçu dans les six mois de l'événement ou de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Le calcul de la modération de la taxe doit être considéré par mois calendrier pour chaque contribuable tel que déterminé à l'article 5.

Article 11 : § 1er. Tout contribuable est tenu de souscrire à l'administration, au plus tard le 1er mars de l'exercice d'imposition, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation. Les contribuables solidaires peuvent souscrire une déclaration commune.

§ 2. Lorsque la personne devient imposable en cours d'exercice d'imposition, la date susvisée est remplacée par le 1er du troisième mois suivant celui au cours duquel la personne devient imposable.

Article 12 : le contribuable dont la (les) base(s) d'imposition subit (subissent) une (ou des) modification(s) doit révoquer sa déclaration dans les quinze jours de celle-ci et souscrire à nouveau une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Article 13 : toute déclaration doit être signée et envoyée par pli recommandé ou remise à l'administration, les jours et heures d'ouverture, contre reçu sur demande.

La charge de la preuve de l'envoi ou du dépôt de la déclaration incombe au contribuable.

Article 14 : lorsqu'une déclaration a été effectuée au cours d'une année antérieure à celle donnant son nom à l'exercice, dans le cadre du règlement ou d'un ancien règlement en la matière, le contribuable est dispensé de souscrire une déclaration pour l'exercice d'imposition en cours.

Dans ce cas, le contribuable est réputé, de manière irréfragable, avoir opté pour cette dispense et confirmé ainsi les termes de sa déclaration, valables à partir du 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 15 : le contribuable est tenu de signaler immédiatement à l'administration tout changement d'adresse, de raison sociale ou de dénomination.

Article 16 : les délais prévus en jours sont comptés en jours calendaires. Lorsqu'ils expirent un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, ils sont prorogés jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Article 17 : conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales,

la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incomplète, incorrecte ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de cent pour cent (100%).

Article 18 : les règles relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 19 : la présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

63. Finances communales. Exercices 2017 à 2019. Règlement-taxi sur les diverses prestations d'hygiène publique. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, en particulier les articles 41, 162 et 170 §4;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1133-1, L1133-2, L3321-1 à L3321-12;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestres et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;

Considérant que le décret du 22 juin 2016 modifiant l'article 21 du décret du 27 juin 1996 prévoit que les communes devront, en 2017, couvrir entre 95% et 110% du coût-vérité (répercussion directe des coûts de gestion des déchets résultant de l'activité des ménages);

Vu la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2017;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer le financement général de la Ville;

Considérant le plan de gestion actualisé 2016-2020 soumis au conseil communal du 26 octobre 2015;

Vu la communication du projet de règlement au directeur financier faite en date du 3 octobre 2016, conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD;

Considérant que la Ville se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE:

Article 1 : il est établi, pour les exercices 2017 à 2019, une taxe communale annuelle sur les prestations diverses d'hygiène publique.

Article 2 : la taxe est due :

1. par ménage et solidairement par les membres de tout ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de population ou au registre des étrangers, occupant tout ou partie d'immeuble bâti sis sur le territoire de la Ville. Par ménage, on entend soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune;
2. par toute personne physique ou morale gestionnaire d'un établissement hospitalier ou gestionnaire d'une maison de repos pour personnes âgées, résidences-services, centres de jour ou de nuit, tels que visés par décret du gouvernement wallon du 4 juillet 2013, portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale en code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé.
3. par toute personne physique ou morale ou, solidairement, par les membres de toute association exerçant sur le territoire de la commune dans le courant de l'exercice une activité de quelque nature qu'elle soit, lucrative ou non, exerçant une profession libérale, indépendante, commerciale, de services ou industrielle ou autre et occupant tout ou partie d'immeuble situé sur le territoire communal, à l'exception des personnes dont question à l'article 2, 2., par toute personne soumise à la taxe sur les secondes résidences, par la direction de communautés.
4. par toute association de fait culturelle, sportive ou sociale et toute ASBL culturelle, sportive ou sociale occupant de manière permanente tout ou partie d'un bâtiment et ce à titre exclusif.

Article 3 : La taxe est fixée à 50,00€ par immeuble bâti. Lorsque l'immeuble est un immeuble à appartements, la taxe est fixée à 50,00€ par appartement.

Toute année commencée est due en entier, la situation au 1er janvier de l'exercice étant seule prise en considération.

Article 4 : La taxe n'est pas applicable aux organismes dépendant de l'État, de la province, de la ville ou de l'autorité nationale d'un pays étranger. Si les immeubles abritant ces organismes contiennent des logements privés destinés à l'usage personnel ou professionnel de leurs agents et/ou, a fortiori, d'autres personnes, la taxe sera due par le ou les ménages ainsi logés.

Article 5 : Le dégrèvement de la taxe sera accordé, sur production d'un document probant dans les 6 mois maximum de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle :

- * aux contribuables bénéficiant, au 1er janvier de l'exercice, du droit à l'intégration sociale sous forme d'un revenu d'intégration sociale (attestation du centre public d'action sociale) ou du revenu minimum garanti ou de revenus de remplacement similaires à justifier (justificatifs, attestation de l'Office national des Pensions ou assimilée);
- * aux personnes hébergées, au 1er janvier de l'exercice, dans les asiles, maisons de santé, maison de repos;
- * aux personnes hébergées, au 1er janvier de l'exercice, dans les maisons de repos, les résidences-services, les centres de jour et de nuit en application du décret du Gouvernement wallon du 4 juillet 2013, portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale en Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Article 6 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 7 : Les contribuables visés à l'article 2-1°) et inscrits au registre de population sont recensés et enrôlés sur base des données fournies par le registre national des personnes physiques.

Les autres contribuables visés à l'article 2 sont tenus de remettre une déclaration faite sur une formule délivrée par l'administration communale.

La formule certifiée exacte, datée et signée est remplie conformément aux indications qui y figurent. La déclaration doit être renvoyée ou remise à la Direction financière et comptable, dans un délai de 15 jours ou dans le délai indiqué sur la formule.

Le contribuable, qui n'a pas reçu la déclaration, doit la réclamer au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 8 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 9 : La présente délibération sera transmise au gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

64. Finances communales. Exercice 2017. Règlement-taxi sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et ménagers assimilés. Approbation.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, intervient comme suit :

"Le ramassage des poubelles se fait en principe à jour fixe, une fois par semaine dans les villages et deux fois en centre-ville. La taxe est identique pour tous les habitants du grand Tournai. Certains villages étaient pénalisés lorsque la collecte tombait un jour férié, surtout le lundi. Mais je viens de lire dans la presse que les lundi 31 octobre, 26 décembre et 2 janvier, les collectes seraient effectuées. Merci d'avoir modifié le système qui continuera en 2017, je l'espère."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution, en particulier les articles 41, 162 et 170 §4;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1133-1, L1133-2, L3321-1 à L3321-12;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;

Considérant que le décret du 22 juin 2016, modifiant l'article 21 du décret du 27 juin 1996 prévoit que les communes devront, en 2017, couvrir entre 95% et 110% du coût-vérité (répercussion directe des coûts de gestion des déchets résultant de l'activité des ménages);

Vu la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2017;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer le financement général de la Ville;

Considérant le plan de gestion actualisé 2016-2020 soumis au conseil communal du 26 octobre 2015;

Vu la communication du projet de règlement au directeur financier faite en date du 3 octobre 2016 conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD;

Vu que la Ville se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE:

Article 1er : Il est établi, pour l'exercice 2017, une taxe communale annuelle sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et ménagers assimilés.

Est visé l'enlèvement des déchets ménagers et ménagers assimilés.

Article 2 : La taxe est due :

1. par ménage et solidairement par les membres de tout ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de population ou au registre des étrangers, occupant tout ou partie d'immeuble bâti sis sur le territoire de la Ville. Par ménage, on entend soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune.
2. par toute personne physique ou morale gestionnaire d'un établissement hospitalier ou gestionnaire d'une maison de repos pour personnes âgées, résidence-services, centres de jour ou de nuit, tels que visés par décret du Gouvernement wallon du 4 juillet 2013, portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale en Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.
3. par toute personne physique ou morale ou, solidairement, par les membres de toute association exerçant sur le territoire de la commune dans le courant de l'exercice une activité de quelque nature qu'elle soit, lucrative ou non, exerçant une profession libérale, indépendante, commerciale, de services ou industrielle ou autre et occupant tout ou partie d'immeuble situé sur le territoire communal, à l'exception des personnes dont question à l'article 2, 2., par toute personne soumise à la taxe sur les secondes résidences, par la direction de communautés.
4. par toute association de fait culturelle, sportive ou sociale et toute ASBL culturelle, sportive ou sociale occupant de manière permanente tout ou partie d'un bâtiment et ce à titre exclusif.

Article 3 : La taxe est fixée comme suit :

Pour les contribuables visés à l'article 2.1) :

- 65,00 € par an par ménage d'une personne;
- 110,00 € par an par ménage de plus d'une personne;

Pour les contribuables visés à l'article 2.2) :

- 227,00 € par an par établissement hospitalier ou maison de repos d'une capacité d'hébergement de dix personnes au maximum;
- 454,00 € par an par établissement hospitalier ou maison de repos d'une capacité d'hébergement de plus de dix personnes;

Pour les contribuables visés à l'article 2.3) :

- 159,00 € par an par immeuble affecté aux activités visées par l'article 2.3);

Pour les contribuables visés à l'article 2.4) :

- 159,00 € par an par association visée à l'article 2.4).

Toute année commencée est due en entier, la situation au 1er janvier de l'exercice étant seule prise en considération.

Article 4 : La taxe n'est pas applicable aux organismes dépendant de l'État, de la province, de la ville ou de l'autorité nationale d'un pays étranger. Si les immeubles abritant ces organismes contiennent des logements privés destinés à l'usage personnel ou professionnel de leurs agents et/ou, a fortiori, d'autres personnes, la taxe sera due par le ou les ménages ainsi logés.

Article 5 : Le dégrèvement de la taxe sera accordé, sur production d'un document probant dans les 6 mois maximum de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle :

- * aux contribuables bénéficiant, au 1er janvier de l'exercice, du droit à l'intégration sociale sous forme d'un revenu d'intégration sociale (attestation du centre public d'action sociale) ou du revenu minimum garanti ou de revenus de remplacement similaires à justifier (justificatifs, attestation de l'Office national des Pensions ou assimilée),
- * aux personnes hébergées, au 1er janvier de l'exercice, dans les asiles et maisons de santé;
- * aux personnes hébergées, au 1er janvier de l'exercice, dans les maisons de repos, les résidences services, les centres de jour et de nuit en application du décret du Gouvernement wallon du 4 juillet 2013, portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale en Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Article 6 : Il est octroyé, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets et la mise en place d'un service minimum :

- une liasse de 10 sacs prépayés pour les isolés et pour les ménages ayant moins de trois enfants à charge et pour les personnes ayant la jouissance d'une seconde résidence;
- deux liasses de 10 sacs prépayés pour les ménages ayant trois enfants ou plus à charge (familles nombreuses).

Article 7 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 8 : Les contribuables visés à l'article 2-1°) et inscrits au registre de population sont recensés et enrôlés sur base des données fournies par le registre national des personnes physiques.

Les autres contribuables visés à l'article 2 sont tenus de remettre une déclaration faite sur une formule délivrée par l'administration communale.

La formule certifiée exacte, datée et signée est remplie conformément aux indications qui y figurent.

La déclaration doit être renvoyée ou remise à la Direction financière et comptable, dans un délai de 15 jours ou dans le délai indiqué sur la formule.

Le contribuable, qui n'a pas reçu la déclaration, doit la réclamer au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 9 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 10 : La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

65. Finances communales. Exercices 2017 à 2019. Règlement-redevance sur la délivrance de documents administratifs. Approbation.
--

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Comme l'année passée, nous voterons contre ces montants, d'autant que certains ont encore augmenté. Pouvez-vous encore justifier ces montants élevés alors que la Ville est en boni ?"

Le **président** d'assemblée intervient lui aussi :

"Le boni du budget de la Ville est lié aussi à ce qui a été exposé précédemment, à savoir le mouvement erratique des rentrées liées à l'IPP. Nous enregistrons des variations qui sont très inconfortables.

L'autre élément, c'est que si nous savons de quoi le présent est constitué, on peut aussi mesurer que, malheureusement, la dérive du coût social d'un certain nombre de situations pèse de plus en plus sur la situation du CPAS. Dans ces conditions, il ne nous est pas possible de prendre des engagements sur des diminutions de montants de prestations concernant la délivrance de services administratifs. Nous ne pouvons pas non plus diminuer les taux d'imposition à l'IPP ou sur l'immobilier."

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, poursuit :

"Il n'y a pas que des informations négatives en ce qui concerne la délivrance des documents administratifs. Je vous avais d'ailleurs informés de ce qui était modifié. Une catégorie est supprimée parce qu'elle n'a aucun intérêt et que nous n'y avons jamais recours.

L'autre élément important concerne les frais d'envoi de pièces en Belgique. Pour l'année prochaine, nous voulons faciliter la vie du citoyen. Cela passera par l'e-guichet que nous sommes en train de développer. Nous avons mis en place un processus de dématérialisation des documents administratifs. Actuellement, lorsque vous commandez un document via l'e-guichet, vous payez le document et, en plus, les frais d'envoi qui sont de l'ordre de 2,50€.

Ce qui vous est proposé c'est d'envoyer désormais ces documents gratuitement. On évite les déplacements, on évite de devoir faire la file au service des affaires administratives et sociales, surtout lors des permanences le soir où il y a énormément de monde.

L'annexe 33 a été harmonisée par rapport aux autres tarifs. Les recherches généalogiques prennent énormément de temps. Le tarif a été adapté en fonction du temps que prennent ces recherches."

Par 28 voix pour et 6 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu la Constitution, en particulier les articles 41, 162 et 173 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40 §1er, L1133-1 et 2;

Vu la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant de la Communauté germanophone, pour l'année 2017;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer le financement général de la Ville;

Considérant le plan de gestion actualisé 2016-2020 soumis au conseil communal du 26 octobre 2015;

Vu la communication du projet de règlement au directeur financier faite en date du 3 octobre 2016, conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD;

Vu que la Ville se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 28 voix pour et 6 voix contre;

APPROUVE:

Article 1. Objet

Il est établi, pour les exercices 2017 à 2019, une redevance communale sur la délivrance de certificats, documents et renseignements administratifs à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces pièces sont délivrées.

Article 2. Redevable

La redevance est due par la personne qui demande le document.

Article 3. Taux et mode de calcul

§1er : documents délivrés par le service des affaires administratives et sociales :

a) Attestation de perte ou vol carte d'identité :	5,00 €
--	--------

b) Demande d'un code de carte d'identité, légalisation, visas pour copie conforme, autorisations de sortie du territoire :	2,00 €
c) Cartes électroniques :	
- pochettes plastiques :	0,50 €
- cartes :	
<u>* procédure normale :</u>	
1°) par carte :	10,00 €
2°) par carte délivrée aux enfants de moins de 12 ans (Kid's-ID) :	2,00 €
<u>* procédure d'urgence :</u>	
1°) par carte :	20,00 €
2°) par carte délivrée aux enfants de moins de 12 ans (Kid's-ID) :	4,00 €
<u>* procédure d'extrême urgence :</u>	
1°) par carte :	20,00 €
2°) par carte délivrée aux enfants de moins de 12 ans (Kid's-ID) :	5,00 €
d) Passeports d'une validité de 5 ou 7 ans (quelle que soit la procédure) :	15,00 €
e) Permis de conduire :	
- pochettes plastique :	0,50 €
- permis (pour tous types de permis) :	9,00 €
f) Mutation de résidence des personnes venant d'une autre commune et arrivant à Tournai :	7,50 €
g) Mutation interne :	3,00 €
h) Autres documents :	
- certificats :	5,00 €
- extraits :	5,00 €
- copies intégrales :	5,00 €
- extraits de casiers judiciaires :	5,00 €
i) Frais d'envoi des pièces :	
- en Belgique :	gratuit
- à l'étranger :	2,50 €
j) Mariage :	
- dossier de mariage :	20,00 €
- carnet de mariage :	6,00 €
- les 5 premiers extraits d'un acte de mariage sont gratuits	
- attestations supplémentaires :	5,00 €

k) Cohabitation légale :	
- déclaration de cohabitation légale ou cessation :	10,00 €
- les 5 premiers extraits sont gratuits	
l) Décès :	
- dossier de déclaration de décès :	20,00 €
- les 5 premiers actes de décès sont gratuits	
- attestations supplémentaires :	5,00 €
- permis de transport de dépouilles mortelles vers d'autres communes :	10,00 €
- autorisation de transport du corps et des cendres :	10,00 €
m) Reconnaissance prénatale ou postnatale (par dossier):	10,00 €
n) Cimetières :	
- contrat de concession :	5,00 €
- avenant :	5,00 €
- autorisation de pose ou de restauration de signes indicatifs de sépulture :	5,00 €
o) Dossier de nationalité :	20,00 €
p) Acte étranger à transcrire dans les registres :	10,00 €
q) Étrangers :	
- annexe 8 :	5,00 €
- annexe 8bis :	5,00 €
- annexe 15 :	5,00 €
- annexe 19 :	5,00 €
- annexe 19ter :	5,00 €
- annexe 33 :	5,00 €
- annexe 35 :	5,00 €
- attestations d'immatriculation :	9,20 €
- carte d'étranger enfant de moins de 12 ans :	5,00 €
- prise en charge :	10,00 €
- permis de travail :	1,25 €
- carte de résident à données biométriques :	7,50 €
r) Photocopies :	0,50 €
s) Recherche d'adresses et d'héritiers :	5,00 €
t) Recherches généalogiques :	25,00 €

§2 : Documents délivrés par le Service urbanisme - logement :

a) informations notariales :	50,00 €
b) Application de la réglementation relative au permis de location (redevance payable au comptant, à la demande du permis) : instruction des dossiers :	
- logement individuel :	125,00 €
- logement collectifs :	
* 1er logement :	125,00 €
* autres logements :	25,00 €

§3 : Documents délivrés par la Direction générale :

- documents destinés à l'ouverture d'un débit de boissons permanent :	47,50 €
---	---------

Article 4. Application des frais réels :

Si la délivrance d'un document ou l'instruction d'un dossier entraîne une dépense supérieure au taux forfaitaire prévu pour la catégorie de document ou de dossier concernés, le montant facturé sera calculé sur base d'un décompte des frais réels.

Article 5. Exonérations

Sont exonérés de la redevance :

- les pièces délivrées gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité, ainsi qu'en matière de pension;
- les pièces délivrées à des personnes indigentes, ce statut étant constaté par toute pièce probante;
- les autorisations relatives à des manifestations religieuses ou politiques;
- les renseignements transmis par la police aux sociétés d'assurance, en matière d'accidents survenus sur la voie publique, en vertu de la circulaire du ministère de l'intérieur n° 574/DG/02 du 14 octobre 1963;
- les pièces délivrées, pour servir à l'appui d'une demande d'emploi, à toute personne inscrite comme demandeur d'emploi auprès d'un bureau régional de l'office national de l'emploi;
- les pièces délivrées en vue de la présentation d'un examen;
- les pièces délivrées en vue de l'obtention d'un logement dans une société agréée par la société régionale wallonne du logement;
- les pièces délivrées en vue de l'obtention d'une allocation déménagement, installation et loyer (ADIL);
- les demandes d'adresses et de certificats introduites par les hôpitaux et les ASBL à finalité sociale;
- tous les extraits et les certificats destinés à faire partie du dossier d'établissement d'un acte de déclaration de mariage ou d'enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale.

Article 6. Mode de perception et recouvrement

La redevance est payable au comptant, avec remise d'une preuve de paiement.

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi suivant l'article L1124-40 §1er, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 7 : le présent règlement abroge le règlement-redevance pour le traitement des dossiers de permis d'urbanisme, de lotir, de modification de permis de lotir et de certificat d'urbanisme, adopté par le conseil communal en séance du 26 octobre 2015.

Article 8 : la présente délibération sera transmise au gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

66. Finances communales. Exercices 2017 à 2019. Règlement-redevance sur le traitement des demandes de permis d'urbanisme, de lotir/d'urbanisation, d'environnement, d'implantation commerciale, de modification de permis de lotir et des certificats d'urbanisme et de patrimoine. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient d'emblée :

"Ces redevances ou taxes sont en partie justifiées par le travail administratif nécessaire pour instruire et traiter de telles demandes. Mais dans le dossier présent, on atteint, une fois encore, des montants exorbitants.

C'est, pour ma part, quasiment une forme de "racket" administratif. Qui plus est, comme je l'ai relevé au dernier conseil communal, les demandeurs font face à des lenteurs et retards considérables pour le traitement de leur dossier pour lesquels, il n'existe pas, à ce jour, de délai de rigueur. Qui est touché par ces redevances ? Toutes les personnes qui veulent investir à Tournai, entreprendre, exploiter, créer des richesses économiques, que ce soient les petites, moyennes ou grandes entreprises.... fermes, carrières, industriels, artisans.

Ces montants sont énormes. Je prends par exemple un montant qui est passé de 2.500,00€ à 4.000,00€. Il concerne les demandes de permis uniques de 1ère classe avec étude d'incidences. On se demande comment on peut justifier de tels montants. Dans ce cas précis, il faut savoir que dans 80% des cas, les permis uniques de classe 1 ne sont pas traités par la Ville. L'entièreté du traitement et de l'instruction des dossiers est assurée par le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique. Ce sont les agents du SPW qui vont instruire toute la procédure, à charge pour la Ville d'organiser uniquement les enquêtes publiques. Ceci ne représente pas le gros du travail. Donc, ici, on se demande comment la ville peut justifier de tels montants aussi importants. Il faudrait faire une différence entre les dossiers traités par la Ville et ceux qui sont traités par le SPW.

C'est une mesure anti-investisseurs, anti-entrepreneurs qui veulent s'implanter à Tournai ou qui exercent une activité qui exige de telles démarches administratives.

J'aurais aimé savoir sur quel critère, sur quelle base, on est arrivé à un montant aussi élevé pour certaines redevances.

C'est ma première question."

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, lui répond comme suit :

"Pourquoi un montant aussi élevé ? Ces montants, nous ne les inventons pas. Tous les chiffres qui sont repris dans ces règlements se basent sur la circulaire budgétaire. Celle-ci comprend des minima et des maxima. Dans ce cas-ci, c'est le maxima, s'agissant du permis d'environnement. Pour rappel, et pour prendre le dossier dans sa globalité, les tarifs des documents administratifs du service urbanisme ont été indexés deux fois seulement, en 2007 et 2009. Depuis lors, il n'y a eu aucune augmentation tarifaire.

Je peux aussi comparer nos tarifs avec ceux pratiqués dans d'autres villes proches. A Mouscron, par exemple, les informations notariales coûtent 62,00€ alors qu'à Tournai il vous sera réclamé 50,00€. Un certificat d'urbanisme, à Tournai, c'est 60,00€ et à Mouscron, c'est 62,00€. Un certificat d'urbanisme sans enquête, c'est 120,00€ à Tournai et 150,00€ à Mouscron. Un permis d'urbanisme sans enquête, c'est 120,00€ à Tournai et 150,00€ à Mouscron. Un permis d'urbanisme avec enquête publique, c'est 180,00€ à Tournai et 200,00€ à Mouscron. La prolongation du permis est gratuite à Tournai; elle coûte 25,00€ à Mouscron. Les permis d'environnement, permis uniques de classe 1, coûtent 4.000,00€ à Tournai. A Mouscron, on calcule le prix en fonction des frais réels du travail du service.

Pour une participation à une réunion d'information préalable, 200,00€ vous seront réclamés à Tournai. Ceci comprend la préparation de la réunion, le suivi, la rédaction et l'envoi des procès-verbaux. A Mouscron, la prestation est tarifée entre 20,00€ et 30,00€ l'heure par agent présent ou en charge du dossier en fonction du grade.

Les participations aux réunions des comités de suivi, c'est 270,00€ à Tournai. A Mouscron, c'est également tarifé entre 20,00€ et 30,00€ de l'heure.

Pour les déclarations urbanistiques, Mouscron réclame 50,00€. C'est encore basé sur l'ancienne législation. A côté de cela, il y a de nouvelles procédures comme celles résultant du décret voiries par exemple. S'il y a des modifications soit de voiries, soit de sentiers, cela nécessite la publication d'un avis légal dans les journaux locaux, dont le coût oscille entre 1.000,00€ et 2.000,00€ par dossier. C'est la même chose avec les permis avec étude d'incidences, et certains permis d'implantation commerciale. Autre exemple, une vérification d'implantation, c'est une imposition résultant du code wallon, dont coût 270,00€. C'est requis pour les nouvelles constructions. Cela nécessite le passage d'un géomètre communal. Cela comprend son déplacement, les relevés sur plan, la rédaction d'un procès-verbal et l'expédition du procès-verbal d'implantation. Voici, de manière générale, le travail que cela implique.

Pour les permis d'environnement, nous suivons la circulaire budgétaire wallonne.

Il est vrai que nous proposons le tarif maximum. Un montant de 990,00€ ou de 4.000,00€ peut sembler très important. Mais quand on doit publier des avis dans la presse, poser des affiches, écrire aux propriétaires dans un rayon de 50m ou 200m s'il y a une étude d'incidence, gérer les photocopies en cas de réclamations, gérer les recours, cela coûte beaucoup d'argent.

Pour les novices en la matière, les dossiers de permis d'environnement sont de gros dossiers. Il s'agit par exemple des dossiers éoliens, des dossiers de carrières.

Les charges à prendre en compte comprennent également la tarification des courriers recommandés qui a augmenté en 2007 et en 2009.

Elles comprennent également les frais d'envoi des colis recommandés, des gros dossiers ou des demandes d'avis; la tarification postale s'applique également aux enquêtes publiques et aux demandes d'avis.

Dans le cadre de la nouvelle législation sur les implantations commerciales, le service doit de plus en plus gérer des enquêtes publiques dans les 9 communes limitrophes de Tournai.

Voilà de manière empirique le travail que cela induit pour le service."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient à nouveau :

"Madame l'Echevine, vous avez été mal conseillée parce qu'en ce qui concerne les publications qui doivent être réalisées dans le cadre de l'enquête publique, elles sont toujours à charge du demandeur; peut-être pas pour le décret voirie mais pour toutes les autres, elles sont à charge du demandeur.

D'autre part, vous n'avez pas répondu à ma question. Quand l'autorité compétente est le SPW et pas la Ville, il n'est pas normal qu'il faille payer autant.

Je voulais revenir sur la circulaire sur laquelle vous vous êtes basée. Il est indiqué que la commune choisit librement son système de taxe ou de redevance, soit de manière forfaitaire, soit selon les frais réellement encourus. Or, dans ce dossier, la Ville (article 4) se donne le choix d'appliquer l'un ou l'autre système au cas par cas ! Est-ce légal ?"

Madame l'Echevine **Laetitia LIENARD** répond que le projet de règlement communal prévoit les deux possibilités. De la sorte, la Ville se réserve le droit de réclamer les frais réels si le coût de traitement du dossier dépasse le forfait.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient à son tour :

"Cette argumentation est un peu particulière. Je rappelle que lorsqu'on parle de fiscalité dans une commune, il faut aborder la matière de manière globale. Dans ce cadre, je suis convaincu qu'on va trouver que des prestations sont gratuites à Mouscron et payantes à Tournai ou moins coûteuses à Mouscron.

Je voudrais aussi rappeler qu'une circulaire budgétaire est un document qui détaille tout ce qu'une commune peut lever comme redevances et comme taxes. Nulle part, il est indiqué qu'on est obligé de tout lever. Certaines taxes ne sont pas appliquées. Si, demain, on applique la circulaire complètement à Tournai, les citoyens devront payer un million d'euros de redevances et d'impôts en plus.

Il faut faire également très attention à l'argumentation développée et aux risques de privatisation. Je pense que dans le service public, on doit être prudent quand on dit qu'on justifie une taxe ou une redevance par le coût réel que la démarche implique au niveau du personnel. Nous avons un rôle à jouer pour mettre à disposition de la population des prestations à un prix raisonnable. Nous allons donc nous abstenir sur ce point. Des tarifs étaient déjà d'application auparavant. Mais beaucoup sont sujet à augmentation ou sont appliqués pour la première fois. Il faut considérer la fiscalité globalement, au même titre que le budget. On se demande où cela va s'arrêter. Chaque fois, les tarifs augmentent. La circulaire n'a jamais dit qu'une ville était obligée d'appliquer le tarif maximum dans tous les domaines. C'est un choix politique !"

Répondant à une question posée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, Monsieur l'Echevin **Robert DELVIGNE** précise que le retard de traitement des dossiers d'urbanisme est en train de se résorber. Un nouveau programme informatique permet au service de gagner du temps. Ce programme ne remplace pas le travail des techniciens, mais il leur apporte une aide dans leur travail.

Avant que l'assemblée vote ce point, Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, précise à nouveau que les taxes et redevances existantes ont été indexées deux fois (2007 et 2009) lors de la précédente législature et une fois seulement durant cette législature (2016). Selon elle, il conviendrait à l'avenir que ces tarifs soient indexés plus régulièrement.

Par 26 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :
Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A.

BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu la Constitution, en particulier les articles 41, 162 et 173;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40 §1er, L1133-1 et 2;

Vu la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant de la Communauté germanophone, pour l'année 2017;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer le financement général de la Ville;

Considérant le plan de gestion actualisé 2016-2020 soumis au conseil communal du 26 octobre 2015;

Vu les modifications législatives, notamment en matière de procédure d'implantations commerciales et de modifications à la voirie;

Vu les charges qu'entraîne pour la Ville l'instruction des dossiers des permis d'urbanisme et d'environnement;

Vu la communication du projet de règlement au directeur financier faite en date du 3 octobre 2016, conformément à l'article L1124-40 §1,3° et 4° du CDLD;

Considérant que la Ville se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 04 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 26 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions;

APPROUVE:

Article 1 : il est établi, pour les exercices 2017 à 2019, une redevance sur le traitement des demandes de permis d'urbanisme, de lotir/d'urbanisation, de lotir/d'urbanisation, d'environnement, d'implantation commerciale de modification de permis de lotir et des certificats d'urbanisme et de patrimoine.

Article 2 : la redevance est due par la personne physique ou morale qui demande le permis ou le certificat.

Article 3 : les taux des redevances sont fixés comme suit :

a) Urbanisme (la redevance est payable au moment où le demandeur reçoit l'accusé de réception l'informant que son dossier est complet):	
- permis d'urbanisme sans enquête :	120,00 €

- permis d'urbanisme avec enquête :	180,00 €
- déclaration d'urbanisme préalable :	50,00 €
- modification de permis de lotir/permis d'urbanisation sans enquête publique (via permis d'urbanisation) :	120,00 €
- modification de permis de lotir/permis d'urbanisation avec enquête publique (via permis d'urbanisation) :	180,00 €
- certificat d'urbanisme numéro 1 :	60,00 €
- certificat d'urbanisme numéro 2 sans enquête publique :	120,00 €
- certificat d'urbanisme numéro 2 avec enquête publique :	180,00 €
- certificat de patrimoine :	50,00 €
- division :	50,00 €
b) Environnement (la redevance est payable au moment où le demandeur reçoit l'accusé de réception l'informant que son dossier est transmis à la Région wallonne, celle-ci ayant la compétence de déclarer si celui-ci est complet):	
- déclaration de classe 3 :	25,00 €
- permis d'environnement de 2e classe :	110,00 €
- permis d'environnement de 1ère classe :	990,00 €
- permis unique de 2e classe :	180,00 €
- permis unique de 1ère classe (étude d'incidences comprise) :	4.000,00 €
- article 65 (modifications des conditions environnement) :	110,00 €
Les redevances sont également acquittées si la demande émane d'une personne de droit public, d'une ASBL subsidiée par la Ville ou le Centre public d'action sociale.	
c) Permis d'implantation commerciale :	
1°) Permis implantation commerciale simple :	
- déclaration extension (décision communale):	150,00 €
- déclaration extension (décision régionale) :	180,00 €
- surface comprise entre 400 et 2500 m² :	180,00 €
- surface supérieure à 2500 m² :	250,00 €
2°) Permis intégré :	
- surface comprise entre 400 et 2500 m² :	250,00 €
- surface supérieure à 2500 m² :	500,00 €

d) Procédures spécifiques (frais complémentaires au coût d’instruction du permis)	
- participation à une réunion d’information préalable (R.I.P.) :	200,00 €
- étude d’incidences (à payer dès la R.I.P.) – autre procédure que permis de classe 1 :	1.000,00 €
- procédure voirie (décret février 2015) :	300,00 €
- participation aux réunions d’un comité de suivi (montant par agent) :	200,00 €
- vérification de l’implantation :	270,00 €
e) Enquête publique pour le dossier d’une commune limitrophe : - enquête – avis collège et transmis Région wallonne (à charge du demandeur du permis) :	180,00 €
f) Les montants susmentionnés s’appliquent également aux permis à vocation publique ou qui concernent des équipements communautaires (art. 127)	

Article 4 : application des frais réels

Si le traitement de la demande du permis ou du certificat entraîne une dépense supérieure au taux forfaitaire prévu ci-avant, le montant facturé sera calculé sur base d’un décompte des frais réels.

Article 5 : mode de perception et recouvrement

La redevance est payable au comptant, avec remise d’une preuve de paiement.

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi suivant l’article L1124-40 §1er, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 6 : la présente délibération sera transmise au gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

67. IMIO (intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle). Assemblée générale ordinaire du 24 novembre 2016. Ordre du jour. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la délibération du conseil communal du 30 juin 2014 portant sur la prise de participation de la Ville à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IMIO a été établie en séance du 10 novembre 2014;

Considérant que l'assemblée générale du second semestre doit avoir lieu avant le premier lundi du mois de décembre, conformément à l'article L1523-13 - paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la convocation d'IMIO (intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle) à son assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le jeudi 24 novembre 2016 à 18 heures à l'hôtel Charleroi Airport, 115 chaussée de Courcelles à 6041 Gosselies, suivie, à 19 heures 30, d'une assemblée générale extraordinaire;

Considérant, en effet, que le quorum n'ayant pas été atteint à l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 2016, une nouvelle assemblée générale extraordinaire a été programmée le 24 novembre 2016;

Considérant sa délibération du 30 mai 2016 approuvant l'ordre du jour de cette assemblée générale extraordinaire qui ne comporte qu'un seul point : modifications des statuts;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IMIO (intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle) établi comme suit :

1. Présentation des nouveaux produits.
2. Évaluation du plan stratégique 2016.
3. Présentation du budget 2017.
4. Désignation d'administrateurs.
5. In house, information sur la représentation des membres au sein du conseil d'administration.
6. Clôture.

68. Musée d'histoire naturelle. Don d'ouvrages (livres et revues). Acceptation.
--

Monsieur l'Echevin A. BOITE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que Madame Elisabeth SIMON propose le don de l'ensemble des ouvrages (livres, revues...) d'histoire naturelle ayant appartenu à son père, feu Monsieur Paul SIMON, conservateur du musée d'histoire naturelle de 1959 à 1978;

Considérant que le conservateur du musée d'histoire naturelle a examiné ces ouvrages, en a dressé l'inventaire et a émis un avis favorable vu l'intérêt qu'ils représentent pour le museum;

Considérant que le don comprend, en effet, 273 livres en parfait état consacrés aux oiseaux ou à la flore et 94 revues d'histoire naturelle;

Considérant que le musée dispose d'un centre de documentation accessible au public (recommandation de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour les musées reconnus) qui contient déjà 703 ouvrages inventoriés et à disposition du public et que ce centre de documentation se verrait enrichi par le don de Madame SIMON;

Considérant qu'en séance du 16 septembre 2016, le collège communal a décidé d'accepter, sous réserve de l'accord du conseil communal, le don de l'ensemble des ouvrages (livres, revues,...) ayant

appartenu au père de Madame Elisabeth SIMON, conservateur du musée d'histoire naturelle de 1959 à 1978;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'accepter le don de l'ensemble des ouvrages, soit 273 livres et 94 revues ayant appartenu au père de Madame Elisabeth SIMON, feu Monsieur Paul SIMON, conservateur du musée d'histoire naturelle de 1959 à 1978.

69. Services musées. Don de maquettes de moulins. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le souhait de la Ville d'Antoing de faire don à la Ville de maquettes de moulin et de dessins réalisés par Fernand CHANTRY;

Considérant que le transfert de cette collection est motivé par la réaffectation prochaine du bâtiment abritant actuellement le musée de la pierre d'Antoing;

Considérant qu'un inventaire photographique de la collection accompagne la demande de la Ville d'Antoing, il comprend :

- une série de neuf maquettes de moulin
- une étagère avec des représentations de moulins
- un engrenage de moulin
- un régulateur de moulin
- un boisseau à grains
- une série de revue "Molenecho's"
- les annales du cercle d'histoire de l'entité lessinoise, relatives aux vieux moulins de chez nous
- un travail de fin d'études sur les moulins à vent de la Province de Hainaut et du Nord de la France
- un travail de fin d'études sur le moulin à vent;

Considérant que la Ville d'Antoing propose de faire don de cette collection à la Ville de Tournai qui vient de s'engager dans la reconstruction du moulin à vent de Thimougies et qui possède déjà une maquette de son ancien moulin;

Considérant que cette collection peut constituer un complément didactique intéressant pour les futures visites du moulin de Thimougies;

Considérant que cette collection pourrait être exposée dans la future maison de village de Thimougies ou au musée de folklore;

Considérant que la fondation du moulin de Thimougies est également intéressée par cette collection, mais que la ville d'Antoing souhaite en faire don à une structure publique;

Considérant qu'en séance du 26 août 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce don, sous réserve de l'accord du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

d'accepter le don de la ville d'Antoing de la collection de maquettes de moulins réalisées par Fernand CHANTRY.

70. Questions

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, le **président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leur question :

1) Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, à propos de l'achat par la Ville d'une maison rue du Curé Notre-Dame à Tournai :

"Le bruit court à Tournai disant que la Ville se serait engagée dans l'achat d'une maison, rue du Curé Notre-Dame (à proximité immédiate de l'ancienne bibliothèque) sous réserve, je suppose, d'un entérinement futur par le conseil communal. On envisagerait même l'implantation future d'un hôtel. Le collège peut-il démentir ou confirmer cette information ?

Dans le deuxième cas, pouvez-vous nous en dire plus : engagement pris, conditions de la transaction, projet envisagé...etc. ?"

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, répond en ces termes :

"Monsieur le Conseiller, cher Xavier,

Je rappelle que le collège communal a décidé d'acquérir l'hôtel des anciens prêtres dans le cadre du portefeuille Smart Tournai, lequel prévoit l'aménagement d'un smart center comprenant les espaces suivants :

- parcours sensoriel immersif (centre d'interprétation s'appuyant sur les outils technologiques au service de l'expérience du tourisme d'affaires)
- centre de conférence (auditorium du futur)
- vitrine de l'innovation et des technologies smart cities (espace de partage et de démonstration des innovations smart cities).

Dans la poursuite de ce projet, l'immeuble auquel vous faites référence et appartenant à des particuliers, représente une opportunité pour la Ville de Tournai puisque jouxtant tant l'ancienne bibliothèque communale que l'hôtel des anciens prêtres.

Le collège communal a donc marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur l'acquisition de cet immeuble au prix fixé par le comité d'acquisition et accepté par les propriétaires.

Le projet d'acte authentique d'acquisition a été approuvé par le collège communal le 14 octobre 2016. Il a été ensuite adressé aux propriétaires pour accord et remarques éventuelles.

Cette acquisition, je tiens à le rappeler, a été projetée dans le dossier déposé lors de l'appel à projets Feder et sera donc subventionnée de la manière suivante : 45% pour le Feder, 45% pour la Région wallonne et 10% pour la Ville de Tournai.

Le dossier suit donc son cours normal et sera soumis à l'examen du conseil communal le 28 novembre prochain, où nous aurons l'occasion d'en rediscuter si vous le souhaitez.

Il n'y a donc aucun projet d'hôtel."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, réplique comme suit :

"Merci pour cette clarification. C'est déjà une bonne chose. Pour le reste, nous ne nous positionnons ni pour ni contre. Nous savons que c'est un projet qui doit aller de l'avant. Si je pose la question, c'est parce qu'on travaille dans un quartier qui a souffert pendant plusieurs années de l'aménagement du centre historique. Les travaux se terminent maintenant. C'est vraiment un endroit très sensible. Nous

voulions nous informer à propos de l'installation éventuelle d'un hôtel à cet endroit-là. Pour le reste, nous allons suivre le dossier et nous reviendrons avec des questions le 28 novembre."

2) Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, à propos du projet de 67 kots et 19 emplacements de parking à la rue des Carmes :

"Une demande de permis d'urbanisme est en cours pour un projet de 67 kots et 19 emplacements de parking à la rue des Carmes, 45-47 (ancien Mater Dei) à Tournai. Ce projet se situe dans une zone très encombrée la semaine dans la mesure où il jouxte plusieurs écoles (Ursulines, Collège Notre-Dame, Ecole normale, Don Bosco). L'arrivée de 67 logements ne va pas améliorer les choses.

Mais au-delà du problème de mobilité, c'est le type de logement visé qui nous questionne le plus. Alors qu'il y a déjà pléthore de logements étudiants, on va en construire 67 nouveaux. Ayant pris contact avec Infor Jeunes, comme certains journalistes, celui-ci témoigne que tous les kots mis en location aujourd'hui ne trouvent pas d'amateurs (plus de 100 annonces restent libres). Quel est donc le sens d'en construire de nouveaux ? Par contre, il manque des petits logements à prix modérés pour des couples ou des personnes isolées.

De plus, le regroupement d'étudiants ne nous semble pas adéquat. Nous ne sommes pas dans un campus universitaire, mais bien dans un quartier mixte au niveau de la population. L'arrivée massive d'étudiants va chambouler considérablement l'équilibre du quartier.

Il est vrai qu'il existe une dent creuse à cet endroit. Autrefois, cet espace était occupé par des enfants comme espace de jeux. On veut densifier mais à quel prix ? Quel va encore être le bien-être des habitants ?

Ce projet nous apparaît comme une belle opération financière, mais au détriment d'un équilibre de quartier et d'un bien-être collectif. "

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, répond en ces termes :

"Madame la Conseillère, chère Coralie,

Je ne vais pas faire ici le diagnostic du nombre de logements pour étudiants à Tournai, mais vous répondre sur le permis d'urbanisme.

Une société a effectivement déposé une demande de permis d'urbanisme pour un bâtiment situé à la rue des Carmes visant la construction d'une résidence pour étudiants (66 kots et conciergerie) avec l'aménagement de 19 emplacements de parking et d'un local vélos et poubelles.

Le dossier a été soumis aux formalités d'enquête publique du 23 septembre au 11 octobre 2016.

L'administration communale a reçu 18 réclamations écrites portant sur les futurs problèmes de mobilité, les aspects patrimoniaux liés à la transformation de la façade et l'ampleur du projet.

Le collège communal a décidé, lors de sa première séance d'avis préalable, de ne pas remettre forcément en cause la création d'une résidence pour étudiants à cet endroit, car il peut être intéressant d'avoir un lieu structurant pour les étudiants avec une conciergerie et des règles de fonctionnement internes. De plus, ce bâtiment abrite déjà des kots étudiants, certes dans une moindre mesure, 10 actuellement.

Par contre, nous avons émis toute une série de conditions strictes comme l'obligation de maintenir la façade et son porche sans percement nouveau, la nécessité de diminuer le nombre de logements de façon substantielle, de trouver des solutions en matière de stationnement en excluant au maximum le domaine public (le nombre de places de parking envisagées est évidemment insuffisant) et de diminuer la hauteur des bâtiments. Bref, le collège communal a entendu les craintes des riverains et les partage.

Etant donné qu'il s'agit d'un permis d'urbanisme en zone d'équipement communautaire et donc de compétence de la Région wallonne, le dossier a été transmis au fonctionnaire délégué avec toutes ces

remarques que je viens d'exposer, en précisant la nécessité d'une refonte du projet. Il en découlera, dès lors, une demande de plans modificatifs visant à rencontrer au maximum ces conditions.

S'ensuivra une nouvelle enquête publique.

Concernant le nombre de kots étudiants actuellement libres d'occupation à Tournai, évidemment, c'est une réalité que nous connaissons. Nous sommes évidemment réticents aux divisions d'immeubles visant la création de kots avec d'autres types de logements. Il est certain qu'il y a une évolution des besoins en logement où il faut tenir compte du vieillissement et de la diminution de la taille des ménages, c'est-à-dire privilégier des logements plus petits, des appartements pour isolés, économes en énergie, faciles d'entretien et modulaires, voire évolutifs.

C'est notre ligne de conduite qui se retrouve, d'ailleurs, dans notre schéma de structure communal."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, réplique comme suit :

"Je reste persuadée que c'est une mauvaise idée de faire un site avec un regroupement d'étudiants."

Points complémentaires

98. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Avant de clôturer la séance publique, le **président** d'assemblée rend hommage à André WILBAUX, architecte, chansonnier tournaisien récemment décédé.

L'assemblée observe un moment de recueillement en mémoire du disparu.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 19 septembre 2016 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 21 heures 57, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 28 novembre 2016.

Par le Conseil :

Le Directeur général,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS